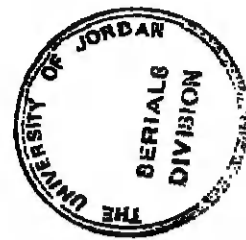


« Le Monde des livres »

Le Monde



15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14902 - 7 F

VENDREDI 25 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Fragile continuité à Moscou

EN apparence, les nombreux faux pas de M. Boris Eltsine dans ses passes d'armes avec les conservateurs au cours des dernières semaines n'ont pas entraîné une mise à mort des réformes en Russie, malgré le départ de son « père », M. Egor Gaidar. Comme promis, le « noyau » de son équipe, agréé par la FMI, reste dans le gouvernement formé mercredi 23 décembre, et rien ne pouvait mieux signaler la volonté de continuité que le retour, cette fois comme vice-premier ministre en charge de l'économie et des finances, de M. Boris Fiodorov, qui démissionne à son tour du premier gouvernement russe pour rejoindre la BERD.

Cela devrait, bien sûr, provoquer de nouveaux débats au Parlement, mais ses députés, majoritairement conservateurs, pourraient se contenter d'exiger le départ du ministre des affaires étrangères M. Andreï Kozirev, dont le maintien dans la liste semble fait sur mesure pour la transformer en bouc émissaire et sauver les titulaires des postes économiques.

Le problème est de savoir comment cette équipe largement préservée pourra travailler avec un premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, dont une des premières décisions fut de donner 200 milliards de roubles (450 millions de dollars) de nouvelles crédits à l'industrie de l'énergie, dont il est issu, quitte à aggraver lourdement le déficit du budget de l'année qui s'achève. D'autant qu'il fut élu par le Parlement sur ses promesses d'en faire encore plus.

Le dilemme n'est pas nouveau. Même M. Gaidar avait dû faire des concessions à un lobby militaire-industriel qui refuse des mesures de reconversion, et accepter des rallonges de crédit qui ont déjà ruiné son projet de stabilisation du rouble. Lundi, un responsable de la Banque centrale de Russie parlait déjà de revenir sur le cours unique du rouble institué en été. Et M. Gaidar a déclaré que la Russie était « à nouveau à la croisée des chemins ». Un retour au passé « est possible », a-t-il dit, mais au prix d'une hyper-inflation qui empêcherait de toute façon la mise sur pied d'un système conservateur stable.

Il semble maintenant que les « conservateurs », du moins les chefs d'industrie du type Tchernomyrdine, en soient conscients, mais la « voie médiane » reste, comme toujours, encore à trouver. Le problème est rendu plus ardu du fait d'un autre échec de l'équipe Gaidar : celle-ci n'a pas su mettre en place des relations apaisées avec les autres républiques, qui auraient permis, comme elle l'avait promis pour l'été, la délimitation d'un « espace rouble » au sein de la CEI.

Le report à janvier du dernier en date des sommets des « Etats indépendants », un an après la création de cette étrange entité, est à cet égard alarmant. De plus, les guerres qui ravagent tous les territoires du Sud - du Caucase à l'Asie centrale - n'ont jamais connu l'ampleur qu'elles ont actuellement. L'armée russe y est engagée alors qu'aucune stratégie politique n'est définie et que le consensus serait difficilement trouvable en Russie si le débat y était véritablement à ce sujet. L'étrange voyage au Kazakhstan de M. Tchernomyrdine, au moment où il était supposé travailler à la formation de son cabinet, souligne sans doute l'urgence d'apporter à des réponses à cet autre défi impérieux.

Lire page 22 l'article de JOSE-ALAIN FALON



Alors que les consultations se poursuivent entre les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne

L'armée yougoslave se dit « prête à répondre par la force » à une intervention occidentale

Le chef d'état-major de l'armée yougoslave (serbo-monténégrine), le général Zivota Panic, a assuré mercredi 23 décembre que celle-ci était prête à répondre par la force à une éventuelle agression contre la Yougoslavie. Il entendait ainsi anticiper sur le résultat

des discussions qui ont lieu à l'ONU et dans les états-majors américains, français et britanniques sur des plans destinés à obliger l'aviation serbe à respecter l'interdiction de survol de la Bosnie. A ce jour, les consultations qui se poursuivent entre alliés n'ont pas abouti, faute d'une

entente sur les modalités pratiques d'un contrôle de l'espace aérien. M. Bérégovoy a indiqué, jeudi 24 décembre, que la France participera à l'interdiction du survol de la Bosnie : « Européens et Américains ont à appliquer la décision de l'ONU », a-t-il dit.

« You fly, you die »

par Jacques Isnard

Les Etats-Unis, d'une part, qui sont plutôt partisans de la manière forte parce qu'ils n'ont pas d'hommes sur le terrain, et la France et la Grande-Bretagne, d'autre part, qui y ont déployé des « casques bleus » ou des organisations humanitaires à leur contact ; 3) le respect des résolutions - une fois exprimées - de l'ONU, qui entend interdire les vols.

De quelque côté que l'on se tourne, la solution devra tenir compte de ces trois impératifs et chercher à les concilier.

Lire la suite et les articles de FLORENCE HARTMANN et DANIEL CARTON page 4

POINT DE VUE

Donnons-nous les moyens

par Michel Rocard

En cette fin d'année, ce ne sera pas Noël pour tout le monde. A l'heure où les faibles espoirs placés dans les élections serbes se sont définitivement évanouis, le drame quotidien que vivent les musulmans de Bosnie apparaît sans issue. La France, et bien d'autres avec elle, ont trop tardé à dire les choses comme elles sont, à nommer l'agresseur : la Serbie. Nous voilà aujourd'hui, et bien d'autres avec nous, envisageant une intervention armée pour protéger ce qui peut encore l'être. C'est bien, c'est juste, c'est surtout nécessaire.

Mais cela manque de sens, faute de dire la réalité. La réalité, c'est que notre pays

n'a pas les moyens de conduire seul l'intervention qui s'impose : engagés que nous sommes déjà, avec courage et efficacité, sur plusieurs théâtres d'opérations où notre présence concourt à la paix, notre contribution ne pourra être que limitée. Or ce sont des dizaines de milliers de soldats qu'il faut pour imposer la paix en Bosnie, arrêter l'ignoble « purification ethnique ».

Chacun de se retourner alors vers l'ONU. Soit ! Comment ne pas l'approuver ? Je souhaite surtout que la France soit à la pointe de ce débat, en plaçant la communauté internationale devant ses responsabilités collectives.

Lire la suite page 4

Les réfugiés du Cambodge

Les personnes déplacées sont bloquées par la poursuite des combats. page 5

La situation des Palestiniens expulsés

Malgré l'intransigeance d'Israël, les 415 espèrent pouvoir rentrer chez eux. page 3

LIVRES

Marcher vers la sagesse

Pour Marc Aurèle, comme pour Marcel Conche dix-huit siècles plus tard, le savoir philosophique n'est pas une fin mais un moyen de vivre.

■ Histoires littéraires, par François Bott : « Le Noël de Raymond Chandler ». ■ Le secret de M. Solario. ■ Théâtre contre Lisieux. ■ Murdoch, l'architecte. ■ Les légendes de Tolkien. pages 9 à 14

Le sommaire complet se trouve page 22

LE MONDE diplomatique

Décembre 1992

- LIBÉRALISME : La ballade des prétendus, par Claude Julien. - Des démocrates sans voix, par Christian de Brié.
- ÉTATS-UNIS : M. Clinton aura-t-il les moyens de ses ambitions ? par Serge Halimi.
- ÉCONOMIE : Ne pas se tromper de relance, par René Passer.
- SLOVÉNIE : Un pays saisi par les réalités de l'indépendance, par Catherine Samary.
- PROCHE-ORIENT : L'oligarchie financière au pouvoir au Liban, par Samir Kassir. - La Syrie ne renonce pas à ses ambitions régionales, par Nadine Picot-Duclos. - Sionisme et judaïsme encore plus inconciliables ? par Boaz Evron. - Le monde arabe sous le choc de la fragmentation, par Eric Rouleau.
- HISTOIRE : Entre culture yiddish et stalinisme, l'étrange cas du Docteur Zborowski et de M. Etienne, par Philippe Videllier. - Le « complot » des blouses blanches à Moscou, par Jean-Jacques Marie.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

L'Europe de l'électroménager

Thomson SA cède sa filiale à un groupe italien, Elfi

par Pierre-Angel Gay

C'était en 1982. Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, avait choisi l'usine Eiswein, à la Roche-sur-Yon, pour « célébrer la remise solennelle à la nation des groupes nationalisés ». Haranguant 2 000 salariés dans un hangar où s'empilaient lavo-linge et lavo-vaisselle prêts à l'expédition, le premier ministre, sous l'œil attentif du jeune PDG de Thomson-Brandt, M. Alain Gomez, avait tracé la voie : « Ce que nous voulons tous, c'est que le nouveau secteur public industriel devienne le plus vite possible à la fois un modèle de réussite industrielle et un modèle de réussite sociale ». Dix ans plus tard, le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy et M. Gomez, tou-

jours aux commandes, cèdent l'usine Eiswein et l'électroménager de Thomson SA à un groupe familial étranger, l'italien Elettrofinanziaria Spa (Elfi).

Thomson SA, dont le chiffre d'affaires était de 71,3 milliards de francs en 1991, réduit une nouvelle fois sa voilure et se trouve ramené à deux branches industrielles : l'électronique professionnelle et militaire et l'électronique grand public.

Mercredi 23 décembre, le conseil d'administration de Thomson SA a en effet autorisé « la cession de sa filiale à un consortium franco-italien » détenu à hauteur de 66 % par Elfi et 34 % par le Crédit national.

Lire la suite et nos informations page 16

Tristesse de la chair

Lausanne célèbre Vallotton, le nabi douloureux et misanthrope, le peintre des névroses et des vices

LAUSANNE

de notre envoyé spécial

Il faut, pour visiter la rétrospective très complète et détaillée que le Musée de Lausanne consacre à Félix Vallotton, une constitution forte et résistante. Faute de quoi le visiteur, après avoir gravi un escalier trop haut, contourné un bassin incongru et marché dans les salles trop grandes, sentira monter un lui une mélancolie rétive à tous les raisonnements.

Les yeux blessés par les couleurs trop vives de Vallotton, l'âme meurtrie par ses tableaux trop amers, il sera menacé d'hallucinations accablantes. Dans le musée, dans la rue, il ne verra plus ensuite que des femmes et des hommes selon Vallotton, anatomies navrantes, visages morts, costumes grotesques, gesticulations désarticulées. Lausanne, à ses regards, ne sera plus qu'un

immense et ténébreux Vallotton, où les lumières électriques découpent sur fond de ténèbres un peuple de fantômes endimanchés.

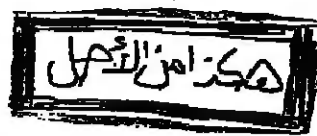
Telle est la puissance du peintre, telle est son obsession, sa misanthropie. Quelles causes accuser de sa violence saine ? Est-ce d'être né à Lausanne, en 1865, fils d'un droguiste protestant ? Le portrait qu'il fit de ses parents en 1886 les dépeint vêtus de noir sur un canapé gris et noir devant un mur gris. La reconnaissance filiale y a moins de part que le ressentiment. Mais l'autoportrait exécuté l'année précédente n'est guère moins lugubre.

A vingt ans, Vallotton a de l'humanité une vision froidement haineuse - et sur lui-même un sentiment guère plus favorable.

PHILIPPE DAGEN

Lire la suite page 8

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Martin, 8 F ; Côte d'Ivoire, 400 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 65 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



DÉBATS

Religions

Le dernier catéchisme

par Paul Valadier

LES choses ont plutôt bizarrement commencé. Un tapage médiatique tempétueux a laissé mal augurer de ce *Catéchisme* : tant de bruit pour lancer un texte qui, portant sur la Vérité, doit s'imposer avec la force de la vérité, a donné l'impression d'une volonté de puissance commerciale, peu sûre au total du message qu'elle devait transmettre puisqu'elle avait besoin de moyens si imposants et d'un tel marquage publicitaire. Le désir de faire du bien ne justifie pas qu'on viole l'embargo, que l'on divulgue des textes non sans profit commercial par hebdomadaire intéressé et que l'on grille ainsi la politesse aux évêques qui devaient présenter eux-mêmes ce catéchisme ; il aurait plutôt dû conduire à respecter ce qu'écrivait en toutes lettres le *Catéchisme* : la fin ne justifie pas les moyens (1753). Il faut craindre que de nouveaux marchands du temple ne se croient en droit de tout faire et de tout imposer sans respect pour les choses sacrées qui supportent difficilement pareil matraquage et qu'ils vendent comme d'autres vendent des savonnets.

Les choses ont plutôt mal commencé encore, parce que sur la lancée la plupart des médias ont proclamé que ce *Catéchisme* était le premier et le seul que l'Eglise catholique avait publié depuis le Concile de Trente. On voit bien l'astuce commerciale qui permet d'effleurer le chaland sur un produit prétendument sans précédent et plus nouveau que le dernier exemplaire. Ici encore on voit moins bien en quoi la vérité historique et tout simplement l'honnêteté sont respectées : pour ne parler que de ces dernières années, les éditions de catéchismes se sont au contraire multipliées, notamment venant de conférences des évêques, donc du magistère ecclésiastique, et tout le monde a encore en mémoire la récente publication du *Catéchisme pour adultes* des évêques français.

De qui et à qui ?

Mais cette ignorance éditoriale volontaire n'est sans doute pas innocente, si elle vise à induire l'esprit du lecteur que le nouveau *Catéchisme* fait table rase de tout le reste et s'impose sur le vide, ou encore que toutes les publications précédentes n'étaient que « dérivées » par rapport à une vérité totale et indiscutable qui surgit enfin.

Outre le mensonge qu'on vient de rappeler, ce propos contient une double erreur sur le plan théologique : d'abord il suppose chez ceux qui le propagent, un surprenant mépris pour l'Eglise elle-même et pour tout le travail acharné fait depuis des années pour proposer la foi en termes pertinents, comme s'il fallait montrer que désormais une parole tombée de haut annihiler tout autre discours ; erreur encore car, selon l'exhortation apostolique *Catechesis tradendae* (1979), toujours en vigueur, et selon des confirmations données par le cardinal Ratzinger lui-même et rappelées dans l'entretien donné au *Monde* du 16 novembre, le nouveau texte n'annule aucun document précédent (ce qui serait une curieuse et préoccupante rupture de tradition, d'un point de vue catholique), mais doit entrer en « suture » ou jouer en

« inclusion réciproque » avec les productions antérieures. Nous ne sommes donc pas devant une production qui balaye tout devant elle, mais devant un document parmi d'autres, à juger sur pièces, par exemple en en comparant les mérites relatifs aux autres catéchismes disponibles.

On ne peut donc lire correctement ce document que si l'on comprend bien qu'il ne tombe pas du ciel, mais qu'il a une origine précise, ce qui explique les conditions de son élaboration, et si l'on comprend en même temps à qui il s'adresse. Or les auteurs parlent « en premier lieu aux évêques, en tant que docteurs de la foi et pasteurs de l'Eglise » (§ 12). Ils ajoutent simplement qu'il sera aussi « une utile lecture pour tous les autres fidèles chrétiens ». On pourrait être plus insistant... Cette visée modeste et peu ambitieuse rend encore plus inexplicable le tintamarre publicitaire évoqué plus haut, qui présente ainsi allègrement les intentions les plus explicites des auteurs. Ce texte ne s'adresse pas non plus aux non-chrétiens, et étant donné le contenu et le style du livre, les auteurs ont eu raison d'observer cette réserve.

Puisque ce *Catéchisme* s'adresse aux évêques pour les « aider à approfondir la connaissance de la foi » (§ 23), ce qui n'est donc pas supposé, on admet mieux que le plan suive un ordre confortable et bien balisé : on commente les articles du Credo, on expose les sacrements et, avant de parler de la prière, on reprend les dix commandements de Dieu, comme dans les bons vieux manuels de théologie morale, dont tout le monde a vu depuis longtemps qu'ils ne répondaient plus aux attentes du peuple de Dieu et que leur répartition en catégories de vie chrétienne dans des catégories devenues aveugles. Mais on déconcentre sans doute moins les destinataires avec une approche reconstruite sur les bancs du séminaire, et surtout on leur laisse le soin de l'adaptation : ce qui appelle donc à sortir de la clôture du document pour être réellement créateur.

Ces perspectives étant fixées, il ne faut pas s'attendre à des innovations. Le texte est même plutôt surpris, malgré tout, de ce que les auteurs « n'en rajoutent pas » et même évitent certaines dérives préoccupantes de ces dernières années. Ainsi, pour prendre un exemple précis et limité, n'est-il pas affirmé que l'infailibilité s'étendrait à la loi naturelle, contrairement à ce que tel texte de la Congrégation pour la doctrine de la foi avait témérairement avancé en 1990 ; au § 2035, on s'en tient à l'affirmation traditionnelle selon laquelle « l'infailibilité s'étend aussi loin que le dépôt de la Révélation divine » et aux « éléments de doctrine sans lesquels les vérités salvifiques de la foi » ne pourraient être gardées. Ainsi encore découvre-t-on non sans une agréable surprise la place donnée à la conscience morale (§ 1776 et suivants), même si l'on doit s'étonner qu'on puisse en traiter alors qu'on ne rencontre la loi que longtemps après (au § 1950) : voilà qui eût réjoui Rousseau !

Le prologue indique nettement que ce catéchisme présente « un exposé organique et synthétique » de la doctrine catholique. Mais on peut se demander si le projet n'a pas quelque

peu échappé aux auteurs. Tout se passe comme s'ils avaient interprété l'idée d'organicisme en termes d'intégrité et de juxtaposition de toutes les données, les plus minimes et les plus annexes, et même les plus folkloriques de la doctrine. Il s'ensuit que toutes les affirmations sont mises sur le même plan, sans qu'apparaisse une quelconque « hiérarchie des vérités » (Vatican II), sans laquelle aucune dynamique ni aucune perspective, aucune entrée dans un univers vivant par un vivant n'est possible.

Organicité ou accumulation

Or il est traditionnel, dans le catholicisme, de distinguer entre vérités de foi définies et les autres vérités qui ne sont point des dogmes mais qui appellent des assentiments différents. Rien de tel ici où tout est mis sur le même plan. Ainsi, pour chaque article, les auteurs accumulent textes scripturaux, passages patristiques, références aux conciles, et même citations de théologiens (le plus moderne étant Newman) ou de saints (Catherine de Sienne). A l'évidence, tous ces textes n'ont pas le même poids et, malgré le respect qu'on peut avoir pour telle savoureuse boutade de Jeanne d'Arc (§ 2005), cette référence n'a pas même valeur qu'un texte des Evangiles. D'où l'étonnante impression de parcourir un musée où tous les articles sont d'ailleurs étiquetés, mais sans qu'aucun guide accoutumé ne dise au visiteur où sont les pièces vraiment essentielles.

Or c'est pourtant une affirmation tout à fait traditionnelle dans le catholicisme que la foi se déploie selon un principe d'unité qui, partant de la foi, hors la Vivante Parole de Dieu, il aurait rendu un insigne service à l'Eglise. Le dernier catéchisme ?

et l'œuvre du Christ et tout ordonner à partir de là, en ouvrant une « voie » (nom premier donné au christianisme) vers le Mystère. Mais s'appuyer sur le Credo, c'est déjà présupposer cette organisation, et se dispenser de montrer comment on chemine à la suite du Christ.

Ainsi est-il beaucoup question de Mystère dans ce livre, alors qu'il donne en même temps la regrettable impression de l'éliminer au profit d'affirmations toutes labellisées et posées à plat comme dans une vitrine. La perspective adoptée interdit de même qu'on laisse pressentir que l'entrée et le cheminement dans le Mystère de Dieu peuvent emprunter des voies diverses, ou que des approches intellectuelles non identiques de ce chemin sont possibles, et même inévitables, comme le montre la riche diversité des théologies et des spiritualités dans l'Eglise catholique. Or l'organicisme implique qu'on pose un principe ou une logique permettant de structurer une démarche vivante de foi. Faute de principe réellement organique, tout paraissant relever de la foi, on ne sait plus au juste ce qu'il faut vraiment croire. Au point que cette volonté d'intégralisme aboutit au relativisme.

Encore une fois, les destinataires de ce texte (qui ne sont ni vous ni moi) « interprèteront », pour employer un terme qui ne plaira guère aux auteurs. La lourdeur du texte et son aspect scientifique appellent la parole vivante, donc le passage hors de sa clôture. Si ce *Catéchisme* faisait mieux comprendre la vanité de tout texte dans le cheminement de la foi, hors la Vivante Parole de Dieu, il aurait rendu un insigne service à l'Eglise. Le dernier catéchisme ?

► Paul Valadier est professeur au Centre Sèvres-Paris.

Un îlot erratique

par Henri Fesquet

Le nouveau catéchisme romain n'est pas à mettre entre toutes les mains. Il est trop épiscopal au sens restrictif du terme. Ce n'est pas vraiment la foi du « peuple de Dieu » dans ses véritables dimensions mais, pour l'essentiel, la foi du pontife et de ses congrégations romaines. Vu l'éventail exact des exports qui ont rédigé cet ouvrage, il serait sain de connaître leur représentativité.

Voici un livre à déconseiller aux hommes et aux femmes qui aiment le meilleur de leur époque. Excepté certaines parties notables, dont tout le monde se félicite, cette lecture hétérogène pourrait le décourager. Non, la doctrine catholique n'est pas uniformément aussi touffue. Elle est vivante, dynamique, historisée à l'image des Evangiles.

Unité des hérésies

Malgré son titre, son élan et son écriture, il ne s'agit pas d'un livre facile à lire, mais plutôt d'un manuel à consulter, lassant par l'abondance de ses références, ses notes, ses index compliqués. C'est une œuvre savante et précautionneuse, qui n'est guère tendue vers l'avenir. Aussi pesant que l'Evangile est léger, concis, imagé. La doctrine n'est pas toujours une partie de plaisir !

Il y a des perles, des vraies, telles que l'antique adage : « L'homme capable de Dieu ». Des fausses aussi qui retiennent la curiosité : une indulgence benoîte pour les suicides (« on ne doit pas désespérer de leur salut éternel, Dieu peut leur ménager l'occasion d'une repen-

tance »). Le jugement sur la masturbation détonne par son ostracisme séculaire et obtus. Il ne passera pas la rampe, pas plus que la kyrielle habituelle des commandements sur la bioéthique et le comportement sexuel. Thème intangible et sclérosé... Comment ne pas se souvenir des paroles de Jésus : « Mon joug est suave et mon fardeau léger » ? Et des fardeaux écrasants que les Pharisiens imposent aux gens, mais qu'eux ils ne remueraient pas du bout du doigt.

Ainsi vont leur chemin les théologiens patentés et inflexibles qui, heureusement, sont entourés de nombreux collègues d'un autre bord touchés par la grâce du siècle. Ceux-ci n'ont pas droit à une mention, et c'est, en un sens, heureux. Réfléchir sur la doctrine est dangereux. Leur récompense sera pour plus tard... Sinon, il faudrait convenir qu'un catéchisme-référence est forcément un môle. Au lieu d'un phare qui balaye l'horizon.

C'est beaucoup demander à l'Eglise romaine que de reconnaître le bon côté des schismes ou des hérésies. L'adage latin – comme l'histoire – le dit parfaitement : « *Oportet haereres esse* ». A force de dire non, l'Eglise use son autorité et son système idéologique se présente comme un îlot perdu dans la brume. Les hommes sont ainsi faits qu'ils ne font guère d'efforts pour comprendre ceux qui restent imperméables à leurs motivations. Le sectarisme engendre le sectarisme.

Qui croit encore à l'infailibilité doctrinale dans un monde où la science, toujours faillible et souvent hypothétique, se trompe infiniment moins que les docteurs de la loi ? Mettre dix siècles pour lever l'excommunication de l'Eglise orthodoxe et trois siècles et demi pour réhabiliter Galilée n'amenent guère nos contemporains ! Piètre exploit de lentour !

Il en va de même pour l'éternité infernale et l'affirmation de l'existence des anges, bons ou mauvais, qui tiennent de l'allégorie. Les chrétiens admettent d'être exhortés, mais au sein d'une « morale ouverte » qui laisse les croquemantines au placard. La mission des Eglises est-elle de menacer, de définir à l'excès, d'exclure ou bien de prêcher la toute-puissance de l'amour divin ? La grâce n'est-elle pas plus forte que la pesanteur ? « J'ai vaincu le monde », a dit Jésus. N'ayez pas peur.

Mettre l'Eglise en état de recherche

Les catéchismes passent et l'Evangile demeure. L'opportunité d'un catéchisme universel n'est au reste pas évidente. Celui-ci est le premier dans l'Histoire à se présenter explicitement à tous les fidèles. Cette centralisation facilitera-t-elle les initiatives régionales ? Sans doute pas, elle risque de les balayer.

En 1962, Jean XXIII avait pris le problème par l'autre bout : le renouveau de la doctrine, à sa source, en des termes d'une force et d'une précision apparemment oubliées : « Autre est la substance de la doctrine antique, autre la formulation dont on la revêt ». Le pape souhaitait d'autre part « une nette avance dans le sens de la pénétration de la doctrine », qu'il s'agit d'« étudier et d'exposer suivant les méthodes et la présentation dont use la pensée moderne ». Les formules de la foi ne sont donc pas irrémédiables.

Vaste programme qui prend le mal à sa racine. Plus difficile à mettre en œuvre mais plus efficace que de se contenter de répéter indéfiniment des interdits éthiques mal fondés. Il s'agit de s'attaquer aux causes, plutôt qu'aux effets. Il y faudra la mise en chantier d'équipes d'experts attentifs aux signes des temps et peut-être la convocation d'un concile approprié. Mettre l'Eglise en état de recherche n'est plus une tâche facultative. Il ne faut pas fuir le dialogue, mais s'assurer de la participation de toutes les forces vives, sans exclusive de fonctions, de sexe et de convictions.

► Henri Fesquet est ancien responsable de la rubrique « Religions » du *Monde*.

Taizé et l'Europe

par Marguerite Léna

PLUS de 100 000 jeunes chrétiens de toute l'Europe vont se donner rendez-vous à Vienne (Autriche) du 26 décembre au 2 janvier, à l'initiative de la communauté de Taizé, dont le fondateur, Frère Roger, a reçu, le 20 novembre dernier, le prix Robert Schuman (le *Monde* daté 22-23 novembre). Robert Schuman est ainsi ce choix car, dans ce minuscule village de Bourgogne où naquit, il y a plus de cinquante ans, en pleine guerre mondiale, la communauté monastique de Taizé, prend corps une certaine idée de l'Europe qui ressemble fort à la sienne : une Europe moins soucieuse de son vieillissement démographique que confiante dans les ressources de sa jeunesse ; plus attentive aux richesses de ses héritages spirituels qu'aux contentieux de ses divisions ; moins jalouse de son identité qu'impatient de sa rencontre avec d'autres humanités.

L'Europe est un étrange continent. Son sol et sa mémoire sont lacérés de séparations douloureuses dont elle suit faire des rencontres créatives. Entre Athènes et Jérusalem, le monde antique et les peuples barbares, Rome et Byzance, la Méditerranée et les pays germaniques, l'Europe s'est faite aux frontières : ses hauts lieux sont des passages : Ravenne et Vienne, Cluny et Cordoue, Rhin et Danube : ses héros sont des passeurs : Irénée de Lyon et Pierre le Vénérable, Erasmus et Gortze.

Or, il est aujourd'hui une rupture qui menace notre continent : la rupture entre générations, la désaffection des héritages du passé et la perte d'élan créateur vers l'avenir. C'est sur cette ligne de frontière que se tient, en passeur, Frère Roger. A des jeunes auxquels manquent souvent les clés d'accès à la mémoire spirituelle de l'Europe, la communauté de Taizé propose une liturgie qui rapatrie les héritages de l'Orient et de l'Occident. Elle ne leur offre ni militantisme ni idéologie, mais leur ouvre un espace de confiance et de responsabilité. A l'heure où l'Europe doit retrouver l'unité de ses héritages et le courage de son avenir, les jeunes ne s'y trompent pas : selon l'expression du pape Jean-Paul II, ils passent à Taizé « comme on passe près d'une source ».

Cette source jaillit à quelques kilomètres de Cluny, et cela aussi à

valeur de symbole. Car l'Europe est née dans le creuset chrétien. Moines et missionnaires ont été parmi les premiers défricheurs de son sol et les premiers bâtisseurs de son patrimoine.

L'heure d'une réconciliation

L'Europe qui se construit a souvent tendance à ignorer, noircir ou idéaliser ce passé chrétien où la grâce et le péché, inextricablement mêlés, interpellent nos libertés. En faisant, dès 1940, de la réconciliation entre confessions chrétiennes la première de ses missions, la communauté de Taizé se plaçait d'emblée au foyer spirituel des divisions de la conscience européenne, qui est aussi le lieu d'où partent leurs guerres. Dans cet esprit, dès les années 60, de manière discrète sinon secrète, elle préparait la rencontre des deux Europes séparées par le rideau de fer. Et, il y a un an déjà, ce sont 75 000 jeunes de ces deux Europes, de l'Irlande à la Croatie et à l'Ukraine, qui ont entendu à Budapest Frère Roger les appeler à une « option prioritaire pour la réconciliation ». Il rejoignait la conviction

de Robert Schuman. Il touchait le défi décisif que l'Europe doit relever aujourd'hui, sous peine de se défaire dans l'affrontement des intérêts et des particularismes : la réconciliation, l'échange des pardons. L'unité de l'Europe est à ce prix.

Elle l'est aussi au prix d'une conversion à l'autre. Pas plus qu'elle ne peut s'édifier sur l'oubli des divisions du passé, l'Europe ne naîtra d'un filon repli identitaire sur elle-même. Elle sait depuis longtemps que l'humanité ne cesse pas à ses frontières, et que ce qui lui est le plus propre est aussi, paradoxalement, ce qui la déporte d'elle-même : le sens de l'universel et le goût de la différence. « Il faut une âme à l'Europe », écrivait Robert Schuman. Une âme ne s'invente ni ne se décrète. A Taizé, encore indéfinie comme l'est le visage de sa jeunesse, fragile et forte comme tout ce qui relève des audaces de l'Esprit, l'Europe de l'âme est en chemin.

► Marguerite Léna, de la communauté Saint-François-Xavier, est professeur de philosophie.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaze, gérant directeur de la publication
Jacques Gail, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenzi,
Philippe Harrenn, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1968), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1989), André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-28-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY 94552 VRY SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde des DÉBATS

Le Monde

LES POLITIQUES SONT-ILS IRRESPONSABLES ?

Dans la pratique, de multiples obstacles s'opposent à ce que les responsables prennent des décisions claires et définitives.

Pierre AVRIL, professeur de droit ; Marc ABÈLES, sociologue ; René LENOIR, ancien ministre ; Hugette BOUCHARDEAU, ancien ministre ; Ezra SULEIMAN, professeur de science politique à Princeton ; Jean-Pierre RIOUX, historien.

POUR OU CONTRE LA BOURSE ?

Le marché financier est-il indispensable au bon fonctionnement de l'économie ou favorise-t-il surtout l'enrichissement des spéculateurs ?

Les points de vue des économistes Alain LIPIETZ et Pascal SALIN.

ÉTRANGER

Alors que des manifestations à Gaza ont fait deux morts et quarante et un blessés

Le gouvernement israélien demeure intransigent

Dès la levée du couvre-feu, de violentes manifestations ont eu lieu mercredi 23 décembre, dans la bande de Gaza, en signe de solidarité avec les 415 habitants expulsés la semaine dernière par Israël. Mais ces émeutes n'ont pas ébranlé la détermination du gouvernement israélien.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Israël et Mohammad Abdine, deux frères palestiniens âgés de vingt-sept et trente ans, ont été tués, mercredi 23 décembre, par des tirs de l'armée israélienne à Khan-Younis, une localité de cent mille habitants - dont quarante mille sont entassés dans un camp de réfugiés - dans le sud de la bande de Gaza. Selon des témoins palestiniens, ces deux victimes, qui portaient dix le nombre de morts à Khan-Younis en cinq jours, auraient été tuées sur le pas de leur porte et ne participaient pas aux violentes émeutes qui ont éclaté dès la levée générale du couvre-feu sur l'ensemble du territoire.

D'autres manifestations, avec jets de pierres et tirs de boulets sur les soldats, courses-poursuites, grandes lacrymogènes et barricades de pneus enflammés, ont éclaté dans la ville même de Gaza (trois cent mille habitants) et dans plusieurs camps de réfugiés. Les émeutes - quelques milliers au total - voulaient manifester leur colère et leur solidarité avec les 415 expulsés vers le

Liban sud. Au total, de source médicale, quarante et une personnes ont été blessées par des balles, «enrouées» ou non, tirées par l'armée israélienne. Mercredi après-midi, près de la moitié des sept cent cinquante mille résidents de la bande de Gaza étaient à nouveau soumis au couvre-feu.

Ni ces émeutes, ni les cocktails Molotov lancés dans la journée sur des véhicules israéliens à Jéricho et à Beit-Jalal, ni les balles tirées sur une patrouille militaire près de Naplouse - trois localités de la Cisjordanie occupée - ni les protestations internationales, ni l'arrivée prochaine en Israël d'un envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, et encore moins les menaces palestiniennes de relancer la lutte armée contre l'occupation ou de mettre un terme à leur participation au processus de paix, ne constituent des événements de nature à ébranler M. Itzhak Rabin. Sur la question des expulsions, a répété mercredi le premier ministre, «notre décision est juste et elle est irrévocable».

Malgré les craintes exprimées par les responsables palestiniens modérés et d'abord par M. Fayçal Husseini, numéro un virtuel de l'OLP dans les territoires, le chef de l'entente libanaise demeure «convaincu» que les négociations de paix entre l'État juif et «nous» ses partenaires arabes - Syriens, Jordaniens, Libanais et Palestiniens - reprendront, comme prévu, après l'installation de M. Bill Clinton en janvier à la Mal-

son Blanche. «Il y aura toujours une volonté de la prochaine session», a déclaré M. Rabin, et les négociations se poursuivront exactement «dans le cadre» de ce qui a été fixé le 30 octobre 1991 à Madrid. Pas question en effet de contrebalancer les désastreuses conséquences de l'expulsion des 415 sympathisants fondamentalistes par l'ouverture d'un dialogue officiel avec l'OLP. Le débat au sein du gouvernement sur la question a eu lieu mercredi comme prévu; il s'agissait bien du premier du genre, mais son issue fut bien également celle qui était anticipée, à savoir négative.

En dépit de l'éloquence des trois ministres (sur seize) inscrits au parti de gauche Mérez, et malgré l'appui discret d'un ou deux autres députés de maroquins travaillistes, le «patron» a dit non. Comme l'a expliqué l'un de ceux sur qui l'aile gauche du pouvoir croyait pouvoir compter, à savoir M. Shimon Pérès lui-même: «Quand bien même il y a à l'ONU - où siège la centrale de M. Yasser Arafat - des gens modérés qui sont en faveur du processus de paix, l'Organisation, en tant que telle, soutient toujours le recours à la violence». En d'autres termes, un dialogue officiel et public avec l'OLP s'impose d'autant moins que, comme l'a déclaré un autre ministre travailliste, M. Itzhak Rabin, Israël «est bien que les délégués palestiniens au processus de paix sont membres actifs de la centrale».

PATRICE CLAUDE

Les Palestiniens expulsés espèrent encore pouvoir rentrer chez eux

MARJ EZ ZOUHOUR

de notre envoyée spéciale

Noyé dans le brouillard, sous une pluie battante et glaciale, le camp des expulsés palestiniens paraît abandonné. Confinés dans leurs tentes sous lesquelles l'eau ruisselle, les 406 rescapés tentent de se protéger des intempéries. Deux exilés, un enseignant souffrant d'insuffisance rénale et un universitaire de Gaza, attendent de troubles nervaux ont dû être transportés mercredi 23 décembre vers un hôpital libanais, ce qui porte à neuf le nombre des évacués. La situation sanitaire s'aggrave de jour en jour et, à ce rythme, le Liban pourrait bientôt se voir dépasser par l'urgence médicale.

Ironiquement, dans de telles conditions atmosphériques, le manque d'eau potable est devenu un problème majeur. Toute la journée, le CICR et l'UNRWA (Office de secours des Nations unies pour les réfugiés de Palestine) ont négocié pour tenter de faire passer des citernes. «Nous sommes en contact avec toutes les parties, du nord au sud, afin d'obtenir le nouveau l'accès au secteur», a affirmé le responsable du CICR pour le Liban, M. Bernard Pfeiffer, autorisé pour la première fois depuis dimanche à pénétrer dans le camp avec son interprète.

«La route que nous prendrons importe peu». Une bataille politique est engagée entre le Liban et

Israël pour savoir par où sera acheminée l'aide, déclarait pour sa part M. Franke de Jonge, responsable des opérations à l'UNRWA, qui s'est heurté à deux refus du premier ministre, M. Rafic Hariri, de laisser passer l'aide par le territoire sous souveraineté libanaise.

«L'équivalent d'un village»

La fermeté du Liban demeure «inévitable», a réaffirmé mercredi le président Elias Hraoui. «Le Liban n'est pas responsable de la situation des expulsés, même s'il déplore leurs souffrances. L'État continuera à s'opposer à ceux qui ont pour ambition de faire de notre terre un abri pour les personnes qu'ils jugent indésirables chez eux». Beyrouth, a enfin ajouté M. Hraoui, veut «empêcher tout dérapage afin que deux erreurs ne soient pas commises: porter atteinte à la souveraineté et à la destinée du Liban et nuire au processus de paix».

L'attitude à adopter vis-à-vis de ce processus sera au centre de la réunion prévue au Caire jeudi entre les chefs des diplomates égyptienne, libanaise, jordannaise et syrienne et des représentants palestiniens. Contrairement aux Palestiniens, dont certains responsables avaient laissé entendre qu'ils suspendraient leur participation aux négociations de paix tant que les expulsés ne

seraient pas rentrés chez eux, les pays arabes ne sont pas, au stade actuel, désireux de prendre une telle mesure. «L'important», a affirmé, dans une critique voilée aux Palestiniens, M. Farès Boueiz, le ministre des affaires étrangères, est que toute décision de poursuite, arrêt ou suspension des négociations soit unifiée et solidaire».

Pour les expulsés, la grande affaire du jour était toutefois la réunion à Tunis de l'OLP et du Hamas. «Pour la première fois, nous sommes tous réunis», nous a affirmé M. Bassam Jarrah, instituteur à Ramallah. «Notre expulsion a eu au moins cet aspect positif. Nous ne souhaitons pas l'affaiblissement de l'OLP, et notre refus de participer aux négociations peut lui être utile. L'OLP peut-elle continuer à négocier quand l'équivalent d'un village de Palestine (si l'on compte que les expulsés seront rejoints par leurs familles) a été déporté par Israël? Bien que la Cour suprême israélienne ait virtuellement entériné la décision du gouvernement, les expulsés n'ont pas perdu tout espoir. «La décision de la Cour est politique, mais nous allons interjeter appel, chacun individuellement», affirme M. Jarrah. «Beaucoup d'entre nous n'ont pas d'antécédents et une partie pourrait donc rentrer».

F. C.

La liberté surveillée des habitants du Liban sud

MARJAYOUN

de notre envoyée spéciale

Cible d'attaques quasi quotidiennes de la résistance libanaise, le Liban sud, occupé par Israël, est avant tout pour ses habitants une prison à ciel ouvert. Ici, les routes semblent brusquement pas épaies, maintenant que la paix est revenue dans le reste du pays.

Relativement épargnés quand le Liban était à feu et à sang, les habitants de la «zone de sécurité» aujourd'hui encore en guerre, ressentent avec d'autant plus de frustration leur différence, qu'ils ne peuvent profiter des bienfaits de la paix. Malgré les dix points de sortie - cinq vers le nord, cinq vers Israël - on ne s'échappe pas sans autorisation de cette bande, administrée à la fois par Israël et l'Armée du Liban sud (ALS), sa milice affidée, qui contrôle tous les accès.

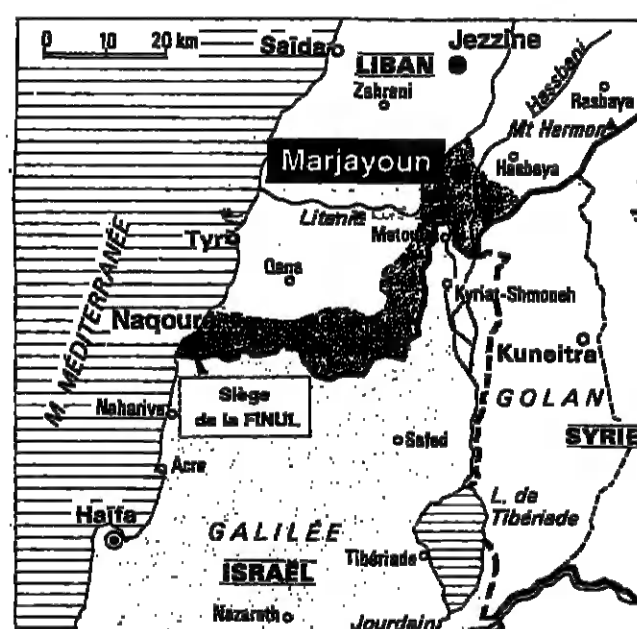
Vidée au fil des ans des deux tiers de ses habitants - environ 150 000 personnes aujourd'hui, dont environ 90 000 chiites, et 30 000 chrétiens - cette zone frontalière d'environ 1 000 kilomètres carrés, enjeu des négociations israélo-libanaises de Washington, ressemble à un désert oublié de tous. Ici, malgré l'argent des émigrés d'Afrique et du Golfe ou des travailleurs en Israël, il n'y a aucune construction nouvelle, comme celles qui fleurissent partout au Liban sud. Même l'agriculture semble en sommeil, comme si survivre, dans l'attente de jours meilleurs, semblait la principale activité.

Les 6,5 millions de dollars versés annuellement, à en croire le chef de l'ALS, le général Antoine Lahad, par l'administration civile israélienne pour l'entretien des routes, du réseau électrique, des hôpitaux et du téléphone relié au réseau israélien, ne sauraient compenser les rigueurs d'une occupation qui entrave tout développement dans une région dépeuplée de longue date par l'État libanais. Celui-ci n'y assure en gros que le paiement des fonctionnaires.

Des pertes en hommes importantes

«Il n'y a rien à faire ici, raconte ainsi Hala, jeune employée de banque dont le salaire s'élève à 100 dollars par mois environ. Je n'ai plus d'amis, tout le monde est parti et il est difficile d'aller voir ceux qui restent». Théoriquement libre, la circulation dans la «zone» n'en est pas moins un problème, puisque par crainte des voitures-suicide, l'armée israélienne oblige tout automobiliste à avoir un passager.

«Pour aller travailler dans le vil-



lage voisin, confie ainsi Viviane, professeuse, je dois toujours trouver quelqu'un et l'attendre pour le retour. Sortir de la zone est une autre affaire, puisqu'il faut montrer «petite blanche» à l'ALS pour avoir un laissez-passer. De plus, les passages ne sont ouverts que de 9 h 30 environ à 15 heures (17 heures pour Jezzine), ce qui veut dire que pour aller voir ma mère à Beyrouth, je dois y passer la nuit. Et comme, sabbat oblige, les passages sont clos le samedi, cela ne facilite pas les choses. Inévitablement, qu'on le veuille ou non, on vit ici à l'heure israélienne.

Pour n'être pas massive - un millier environ de militaires et d'agents des services de renseignements israéliens - l'occupation n'en est pas moins pesante et, avoue Viviane, «nous vivons sous pression et dans la peur». Pour des Israéliens dont il est interdit de dépasser ou de croiser les patrouilles; peur de la résistance, dont les actions entraînent inévitablement des représailles à grande échelle, peur de l'ALS omniprésente et sans l'accord de laquelle rien n'est possible. Prise entre le marteau israélien et l'enclume de la résistance, l'immense majorité des habitants de la «zone» ne cherche qu'à vivre en paix, sans se compromettre d'un côté ou de l'autre.

Si, selon des sources indépendantes, les cellules actives de résistance ont disparu à l'intérieur de la «zone», des habitants des villages chiites collaborent toutefois avec celle-ci dans le domaine du renseignement, ou parfois de l'aide logistique. Présente à quelques centaines de mètres derrière l'invisible frontière qui sépare cette zone du reste du

Liban, la résistance, islamique en majorité, n'a pas de mal à faire pénétrer ses commandos dans un terrain accidenté qui se prête bien aux embuscades.

Et, malgré les affirmations du général Antoine Lahad, chef de l'ALS depuis 1984, selon lequel il n'y a plus de guerre sur la frontière nord d'Israël, quatorze soldats israéliens - soit davantage que dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza - ont été tués dans cette zone cette année. Importantes, ces pertes, selon un expert étranger, seraient dues à une professionnalisation de la résistance islamique, dont les objectifs sont mieux ciblés et les hommes plus entraînés.

Le général Lahad admet ne pas pouvoir à lui seul contenir la résistance et assurer la sécurité de la frontière. Forte, selon son chef, de «trois mille hommes, musulmans et chrétiens, financés par Israël, à raison d'un million de dollars par mois plus l'armement, les munitions et l'entraînement», l'ALS s'est elle aussi aguerrie, mais la motivation manque chez nombre de miliciens, venus là, soit attirés par le salaire mensuel de 250 dollars - et l'ALS est l'un des principaux employeurs - soit sous la contrainte.

Malgré les affirmations optimistes du général Lahad, qui nie toute difficulté de recrutement, les témoignages prouvent que les jeunes entre dix-sept ans et trente-cinq ans sont obligés de servir au moins un an dans la milice et que certains sont contraints d'y rester, par la force ou la menace exercées sur leurs familles. Pour empêcher toute tentative de fuite, l'ALS a d'ail-

leurs récemment interdit aux jeunes de se rendre en Israël, nombre d'entre eux, chrétiens en particulier, allant solliciter des visas à Tel-Aviv.

Séverement contrôlés, les passages en Israël concernent essentiellement maintenant les délégués à trois mille personnes, femmes et hommes, autorisés à y aller pour travailler. Encore faut-il pour cela qu'un membre de la famille soit membre de l'ALS, ce qui ne dispense personne, assure l'un d'eux, «des fouilles quotidiennes et humiliantes à la frontière», que l'on ne peut de toute façon franchir qu'à pied.

«Si la Syrie fait la paix, nous la ferons»

A la base, les rapports entre l'ALS et l'armée israélienne - dont les missions sont toujours distinctes - sont d'ailleurs souvent tendus, les soldats rapprochant aux miliciens de déguerp devant le danger pour revenir triomphalement après. Revendiquée par le général Lahad l'alliance - «à Israël a besoin de moi et j'ai besoin d'eux», dit-il - entre ces deux forces sans commune mesure n'en est pas véritablement une et il est «encore plus évident aujourd'hui qu'hier, constate un observateur étranger, que chacun cherche à se démarquer d'Israël».

Car, et malgré ce qu'affirme M. César Sagr, chargé de l'information à l'ALS, pour qui «la chose essentielle que nous ayons réalisée pour l'avenir de la paix est qu'un Libanais puisse se trouver à Tel-Aviv ou Kyrat-Shmona sans être dépeysé», Israël reste l'ennemi pour la majorité de la population, aussi longtemps que la paix n'aura pas été instaurée. A cet égard, c'est sans illusion que le général Lahad assure attendre l'issue des pourparlers israélo-libanais.

«Si la Syrie fait la paix, nous la ferons, sinon cela continuera», dit-il. Le nouveau gouvernement libanais de M. Rafic Hariri n'inspire que peu d'espoirs politiques au général Lahad, mais, assure-t-il, «s'il veut faire les routes, l'électricité, le téléphone, je suis prêt à rompre avec l'administration civile israélienne». Un distingué subtil, dans la mesure où l'autorité reste aux mains d'Israël, qui, depuis 1978 et malgré la résolution 425 du conseil de sécurité de l'ONU, empêche la FINUL (Force intermédiaire des Nations unies au Liban) de se déployer le long de la frontière pour y assurer la sécurité.

FRANÇOISE CHIPAUX

Réunie à Tunis

L'OLP n'a pas l'intention de s'aligner sur les positions du Hamas

Une délégation du mouvement Hamas, hostile au processus de paix, est arrivée mercredi 23 décembre à Tunis, où elle s'est jointe à une réunion des dirigeants de l'OLP, convoquée à la suite de l'expulsion par Israël de 415 Palestiniens de Gaza. La veille, l'un des membres de la délégation, M. Ibrahim Ghosha, avait exprimé l'espoir de «pouvoir enterrer le processus de paix». Mais l'OLP veut éviter toute précipitation.

Non l'avenir du processus de paix ne se jouera pas à Tunis et l'OLP n'a pas l'intention de s'aligner sur les positions du Hamas, a déclaré au Monde un membre du comité exécutif de l'OLP, M. Yasser Arafat. «Hamas se verra proposer d'adhérer aux structures de la centrale et d'y défendre son point de vue mais il n'y aura pas de «hamatisation» de l'OLP», a ajouté ce responsable, proche de M. Yasser Arafat. Celui-ci l'avait chargé de transmettre à M. Mitterrand un message sollicitant «un rôle actif» de Paris afin d'obtenir le retour dans leurs foyers des Palestiniens expulsés. Le message a été remis à M. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères.

«Hamas est le bienvenu au sein de l'OLP, mais c'est seulement cette dernière qui est responsable de tout Palestinien, quelle que soit son appartenance religieuse ou idéologique. C'est donc elle qui prend en charge le sort des expulsés», a ajouté M. Arafat. Selon lequel un haut comité, présidé par M. Arafat, a été constitué pour suivre cette affaire.

Un bel embarras

Même si M. Arafat n'a le dit pas explicitement, et bien que d'autres responsables n'aient pas exclu de suspendre la participation palestinienne aux négociations de paix tant que les expulsés ne seraient pas rentrés chez eux, l'OLP ne veut pas, de toute évidence, assumer seule la responsabilité d'une rupture du processus engagé à Madrid il y a treize mois. Elle souhaite une coordination avec les autres parties arabes engagées dans ce processus.

La réunion prévue jeudi au Caire des représentants de ces parties doit permettre d'adopter une «attitude commune sur les moyens de faire face à cette situation», notamment en demandant «l'intervention des États-Unis et des pays influents pour que la politique d'Israël ne sonne pas le glas du processus de paix», souligne à

cet égard M. Arafat. Il s'est entendu répondre à Paris que «la France ne ménagerait aucun effort pour essayer de trouver une solution humaine» au problème des expulsés.

La centrale est d'autant plus soucieuse de ne pas commettre de faux pas que les autres parties arabes engagées dans les pourparlers ne semblent pas avoir l'intention de les interrompre et que la prochaine session des négociations bilatérales israélo-arabes ne devrait pas avoir lieu avant la prise de fonction du nouveau président américain, M. Bill Clinton, c'est-à-dire, au mieux, pas avant la fin janvier.

Il n'empêche que l'organisation de M. Arafat et les négociateurs palestiniens des territoires occupés sont dans un bel embarras. «Comment peut-on imaginer, interroge M. Arafat, que le chef de la délégation palestinienne aux pourparlers de paix, le docteur Haidar Abdel Chafi, lui-même originaire de Gaza, puisse s'asseoir à la table des négociations, alors que quatre cent quinze habitants de Gaza ont été expulsés de leurs foyers? Si M. Itzhak Rabin est désireux de parvenir à la paix, la recette est simple. Il doit mettre fin à la politique de la poigne de fer, permettre le retour des expulsés et engager le dialogue avec l'OLP». C'était avant que la réponse de M. Rabin ne tombe comme un couperet: c'est non.

MOUNA NAIM

□ IRAK: Bagdad refuse que l'aide humanitaire soit escortée par l'ONU. - Le ministre irakien des affaires étrangères a «rejeté catégoriquement la demande du secrétaire général de l'ONU de laisser des gardes escorter les convois humanitaires sur le territoire contrôlé par Bagdad», a déclaré, mercredi 23 décembre, M. Colin Mitchell, l'un des responsables des opérations de secours des Nations unies en Irak (le Monde du 23 décembre). Bagdad accepte seulement une inspection conjointe des convois à Faidar et à Khazr, à la frontière entre les zones qu'il contrôle et le Kurdistan irakien. - (Reuters.)

□ YÉMEN: un responsable du Parti socialiste a été blessé dans un attentat. - Des inconnus circulant en voiture ont blessé par balles, mercredi 23 décembre, un responsable du Parti socialiste du Yémen (PSY), M. Ali Saleh Oubad Moubek, avant de prendre la fuite, a indiqué la police. Son garde du corps est dans un état critique. Le PSY partage le pouvoir avec le Congrès général du peuple du président Ali Abdallah Saleh depuis l'unification du pays en mai 1990. - (Reuters.)

EUROPE

La menace d'une intervention militaire étrangère en Bosnie

L'armée serbo-monténégroise se dit « prête à répondre par la force »

BELGRADE

de notre correspondante

« L'armée yougoslave est prête à répondre par la force à une éventuelle agression contre la Yougoslavie », a déclaré le chef d'état-major de l'armée yougoslave, le général Zivota Panic, le 24 décembre, lors d'une conférence de presse à Belgrade en cas d'action militaire étrangère.

« Une telle intervention, même si elle se déroule sous le pavillon des Nations unies, aura pour but l'annexion du peuple serbe (...). Nous ne pouvons pas ignorer ce fait et nous devons être prêts », a-t-il souligné dans un entretien publié jeudi matin par le quotidien indépendant *Borba*. Rappelant que l'armée yougoslave est, depuis longtemps, en « état d'alerte », le général Panic estime qu'une intervention étrangère en Yougoslavie serait « une faute historique ».

« L'armée yougoslave, selon lui, ne pourra pas rester passive si la survie des Serbes de Bosnie-Herzégovine est menacée ». Il a, toutefois, précisé que ce serait au président fédéral, M. Dobrica Cosic, de décider de la riposte de l'armée yougoslave en dehors du territoire yougoslave (Serbie et Monténégro).

M. Panic
contre « l'option militaire »

M. Cosic pourrait opter en ce sens puisqu'il avait menacé il y a déjà quelques semaines d'envoyer l'armée yougoslave au secours des Serbes d'Herzégovine orientale menacés, selon lui, par l'armée régulière de Croatie. Le général Panic a enfin constaté que « plus le peuple serbe était uni, moins l'agression étrangère serait possible ».

Malgré l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, l'armée « fédérale » reste

puissante. Elle dispose, selon les diplomates occidentaux, de quelque 600 avions de combat et d'un important système de défense anti-aérienne. En temps de paix, elle compte 120 000 hommes. Soulignant, lui aussi, « les dangers d'extension de la guerre à l'Europe et au monde » en cas d'intervention étrangère, le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, avait demandé, mardi, à la communauté internationale de renoncer « à l'option militaire » contre son pays.

Cependant, la commission électorale serbe devait officiellement annoncer, jeudi, la victoire de M. Slobodan Milosevic à l'élection présidentielle de Serbie ainsi que celle de son parti socialiste (ex-communiste) aux législatives serbes et fédérales. Crédité de 34 % des voix contre 33 % au président sortant, M. Panic considère comme frauduleuse la victoire de son rival et a officiellement porté plainte, mercredi, devant la commission électorale pour

« violation de la loi sur la procédure électorale », soulignant qu'il existe « un fondement légal à l'annulation de l'élection présidentielle de Serbie ». L'opposition démocratique, qui participait aux législatives serbes et fédérales, a, pour sa part, dénoncé « la manipulation colossale » du scrutin du 20 décembre et menacé de ne pas siéger aux nouveaux Parlements – serbe et fédéral – si les résultats officiels étaient frauduleux.

Pour le moment, d'importantes contradictions apparaissent au vu des premiers résultats non officiels des élections législatives et locales. Ainsi, dans certaines provinces de Serbie, comme en Voïvodine (province du nord de la Serbie à population bétérogène), les électeurs se seraient prononcés pour l'opposition au niveau local tandis qu'ils auraient choisi d'envoyer les socialistes de M. Milosevic ainsi que les ultranationalistes aux Parlements serbe et fédéral.

FLORENCE HARTMANN

« You fly you die »

Suite de la première page

Les procédures précédentes qui consistent à appliquer ailleurs sous l'égide des Nations unies – l'opération qui consiste à interdire les vols irakiens au nord du 36° parallèle (depuis la Turquie) pour protéger les Kurdes et celle qui instaure une zone d'exclusion aérienne au sud du 32° parallèle (depuis l'Arabie saoudite) afin de protéger les chiites – n'ont pas forcément valeur d'exemple tant les conditions locales ne sont pas celles de la Bosnie. Dans l'ex-Yougoslavie, l'armée serbe ne pratique pas « la grève de la guerre », comme on l'a dit des forces de M. Saddam Hussein.

Résumé de façon schématisée, le différend entre les Américains et les Franco-Britanniques oppose les adeptes d'une option air-sol (qui préconise le bombardement préventif ou non d'installations censées être militaires) et les partisans d'une solution air-air (qui revient à confier à des avions et à des hélicoptères armés une mission de police de l'espace aérien pour mettre au pas une aviation serbe indisciplinée).

Certes, le Pentagone, comme c'est de sa responsabilité, a imaginé d'autres tactiques, à commencer avec le survol (par des avions et des hélicoptères) des convois humanitaires pour mieux les escorter.

unies dès lors qu'elles interviennent dans une guerre civile.

Sans être nécessairement moins périlleuse pour des civils et les « casques bleus », qui sont toujours indirectement des otages potentiels, l'option franco-britannique s'en tient à des règles éprouvées, mais plus compliquées à observer : dans l'ordre croissant de gravité, des reconnaissances à vue par des appareils de combat, puis des détournements forcés et des arraisonnements sur une base alliée, voire des destructions des avions interdits de vol et commettant néanmoins une intrusion.

Cette « police » de l'espace aérien au-dessus de la Bosnie, qui toucherait avions et hélicoptères serbes, a besoin d'être gérée par l'ONU. C'est aux Nations unies, présentes en ex-Yougoslavie ou déléguant leur mission à un commandement centralisé, d'établir les autorisations de survol en distinguant entre les vols – d'urgence agréés au préalable – des avions chargés des évacuations sanitaires ou de l'assistance humanitaire et les vols – interdits sous peine de sanction – d'avions en mission de combat.

Constatés par les Américains, britanniques et français, qui exercent déjà un contrôle permanent du ciel, ou par les avions-radar Hawkeye des porte-avions américains en Adriatique, les vols

Donnons-nous les moyens

Suite de la première page

Mais sachons que l'organisation internationale non plus n'a pas, par elle-même, les moyens qui nous font défaut. Seuls les États-Unis, sans doute, les auraient. Ainsi devons-nous, et je le fais avec tristesse, dresser le constat d'une Europe de trois cent vingt millions d'habitants aujourd'hui encore réduite, ou à se résigner à l'accepter, à une Amérique de deux cent quatre-vingt millions d'habitants de l'aider à rétablir la paix sur son continent. Pour ma part, je n'hésite pas. Peu m'importe qui organisera le secours des populations de Bosnie, pourvu que quelqu'un le fasse.

Mais, surtout, ne renouvons pas l'erreur déjà commise, et préparons l'avenir. Donnons-nous les moyens de dissuader l'agression serbe de s'étendre. Souvenons-nous que si, lorsque la Croatie était en flammes, nous avions envoyé des forces préventives dans la Bosnie encore en paix, celle-ci n'aurait sans doute pas connu cette guerre et ses abominations. Si, la Bosnie détruite, nous attendions à nouveau que la « purification ethnique » s'étende au Kosovo ou la guerre à la Macédoine, il faudra bien plus de forces pour rétablir la paix qu'il n'en eût été nécessaire pour la préserver, et ce sont tous les Balkans qui, alors, pourraient basculer dans la guerre.

En Macédoine, l'ONU a décidé l'envoi de « casques bleus ». Je crois que nous devons nous donner dès aujourd'hui les moyens, militaires et juridiques, pour être prêts à intervenir au Kosovo, et à le faire savoir à Belgrade. Ainsi, nous pourrions briser enfin le cercle infernal de la guerre. Nous pourrions favoriser la restauration du dialogue, seule voie vers une paix durable. Cela sera long et difficile, mais je ne peux oublier ce que l'Europe a dérivé comme message le plus universel : celui de Kant selon lequel tout homme est une fin en soi.

MICHEL ROCARD

M. Emmanuelli assure qu'une majorité de députés souhaite « un engagement plus ferme » de la France

M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, vient d'adresser une lettre à M. Bérégovoy dans laquelle il affirme qu'une « très large majorité de députés souhaite un engagement plus ferme de la France ». Un début de consensus semble se former dans la classe politique en faveur d'une intervention militaire.

La réélection contestée et contestable du président Slobodan Milosevic a déclenché depuis dimanche dernier une nouvelle vague d'indignation dans les milieux politiques français. Une de plus, ou peut-on croire, comme le souhaitait M. Jacques Barrot (CDS) que la maintien au pouvoir de M. Milosevic va faire « tomber le dernier alibi des attentistes » ? Il aura eu en tous cas un effet immédiat. A l'exception des communistes qui dans l'immédiatisme de jeudi ne doutent pas « de l'appui largement majoritaire » qu'il vient de recevoir, M. Milosevic est aujourd'hui clairement et nommément désigné à la vindicte internationale. Mais surtout, cette réélection semble de nature à déclencher sur la scène intérieure française un début de consensus sur l'option « force » vis-à-vis de l'Europe et du Quai d'Orsay. Le 11 août, M. Laurent Fabius se prononçait pour une intervention militaire et se faisait aussitôt rabrouer par M. Jack Lang, élu par « les machos de salon ». Quelques semaines plus tard, pour imposer le silence dans les rangs, M. Mitterrand affirmait qu'il n'était pas question « d'ajouter la guerre à la guerre ».

La nécessité d'une intervention armée commence à s'imposer. Depuis quatre mois, toutes les formations politiques, sans exception, se sont posé la question, sans parvenir à adopter une attitude claire et déterminée. Dès le départ, le Parti socialiste lui-même a semblé en porte-à-faux vis-à-vis de l'Europe et du Quai d'Orsay. Le 11 août, M. Laurent Fabius se prononçait pour une intervention militaire et se faisait aussitôt rabrouer par M. Jack Lang, élu par « les machos de salon ». Quelques semaines plus tard, pour imposer le silence dans les rangs, M. Mitterrand affirmait qu'il n'était pas question « d'ajouter la guerre à la guerre ».

Le RPR et l'UDF ont été tout

autant perturbés. Dès l'été encore, M. Alain Juppé expliquait devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale que « si la France se bornait à rester sur le terrain humanitaire, elle n'arrêterait rien » et que « la logique de compromis flétrirait par trop la compromission ». Après lui, M. François Fillon, spécialiste des questions militaires du RPR, soulignait « qu'une solution militaire n'existe ». Affirmation corroborée, jeudi encore, par M. Charles Pasqua. A l'UDF, M. Alain Lamassoure, chargé du dossier européen, se prononçait rapidement pour le déclenchement « d'une frappe aérienne sélective et rigoureuse ». Mais M. Claude Estang, député UDF, a tout aussitôt « tout solution » militaire, « conseillerait » et se voyait conforter par M. Simone Veil qui demandait « de ne pas céder à l'émotion si douloureuse non-elle ».

Le PC

troublé

Le Parti communiste paraît à son tour troublé. « Seule une solution politique négociée avec les acteurs du conflit peut éteindre le feu », continuait d'expliquer jeudi l'humilité. Toutefois, M. Philippe Herzig, membre du bureau politique, s'insurge contre ce raisonnement. « Il est évident, soutient-il, que toute intervention politique doit pouvoir prendre appui sur une dissuasion militaire renforcée. Ceux qui parlent de solution politique en niant cette réalité sont au mieux des Ponce Pilate ».

Depuis quelques jours, les choses sont manifestement en train de bouger. La tribune commune signée dans nos colonnes par M. Julien Dray et Charles Millon pour dire « non à l'abandon » (Le Monde du 22 décembre) était un premier signe. Il y a eu aussi lundi soir le meeting à la Mutualité rassemblant, entre autres, sur la même estrade MM. Michel Barnier (RPR), Claude Matharet (UDF), Jean-Marie Le Guen (PS), Jean-

François Deniau (UDF), MM. Chirac et Rocard sont aujourd'hui d'accord pour une intervention militaire contre « l'agresseur » serbe.

Le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, vient d'envoyer une lettre à M. Pierre Bérégovoy pour lui faire partager sa conviction « qu'une très large majorité de députés souhaitent un engagement plus ferme et plus profond de la France en particulier et de l'Europe en général ». Président de l'Internationale socialiste, M. Pierre Mauroy a demandé également que soient envisagées « des mesures d'un autre type ». Enfin, le bureau exécutif du PS, rassemblant « un bassin fort d'explication » a souhaité mercredi soir que M. Roland Dumas ou M. Pierre Joxe viennent s'expliquer au plus vite devant lui. M. Jean-Christophe Cambadélis, député socialiste de Paris, réclame une convocation urgente du Parlement.

L'éventualité d'une intervention militaire soulève toutefois beaucoup de questions. Dans quel cadre ? Même les plus européens ne croient plus à une intervention européenne. M. Jean-François Deniau n'envisage par exemple qu'une coalition entre la France, la Belgique, l'Angleterre et l'Italie. Tout le monde admet, en tous cas, que la France, seule, n'a pas les moyens de s'engager directement dans un tel conflit. D'autres pensent pour un recours obligé au conseil de sécurité de l'ONU, alors que M. Rocard estime qu'il faudra bien se résoudre, quoi qu'on en pense, à une intervention directe et en première ligne des Américains.

Avec quels moyens ? La solution aérienne est aujourd'hui privilégiée. M. Jean-Michel Boucheron, président de la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale, a marqué mercredi sa préférence pour « une intervention aérienne active » pour « frapper en direction de Belgrade, là où se trouve le gouvernement en place ».

DANIEL CARTON



En complément du porte-avions Kennedy et du porte-hélicoptères Iwo Jima, en Adriatique, les avions de la coalition alliée assurent le contrôle de l'espace aérien pour empêcher l'utilisation des bases italiennes, dans les régions de Bari et d'Aviano.

ter encore, l'armement sélectif des forces bosniaques pour rétablir l'équilibre avec les Serbes, la protection préventive du Kosovo et de la Macédoine par des troupes au sol ou l'ouverture de « couloirs » de sécurité en Bosnie. Mais, pour l'instant, la création d'une zone d'exclusion vient en tête des plans conçus par les Américains.

Fidèles à une doctrine expérimentée de longue date et prônant les attaques aériennes sur des cibles identifiées à l'avance et choisies selon leur intérêt militaire supposé, les États-Unis s'en tiennent à des raids qui ne se limitent pas à quelques avions et qui frappent des objectifs terrestres en représailles, depuis la base où s'est posé l'appareil pris en infraction par des avions-radar AWACS jusqu'à des dépôts, des sources d'énergie, des stocks d'armement, des PC et des batteries anti-aériennes. S'agit-il de cibler des Serbes ou des Bosniaques ? La question n'est apparemment pas tranchée par Washington. « You fly, you die » (vous volez, vous mourez), plaide, à sa façon, cet est direct, un officier américain.

Une revendication franco-britannique

Dans cette hypothèse, ce sont les structures de l'OTAN qui assurent la gestion des opérations – parce qu'elles ont les moyens de communications et de renseignement (le Monde du 17 décembre) – et les États-Unis y participent avec des appareils basés à terre ou embarqués sur des porte-avions en Adriatique.

A ceux qui font remarquer que de tels raids pourraient ne pas épargner les populations avoisinantes et, aussi, les « casques bleus » ou les volontaires de l'action humanitaire sur lesquels s'exerceraient des rétorsions, certains responsables américains répliquent que ces risques doivent être calculés et qu'ils sont inhérents à toute présence active des Nations

non autorisées seraient l'objet d'une interception soit par des avions alliés maintenus en vol et ravitaillés, soit par d'autres avions en alerte, au sol, sous quelques minutes.

Une difficulté, cependant. Les conditions atmosphériques dans la région et le relief peuvent être un handicap pour des pilotes étrangers, surtout face à des hélicoptères serbes dont les équipages, plus habitués au pays, parviennent à se faufiler et à échapper aux mailles du filet ainsi tendu.

A ce jour, Français et Britanniques, qui n'approuvent pas la perspective de bombardements plus ou moins précis, ont en projet d'allier des avions sur une base italienne de la côte Adriatique. Au nom de leurs contingents de « casques bleus » sur place, les États-Unis impliqués dans une telle opération ont, en quelque sorte, revendiqué une place de droit et de choix dans le dispositif international de commandement – l'OTAN ou une « cellule » de décision ad hoc – et en temps réel, la situation aérienne de la zone.

JACQUES ISNARD

o MONTENEGRO : un second tour pour l'élection présidentielle. – Les électeurs du Monténégro devront désigner leur nouveau président dans quinze jours, aucun des neuf candidats n'ayant obtenu la majorité au premier tour, a indiqué mardi à Podgorica la commission électorale. Le président sortant Momir Bulatovic, candidat du Parti démocratique des socialistes (PDS, ex-communiste, au pouvoir), a recueilli 42,21 % des suffrages contre 23,35 % à son rival Ranko Kovic, ancien vice-président de l'ex-Yougoslavie. Ce dernier ne devrait pas passer au second tour, le candidat du Parti libéral Slavko Porovic (19,4 %) étant censé se désister en faveur du président sortant. – (AFP)

Le président Richard von Weizsäcker appelle à la tolérance envers les étrangers

Le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker a lancé, dans sa traditionnelle allocution de Noël, un appel à ses concitoyens pour qu'ils fassent preuve « d'humanité » vis-à-vis des étrangers vivant en Allemagne. Dans cette adresse, qui devait être diffusée dans la soirée de jeudi, le président fédéral insiste sur la rôle joué par les travailleurs immigrés dans l'économie allemande, notant que ces derniers représentent 20 % du personnel hospitalier et presque la moitié des travailleurs de la métallurgie. M. von Weizsäcker s'est prononcé pour un assouplissement des règles concernant la naturalisation : « Si nous rendons plus facile à ceux qui le souhaitent d'acquiescer la nationalité allemande – avec peut-être la possibilité de conserver leur nationalité d'origine – cela améliorerait leur situation et rendrait plus aisée la cohabitation. Il y va de notre intérêt allemand », a-t-il déclaré.

En s'exprimant de la sorte, le président fédéral, qui jouit en Allemagne d'une grande autorité morale, prend le contre-pied des conservateurs de son parti, la CDU, qui ne voient de solution aux troubles xénophobes que dans un durcissement de la législation du droit d'asile.

o Châliens lumineuses contre le racisme. – Près de cent mille personnes ont participé, mercredi soir 23 décembre, à une nouvelle chaîne de lumières à Wuppertal, pour protester contre le racisme. Les manifestants ont formé une chaîne longue de plus de 14 kilomètres dans les rues de la ville, selon la police. Dans le même temps, quelque dix-huit mille personnes ont manifesté de la même façon à Wiesbaden, pour exprimer leur soutien aux étrangers vivant en Allemagne. – (AP)

Le ministre de l'économie est en mauvaise posture

M. Jürgen Möllemann (parti libéral FDP), ministre de l'économie et vice-chancelier dans le gouvernement dirigé par M. Helmut Kohl est en mauvaise posture. L'hebdomadaire Stern vient en effet de révéler que des lettres, signées par lui et portant l'en-tête de son ministère, avaient été envoyées à plusieurs entreprises de grande distribution pour promouvoir un système de jetons en plastique pour caddies produit par un cousin de son épouse.

L'explication avancée par le ministre, selon laquelle il aurait été abusé par un collaborateur disposant de lettres signées en blanc, n'apparaît pour l'instant pas suffisamment convaincante. « Si M. Möllemann ne fournit pas au plus vite une meilleure explication, il n'a plus qu'à prendre son chapeau et s'en aller », a déclaré M. Johannes Nitsch, vice-président du groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag.

La démission du ministre est également demandée par l'opposition social-démocrate et même par quelques personnalités du FDP. M. Möllemann, qui se trouve jusqu'au 6 janvier en vacances dans les Caraïbes, est candidat à la succession du comte Lambdorff à la tête du FDP, qui doit être décidé au printemps 1993. – (AFP, Reuters)

o Accord d'association entre la Bulgarie et la CEE. – La Communauté européenne et la Bulgarie ont paré mardi 22 décembre à Bruxelles un accord d'association permettant un meilleur accès des produits bulgares au marché communautaire. C'est le cinquième accord de ce type signé entre la CEE et un pays d'Europe de l'Est. Les conditions offertes à Bucarest et Sofia sont cependant inférieures à celles consenties à la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

EUROPE

Une étude rendue publique pour la première fois

La direction du renseignement militaire français qualifie d'«impérialiste» l'état d'esprit de l'armée russe

M. Boris Eltsine a nommé, mercredi 23 décembre, le général Mikhaïl Kolesnikov chef d'état-major des forces armées russes. Agé de cinquante-trois ans et ancien chef d'état-major du commandement en chef de l'armée de terre russe, le général Kolesnikov remplace le général Viktor Doubynine, décédé. Cette nomination intervient alors que la direction du renseignement militaire français (DRM) a publié une étude qualifiant d'«impérialiste» l'état d'esprit des forces armées russes.

Si les armées de plusieurs pays d'Europe centrale et balkanique, anciennement communistes, se tournent de plus en plus vers l'OTAN, les forces armées russes, en revanche, ont conservé un état d'esprit «impérialiste» qui ne devrait pas rassurer forcément les nations occidentales. C'est, résumée à grands traits, l'appréciation que porte, sur les structures de défense en Europe de l'Est, la direction du renseignement militaire français (DRM) dans une étude récemment rendue publique.



Intelligence Agency sont quelquefois publiées. A propos de l'Europe centrale et balkanique, la DRM note l'apparition de nouvelles doctrines d'emploi des forces qui, pour ce qui concerne principalement la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie, font une référence explicite à leur utilisation contre un ennemi intérieur ou en maintien de l'ordre public.

La DRM, qui doit réunir quelque cinq cents spécialistes du renseignement lorsqu'elle sera complétée sous les ordres du général Jean Heintz, vient d'être créée. C'est la première fois que - sous le couvert d'une revue, les Cahiers de Mars, éditée par l'Association des élèves et anciens élèves de l'Ecole supérieure de guerre - l'une des synthèses de la DRM est diffusée. En France, de tels travaux restent généralement secrets, à la différence de ce qui se passe aux Etats-Unis, par exemple, où des notes de la Central Intelligence Agency ou de la Defense

Intelligence Agency sont quelquefois publiées. A propos de l'Europe centrale et balkanique, la DRM note l'apparition de nouvelles doctrines d'emploi des forces qui, pour ce qui concerne principalement la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie, font une référence explicite à leur utilisation contre un ennemi intérieur ou en maintien de l'ordre public.

La DRM établit une distinction entre trois catégories de pays : 1) ceux (Hongrie, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Pologne et Slovaquie) où la volonté de changement doctrinal est réelle et où l'adhésion à l'OTAN est certaine ; 2) ceux (Albanie, Macédoine, nouvelle Fédération yougoslave et Bosnie) où l'incertitude est à la mesure de l'ambiguïté ; 3) le cas spécial de la Roumanie, où le conservatisme de l'état-major général limite les perspectives de renouveau.

A propos des forces armées unifiées de la Communauté des Etats indépendants, la DRM passe en

POLOGNE : incalculable du général Kleszczak. - Le général Kleszczak, ancien ministre de l'Intérieur et haut dirigeant du Parti communiste à l'époque du général Jaruzelski, a été inculpé mardi 22 décembre dans le cadre de l'enquête sur la répression à la mine Wujek, où neuf mineurs avaient été tués lors de l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981. - (AFP.)

ROUMANIE : annulation de la visite de l'ex-roi Michel. - L'ex-roi Michel a décidé de «reporter» sa visite en Roumanie qui devait commencer jeudi 24 décembre à Timisoara, en raison du «nombre croissant de conditions mises par les autorités roumaines», a indiqué mercredi son bureau de presse dans un communiqué. - (AFP.)

TADJIKISTAN : l'armée dénonce les «ingérences» étrangères. - Le président iranien Rafsanjani a dénoncé, mercredi 23 décembre, les «ingérences» étrangères au Tadjikistan, alors que l'officier Teheran Times a accusé «la Russie et l'Ouzbékistan» de soutenir les communistes revenus au pouvoir et dont «les brutalités ne peuvent être comparées qu'aux exécutions de masse de l'époque stalinienne ou au massacre de la nation bangladaise». Des forces gouvernementales tadjikes ont lancé mercredi une nouvelle attaque contre les milliers de réfugiés qui tentent encore de se réfugier en Afghanistan, alors que les exécutions sommaires se poursuivaient dans la capitale, Douchanbe. - (AFP, Reuters.)

TCHÉCOSLOVAQUIE : un étudiant arrêté après la tentative d'assassinat de M. Svoboda. - Un étudiant anarchiste, fils d'un juge de la Cour suprême tchèque, Petr Wohlmut, a été arrêté après l'attentat manqué du 5 décembre contre le chef du parti communiste de Bohême-Moravie, M. Jiri Svoboda. Mais son avocat a démenti, mercredi 23 décembre, qu'il ait avoué sa responsabilité, comme l'avait affirmé le même jour l'agence CTIK. - (AFP.)

Rectificatif. - Dans notre article consacré à la nouvelle loi sur l'avortement en Hongrie (le Monde du 19 décembre), nous avons malencontreusement indiqué que des commissions médicales pouvaient, pour des raisons de «conscience», refuser une interruption volontaire de grossesse. Il n'en est rien. Cette clause de conscience s'applique uniquement aux médecins qui ne veulent pas participer à un avortement. Ils ne peuvent pas refuser à une femme le droit de subir une IVG.

ASIE

CAMBODGE

Les combats se poursuivent près de Battambang

Des tirs d'artillerie se sont poursuivis mercredi 23 décembre autour de Bavel, localité située à une quarantaine de kilomètres de Battambang, la principale ville de l'ouest du Cambodge, entre les Khmers rouges et les forces de Phnom-Penh. Les

Nations unies, dont l'action se heurte de plus en plus à l'hostilité du Parti du Kampuchéa démocratique (Khmers rouges), s'inquiètent en particulier des conséquences de ces combats sur les réfugiés, nombreux dans cette zone.

Les «no-go» de Thipadei

THIPADEI
de notre envoyé spécial

A une trentaine de kilomètres au sud-est de Battambang et à une dizaine au sud de la RN5, Thipadei accueille environ 4 000 rapatriés et «personnes déplacées de l'intérieur». Ils vivent dans le provisoire. Leurs paillettes sur pilotis s'alignent le long de la piste qui contourne le mont Thipadei.

On les appelle les «no-go», ceux qui, pour l'instant, ne peuvent aller collecter du bois de chauffage dans la montagne. Mais un seul sentier n'est pas miné, rapporte un vieil homme, amputé d'une jambe après avoir sauté l'an dernier, sur une mine en Thaïlande, à proximité du camp de réfugiés où il végétait depuis douze ans. Autour, des mines qui traînent encore dans les rizières ont fait récemment deux victimes.

Les 400 familles de rapatriés de Thipadei, revenues récemment de Thaïlande, ne peuvent pas rejoindre leurs villages, qui se trouvent en lisière de zones tenues par les Khmers rouges et qui sont minées. Ils se sont donc installés dans cette localité où le HCR, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, leur offre une assistance. Les «personnes déplacées» sont là depuis un an ou deux, chassées de leurs hameaux par des combats. Elles attendent un hypothétique déminage pour y retourner.

Au petit matin, sur ce qui sort de place du marché, les habitants vendent, pêle-mêle, vieux habits, bananes, légumes et morceaux de viande couverts de mouches. «On trouve des mines à deux kilomètres d'ici, dans les champs», affirme M. Thin Tom, chef de la police et maire-adjoint, qui vit de la fabrication de charrettes. Le lieutenant Din Chhay Li, chef-adjoint du bataillon local des CPAF (forces armées du régime de Phnom-Penh) a d'autres

La hantise des mines

La province de Battambang, où se trouve Thipadei, doit accueillir un fort contingent de rapatriés de Thaïlande, une centaine de milliers sur un total de 350 000. Mais cette province est coupée en deux. L'ouest et le sud sont occupés par les Khmers rouges, qui se sont entourés d'une ceinture de champs de mines. Le reste de la province est sous le contrôle des CPAF, mais les Khmers rouges sont également présents à l'est, entre la ville de Battambang et le Tonlé-Sap, le Grand Lac. De jour, la police de Phnom-Penh contrôle la RN5. Mais de nuit, les Khmers rouges la traversent à une trentaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de la province.

«Quand un village est miné, on essaie de décourager les rapatriés de rentrer chez eux. Ils attendent donc dans le village voisin ou sur les pistes. Mais, même quand on leur fournit un lopin de terre, ils se demandent ce qui pourra bien leur arriver après les élections. La seule chose qui les rassure est de regagner leurs propres terres», explique un représentant du HCR, tout en ajoutant : «Si la paix n'intervient pas au Cambodge, tout ce que nous y avons entrepris aura été une perte de temps».

A Phnom-Penh, M. Sergio Vieira de Mello, patron du HCR pour le Cambodge, admet volontiers que la situation à Thipadei est difficile.

Mais c'est l'un des cas extrêmes. Quand le cessez-le-feu n'est pas respecté, le déminage est impossible, ce qui n'arrange rien», constate-t-il. Les CPAF contrôlent relativement la situation à Thipadei. Mais c'est une autre affaire à une dizaine de kilomètres plus loin, là où les rapatriés seraient dû être réinstallés.

Une centaine de familles seulement a pris le risque de vivre en zone d'insécurité, entre les Khmers rouges et les soldats de Phnom-Penh. En évitant quelques cochons et de la volaille, les autres attendent en bordure de piste une paix de plus en plus problématique. «Nous devons leur fournir des rations alimentaires pendant 400 jours. Que se passera-t-il après?», s'interroge un représentant du HCR. Nul n'en sait rien. Quoi qu'il en soit, les CPAF renforcent leurs positions à la limite des zones khmères rouges.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Diverses personnalités françaises auprès des «casques bleus» durant les Rites. - Au Cambodge devient se succéder auprès du contingent français de l'ONU le secrétaire d'Etat à la Défense, M. Jacques Mellick, le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Amédée Monchal et, enfin, le «patron» de la Force d'action rapide, le général Michel Roquejeoffre. En ex-Yugoslavie, devraient se succéder le général Jean Cot, commandant la 1^{re} armée, Mgr Michel Dubost, vicaire général aux armées (qui célébrera la messe de Noël à Sarajevo), et ensuite l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées. En Turquie et en Arabie saoudite, le général Vincent Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air, rendra visite aux soldats français qui protègent les Kurdes et les chiites.

A TRAVERS LE MONDE

BRÉSIL

Le président Collor affirme qu'il ne démissionnera pas

Le président Fernando Collor de Mello, suspendu de ses fonctions et accusé de forfaiture et de corruption, a affirmé qu'il ne démissionnerait pas et qu'il irait jusqu'au bout, mercredi 23 décembre lors d'une conférence de presse. M. Collor avait refusé lundi ses avocats, ce qui avait entraîné le report au 23 décembre de son jugement devant le Sénat, initialement prévu pour le 22 décembre. Le président de la Cour suprême fédérale, M. Sydney Sanches, qui dirige la procédure contre M. Collor devant le Sénat, avait alors commis d'office un avocat pour assurer sa défense.

Lors de sa conférence de presse de mercredi, M. Collor a critiqué l'avocat commis d'office, M. Innocencio Martins Coelho, en mettant son impartialité en doute, et il a annoncé qu'il allait nommer un autre avocat. Ce nouvel avocat pourra être autorisé par le Sénat à prendre la parole lors du procès, mais la défense de M. Collor restera assurée par M. Martins Coelho, a-t-on indiqué de source judiciaire. - (AFP.)

ÉTATS-UNIS

Trois policiers blancs seront jugés pour avoir battu à mort un automobiliste noir à Detroit

Un juge de Detroit (Michigan) a décidé, mercredi 23 décembre, que trois policiers blancs seront jugés pour avoir battu à mort un automobiliste noir, mais il a abandonné les charges criminelles contre un quatrième policier, un Noir, qui avait assisté au passage à tabac sans intervenir. Les faits s'étaient déroulés le 5 novembre devant une maison qui servait de lieu de rendez-vous pour les consommateurs de crack, produit dérivé de la cocaïne.

Malica Green, âgé de trente-cinq ans, avait été arrêté à un carrefour, extrait de sa voiture et battu, notamment avec une torche électrique. L'autopsie a démontré qu'il était mort des suites d'au moins quatorze coups à la tête. Dès le lendemain, le chef de la police de Detroit avait suspendu sans solde sept agents impliqués dans cette affaire, puis renvoyé quatre d'entre eux après leur inculpation.

A l'issue d'une semaine d'audiences préliminaires, le juge Alex Allen a confirmé mercredi l'inculpation pour meurtre de deux policiers, Larry Nevers et Walter Budzyn. Ils encourront une peine de prison à vie. Un troisième, Robert Lessnau, sera jugé pour «agression». Il risque jusqu'à dix ans de prison. Le sergent Freddie Douglas, qui avait été inculpé au départ d'homicide involontaire pour n'avoir pas arrêté ses hommes, ne sera finalement poursuivi que pour le délit de «négligence volontaire dans le cadre de son service». - (AFP.)

M. Bill Clinton aurait acheté la composition de son cabinet. - Le président élu se prépare à annoncer sa dernière série de nominations : M. Zoe Baird devrait devenir à la justice la quatrième femme de la future administration. M. Mike Espy à l'Agriculture le quatrième Noir et M. Federico Pena aux transports le deuxième hispanique. M. Clinton a également arrêté son choix pour le département de l'intérieur qui devrait être dirigé par M. Bruce Babbitt. L'attribution de ces quatre portefeuilles a été révélée mercredi 23 décembre par des responsables démocrates et des membres de l'équipe de transition qui ont tous réclamé l'anonymat. Les nominations officielles devraient être annoncées jeudi lors d'un point de presse de M. Clinton à Little Rock (Arkansas). - (AP.)

Inquiétude des organisations juives américaines face à la xénophobie en Allemagne. - Les dirigeants de 65 organisations juives américaines et européennes réunies mardi 22 décembre à New-York à l'appel du Congrès juif mondial ont exprimé leur «inquiétude» face à la montée du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie en Europe, en particulier en Allemagne, mais ont jugé «inappropriées» des mesures de boycottage du tourisme ou de l'économie de ce pays. Le président du Congrès juif européen, M. Jean Kahn, a rappelé que plus de 4 000 agressions visant des étrangers s'étaient produites en un an en Allemagne, faisant 17 morts et plusieurs centaines de blessés et que 77 sites

juifs avaient été profanés ou détruits. M. Kahn a également qualifié d'«extrêmement décevant» le comportement des dirigeants allemands au cours des dix dernières années pour faire face à la montée de l'antisémitisme et aux difficultés d'intégration des juifs. - (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE

Le discours de Noël de la reine diffusé avant l'heure

Le journal populaire britannique The Sun a publié, mercredi 23 décembre, ce qu'il assure être le discours intégral devant être prononcé par la reine le jour de Noël. Cette «fuite», attribuée par un responsable du journal à un employé de la BBC, a suscité de nouvelles critiques sur le comportement des tabloïds. Le palais de Buckingham a qualifié cette publication de «très regrettable». Selon la coutume, ce discours enregistré lundi par la BBC aurait dû rester confidentiel jusqu'au 25 décembre.

D'après la transcription du Sun, la reine assure que «comme bien d'autres familles» la famille royale «a traversé des moments difficiles» en 1992. Elle ne mentionne toutefois pas explicitement les problèmes conjugués de ses enfants, notamment la séparation officielle, le 9 décembre, de Charles et Diana.

Admettant que le texte du Sun «semble authentique», la BBC s'est dite «très préoccupée» par cette affaire. Elle a estimé que «rien ne prouve qu'il y ait un lien entre cette fuite et quiconque à la BBC» et a souligné que la distribution aux médias du texte du discours avait commencé dès mardi. - (AFP, Reuters.)

PHILIPPINES

Des «officiers perdus» signent un cessez-le-feu

Le colonel Gregorio Honasan, impliqué dans trois des sept tentatives de putsch contre l'ex-président Corazon Aquino (1986-1992), a quitté la clandestinité, mercredi 23 décembre, pour signer un cessez-le-feu avec Manille.

Plusieurs autres conjurés ont participé à la discrète cérémonie, où le secrétaire à la Défense, M. Renato de Villa, représentait le gouvernement. Les deux parties se sont engagées à entamer en janvier les discussions en vue d'un accord de paix. La semaine dernière, le général José Maria Zurelo, autre rebelle, avait signé un texte similaire. Le colonel Honasan est considéré comme le plus influent des «officiers perdus» philippins.

Le président Fidel Ramos a assuré qu'il examinerait les griefs des rebelles, pour la plupart regroupés au sein du RAM (Alliance révolutionnaire des masses, populiste de droite). Ces officiers réclament des réformes politiques, ainsi que la professionnalisation de l'armée. Depuis qu'il a succédé à M. Aquino, M. Ramos a tenté de mettre un terme à trois rébellions que connaît le pays : outre celle du RAM, celle des communistes de la Nouvelle Armée du peuple (NAP), forte de 10 000 à 15 000 membres, avec qui un cessez-le-feu a été convenu pour Noël, et celle des musulmans du Front Moro de libération nationale (FMLN), dans le sud de l'archipel. - (AFP, Reuters, UPI.)

ZAÏRE

La ville de Goma pillée par des soldats mutins

Après Kisangani, la semaine dernière, ce sont deux villes de l'est du Zaïre, Goma et Rutshuru, qui ont été la cible, mardi 22 décembre, de soldats mutins. Selon la radio nationale, des éléments de la 41^{re} brigade ont mis à sac le centre commercial de Goma, tirant à l'arme automatique sur tous ceux qui se trouvaient là. Trois personnes ont été tuées et sept autres blessées, lors de ces incidents.

Les gendarmes, puis la population, se sont joints au pillage, a indiqué la radio, sans préciser l'étendue des dégâts commis. De source informée, on affirme que la ville de Goma aurait été détruite à 90 %. Goma et Rutshuru se situent non loin de l'Ouganda, dans une zone frontalière où des combats opposent sporadiquement, depuis 1985, l'armée zaïroise et des rebelles se réclamant de feu Patrice Lumumba. - (AFP, Reuters.)

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

L'accord entre les écologistes est déjà conclu dans près d'un département sur deux

Après cinq heures de négociations, les députés des Verts et de Génération Écologie, qui se sont retrouvés pour la première fois, mercredi 23 décembre, au nouveau siège de GE (1), ont préféré renvoyer au 4 janvier 1993 la publication de la première liste de leurs candidats communs aux élections législatives (le Monde du 24 décembre). Vingt-trois départements de métropole font l'objet d'accords globaux entérinés par les instances nationales : l'Allier, l'Ardèche, l'Aube, l'Aude, le Cher, la Corrèze, les Côtes-d'Armor, l'Eure, la Finistère, l'Indre, la Loire, le Morbihan, la Moselle, l'Orne, le Pas-de-Calais, les Pyrénées-Orientales, le Bas-Rhin, le Rhône, la Haute-Savoie, Paris, la Seine-Maritime, la Haute-Vienne et la Seine-Saint-Denis.

A cela s'ajoutent vingt-cinq autres départements dans lesquels un accord de répartition des circonscriptions est déjà intervenu, mais où les respon-

sables des deux mouvements veulent procéder à d'ultimes vérifications avant de communiquer les noms des candidats.

Au total, plus de la moitié des cinq cent soixante-dix-sept circonscriptions législatives font donc déjà l'objet d'un accord entre les anciens ennemis de l'écologie politique, et M. Jean-Jacques Porchez, député général aux élections de GE, ne désespère plus désormais de parvenir à une absence quasi totale de primaires entre les candidats des Verts et ceux des amis de M. Brice Lalonde.

Parmi les litiges subsistant, vingt-quatre départements ont demandé un arbitrage de la commission nationale prévue à cet effet par l'accord du 17 novembre. Mais on estime, de part et d'autre, que la formulation d'une telle demande vaut précisément acceptation, par avance, de l'arbitrage final que devront rendre les dirigeants nationaux dans les pro-

chains jours de janvier. Ainsi, seule une vingtaine de départements pourraient encore poser quelques problèmes, et, pour huit d'entre eux, les responsables des deux partis écologistes se sont proposés d'aller eux-mêmes sur le terrain, dans les prochains jours, pour tenter de renouer les fils d'un dialogue qui, souvent, n'a encore jamais pu être engagé.

Étape décisive

L'étape décisive de la nouvelle entente des écologistes sera prévue pour la première semaine de janvier, date à laquelle les instances dirigeantes des Verts et de GE devront prendre leurs responsabilités, quel que soit le jour seulement avant que les conseils nationaux des deux mouvements n'entérinent l'ensemble des candidatures. Les « écoles » devront aussi se déterminer, à cette occasion,

par rapport aux récentes offres de services de formations considérées comme marginales, telles que l'Alternance rouge et verte ou le Mouvement de M. Harlem Désir, qui, tout en ne leur prenant que deux ou trois points, pourraient parfois leur barrer la route du second tour des élections.

Toutes ces échéances paraissent cependant facilitées par le fait que la famille écologiste a pris progressivement conscience de la réalité de sa vraie force électorale : un pourcentage de suffrages exprimés proche de 20 % ne se traduit pas nécessairement pour elle par une entrée en force à l'Assemblée nationale, mais il pèserait sensiblement sur la double échéance des élections municipales et de la présidentielle de 1995.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Le nouveau siège de Génération Écologie est établi au 57, boulevard de la Villette, 75019 Paris. Tél. : 44-52-32-04.

Le retour au gouvernement de M. Bernard Tapie

Au secours du Parti socialiste

Suite de la première page

L'un et l'autre se sont substitués, lors des élections régionales, aux socialistes défaillants, enlevant ici - en Bourgogne - la présidence du conseil régional et manquant de peu là - en Provence-Alpes-Côte d'Azur - d'en faire autant.

M. Soisson a dû quitter le gouvernement pour avoir bénéficié, pense-t-on, du renfort du Front national. M. Tapie a fait de même après avoir été inculpé dans une affaire d'ordre privé. M. Bérégovoy a jugé que, dans un cas comme dans l'autre, les suspicions étaient illégitimes et que justice avait été rendue aux deux démissionnaires. Il a choisi de croire que la suite des événements avait innocenté le président de la région Bourgogne et il a décidé de ne pas tenir compte du jugement sévère porté sur l'ancien ministre de la ville par le juge Edith Boizette, qui, tout en rendant un non-lieu en sa faveur, n'en a pas moins estimé que « la morale de la vie des hommes a été négligée et malmenée » dans le litige opposant à M. Tranchant (le Monde du 23 décembre).

En appelant au gouvernement le patron de l'Olympique de Marseille comme il avait rappelé le maire d'Auxerre, le premier ministre a pensé qu'il aurait tort de se priver de quelques rares sioux dont dispose encore la gauche en vue de sa campagne législative et, après avoir annoncé en mai qu'il apprécierait « comme il convient » la possibilité

du retour de M. Tapie lorsque la justice se serait prononcée, il a prouvé que cette promesse n'était pas une simple clause de style.

La responsabilité que va assumer l'ancien député des Bouches-du-Rhône sera triple. Ministérielle d'abord. M. Tapie n'a guère en les moyens de faire ses preuves au printemps dernier, puisqu'il est resté en fonctions moins de deux mois : il aura à peine plus de

temps d'ici aux élections pour reprendre son action en faveur des jeunes des banlieues, dont il a fait sa spécialité depuis le lancement d'un premier Forum des citoyens il y a deux ans à Montfermeil. On attend toutefois de lui qu'il manifeste le souci prioritaire du gouvernement à l'égard des déshérités et sa volonté d'apporter des réponses concrètes aux difficultés que ceux-ci rencontrent dans leur vie quotidienne.

Convincer

M. Bernard Kouchner

Régionale ensuite. Conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Tapie entend non seulement animer le groupe qu'il a constitué à l'assemblée régionale,

mais aussi se représenter aux élections législatives et, à terme, briguer la mairie de Marseille. Il lui faut donc affirmer son autorité sur place à la fois face à M. Vigoroux, maire de la ville, qui, à l'évidence, ne souhaite pas lui abandonner le terrain, et face à la fédération socialiste, qui n'entend pas non plus lui faciliter la tâche.

Nationale enfin. Grand pourfendeur du Front national, il lui fallait naguère ramener à moins de 10 % avant de reconnaître son échec, M. Tapie va redoubler de tonus à la campagne de la gauche au moment où le PS est affaibli par les attaques portées contre son premier secrétaire et où le premier ministre tente de s'imposer comme le principal coordonnateur. Bon gré mal gré, les socialistes devront s'accommoder de la présence du patron de l'OM, même s'ils ont pris soin de prévenir mercredi, par la voix de M. Fabius, que le PS entend « tenir toute sa place ».

M. Tapie indique, dans *Libération*, qu'en « tout état de cause », il se met à la disposition du premier ministre. Pour compléter l'organisation de la campagne et y intégrer un autre de ces « apports extérieurs » que le premier secrétaire du PS estime « les bienvenus », reste à convaincre M. Bernard Kouchner de venir, lui aussi, au secours du PS. Le ministre de la santé et de l'action humanitaire, qui a salué d'un mot (« Welcome back ») le retour de M. Tapie, a confirmé, mercredi soir sur France 2, que, même s'il n'était pas candidat, il ferait activement campagne et qu'il irait donc, lui aussi, « au charbon ». Le dispositif de M. Bérégovoy se met en place.

THOMAS FERENCZI



Les déclarations du ministre

« Je suis un bon soldat »

M. Bernard Tapie a été reçu mercredi après-midi 23 décembre à l'hôtel Matignon par M. Pierre Bérégovoy. À l'issue de cet entretien, il a notamment déclaré, à propos de son éventuel retour au gouvernement : « On a échangé nos points de vue parce que ce sont des choses qui se décident à deux. (...) Mon point de vue à moi, c'est de ne faire les choses que si on est digne de les faire et si c'est utile de les faire. » Évoquant les circonstances de sa démission, il a rappelé : « Personne ne m'avait obligé à partir quand je suis parti et, à l'époque, j'avais dit qu'il ne me semblait pas possible d'être inculpé et ministre. Maintenant que je ne suis plus inculpé, on a revu la question. »

Interrogé dans *Libération* du 24 décembre sur ce qu'il aura le temps de faire en trois mois, M. Tapie déclare notamment : « Mon retour, ce n'est pas une question de temps, c'est une question de cycle logique. Après un non-lieu, je retourne d'où je viens, c'est ce que le symbole. Il restait un jour d'ici aux élections, cela n'y changerait rien. (...) Cela n'est pas forcément pour trois mois, je ne me place pas dans cette optique. Méfiez-vous des marches qu'on dit perdus d'avance. On est dans un monde de tous où tout peut arriver. Chi-

rac qui distribue déjà les postes, ça me gonfle. »

A propos de sa place dans le dispositif de campagne de M. Bérégovoy, M. Tapie précise : « Je suis un bon soldat, je me mets à sa disposition et j'ai là où il veut. (...) Je n'ai pas eu en face de moi le premier ministre découragé qu'on raconte. Je l'ai trouvé gaillard, prêt à se battre et considérant que la bataille n'est pas perdue d'avance. » Évoquant les circonstances de sa démission, il a rappelé : « Personne ne m'avait obligé à partir quand je suis parti et, à l'époque, j'avais dit qu'il ne me semblait pas possible d'être inculpé et ministre. Maintenant que je ne suis plus inculpé, on a revu la question. »

Devant le bureau exécutif du PS, mercredi 23 décembre, selon M. Laurent Fabius a indiqué, selon M. Gérard Lindeperg, numéro deux du parti, qui rendait compte de la réunion, que « les apports extérieurs seront les bienvenus » mais que le PS devra « tenir toute sa place » dans la campagne. M. Lindeperg a ajouté que le PS refusait d'apparaître « comme un bouc émissaire ou un repoussoir ».

Une lettre de M. Léon Schwartzberg

À la suite de notre article sur l'annulation par le Conseil d'État de l'élection de M. Léon Schwartzberg comme conseiller régional dans les Alpes-Maritimes le 22 mars, nous avons reçu de l'intéressé la lettre suivante :

La suspension d'un an décidée à mon encontre par le Conseil d'État vient sanctionner une fin de non-recevoir de M. Bernard Tapie. Rappelons d'abord que j'ai accepté de conduire cette liste des élections régionales pour faire face à la menace léniniste, à l'appel d'habitants et de la fédération socialiste des Alpes-Maritimes, indépendamment de toute implication locale de M. Bernard Tapie.

Contrairement à ce qu'on a pu laisser entendre, je n'ai déposé pour toute ma campagne électorale que les deux tiers des sommes auxquelles j'étais autorisé.

J'ai été averti par lettre du 12 mai 1992 que, parmi ces dépenses, il fallait compter celles qui avaient été directement engagées et réglées par M. Bernard Tapie et qui devaient être intégrées dans mes comptes de campagne avant leur dépôt le 20 mai 1992. Le même courrier m'informait que ces dépenses avaient été versées entre trois sociétés du groupe Tapie - Financière Immobilière Bernard Tapie, Société Testut, Société Bernard Tapie Services - de manière à ne pas dépasser le plafond des 10 % du maximum des dépenses autorisées pour une même personne morale.

Le règlement n'est pas intervenu dans les délais prescrits, ce dont on peut s'étonner de la part d'un homme d'affaires aussi avisé que M. Bernard Tapie.

(Né le 26 janvier 1943, à Paris, M. Bernard Tapie a suivi les cours de l'École d'électricité industrielle de Paris. Après avoir notamment travaillé chez Panhard, il crée son propre groupe en 1979. Ce groupe rassemble successivement la Vie Claire (1980), Terrailon, l'Herbier de Provence, Toshiba France, Solinon (1982), Testut Aquilant, Trivoy, Lox (1983), Wrangler, Wonder, AMAF, Léopard, Solbitex (1984), Saff-Mazda, Karo, Ferme Saint-André (1985), Vivalpe (1986-1989) et Tourmus (1986). Créa Production Parfums, BT Communication (1987). M. Tapie devient président-directeur général de Bernard Tapie Finances Holding, qui regroupe la majorité des sociétés du groupe en 1987. A l'été 1990, il prend le contrôle d'Adidas, dont il envisage la cession au printemps 1992.)

En 1988, M. Tapie est candidat aux élections législatives dans les Bouches-du-Rhône. D'abord battu, il est finalement élu lors du second scrutin qui suit l'annulation de l'élection, et siège à l'Assemblée nationale parmi les non-inscrits. Chef de file régional de la majorité présidentielle dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur lors des élections de mars 1992, M. Tapie échoue face à M. Jean-Claude Gaudin (UDF), tout en le devançant dans les Bouches-du-Rhône. Il devient cependant ministre de la ville, le 2 avril 1992, dans le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy. Menacé par une incrimination dans l'affaire Toshiba-George Tranchant, M. Tapie se démet de ses fonctions ministérielles le 23 mai, inculpé le 27 mai, il bénéficie d'un non-lieu le 18 décembre, à la suite du retrait de la plainte du député RPR.

RECTIFICATIF. - Le budget adopté par le conseil régional de Franche-Comté n'est pas de 1,8 million de francs, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 23 décembre, mais de 1,8 milliard.

La clôture de la session extraordinaire

Le Parlement adopte définitivement la limitation du droit de licenciement

En vertu de l'article 30 de la Constitution, le président de la République, M. François Mitterrand, a décrété, mercredi 23 décembre, la clôture de la session extraordinaire qui avait débuté lundi 21 décembre. Au cours de cette dernière journée, cinq projets de loi ont été définitivement adoptés.

Au Sénat, après un accord conclu en commission mixte paritaire (CMP), le projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation a été adopté. Les députés ont adopté à l'unanimité le projet de loi relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales.

Les députés ont également adopté, selon la procédure du vote bloqué demandée par le gouvernement, le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS). Le texte, approuvé par les socialistes et communistes mais rejeté par l'opposition, reprend pour l'essentiel la version que l'Assemblée avait adoptée en nouvelle lecture, dans la nuit du 21 au 22 décembre, et qui prévoyait notamment l'annulation de toute procédure de licenciement non accompagnée de mesures de reclassement de salariés (le Monde du 23 décembre).

Les députés ont toutefois entériné deux nouveaux amendements, le premier ouvrant la possibilité aux chefs d'exploitation agricole d'associer leur cotisations sociales sur leurs revenus professionnels de l'année écoulée, le second précisant que le test de dépiquage du virus HIV sera proposé lors de l'examen prénatal mais aussi lors de l'examen prénatal.

Lors d'un vote à main levée.

F. B.

Le contrat d'union civile partiellement ressuscité

En adoptant définitivement, mercredi 23 décembre, le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS), l'Assemblée a partiellement ressuscité la proposition de loi sur le contrat d'union civile des députés socialistes, MM. Jean-Michel Belorgey (Allier), Jean-Pierre Miché (Aube-Saône) et Jean-Yves Audebert (Paris), ayant jusqu'à présent tenté de faire aboutir, introduits en première lecture à l'Assemblée, puis supprimés par le Sénat avant d'être à nouveau validés par les députés, deux amendements au projet DMOS traitent en effet de la situation des couples de « cohabitants », c'est-à-dire essentiellement homosexuels, en butte aux difficultés sociales provoquées par le drame du sida.

Le premier amendement, retouchant une loi sur le logement datant du 6 juillet 1989, permet le maintien dans les lieux en cas de disparition de l'un des deux cohabitants. La seconde mesure précise qu'une personne qui « vit depuis une durée fixe par décret en Conseil d'État avec un assuré social et se trouve à sa charge effective, totale et permanente » peut bénéficier de la couverture sociale de son conjoint en cas de décès de celui-ci. Soutenu par M. Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre du vie, l'amendement permettant le maintien dans les lieux du cohabitant avait, jusqu'à la dernière minute, soulevé des réactions extrêmement vives dans certains secteurs de la fonction publique d'État en raison des abus qui pouvaient en découler.

M. Jean-Pierre Poulquin, président du Collectif pour le contrat d'union civile, reconnaît que cet amendement peut « donner lieu à des dérapages », notamment dans les situations où des ascendants ou des descendants viennent « récupérer » l'appartement loué par la personne décédée. Aussi estime-t-il nécessaire que le décret en Conseil d'État qui est appelé à préciser les modalités d'application de cet amendement exclut les ascendants et les descendants du bénéfice du maintien dans les lieux. En tout état de cause, compte tenu des réserves, voire de l'hostilité, que soulève à droite cette idée d'union civile, celle-ci n'a de chances d'entrer dans les faits que si le conseil d'État se prononce avant mars 1993.

F. B.

En Haute-Normandie

L'addition des voix du PS et du Front national entraîne le rejet du budget régional

ROUEN

de notre correspondant

Le conseil régional de Haute-Normandie a rejeté, jeudi 24 décembre, par 23 voix contre 20 et 12 abstentions le projet de budget primitif que lui avait présenté son président, M. Antoine Rufenacht (RPR). Face à l'opposition conjuguée de la gauche, des écologistes et de l'extrême droite, M. Rufenacht n'a pu obtenir en fin de discussion que l'abstention des groupes communiste (5 élus) et écologiste (4 Verts et 3 GE), alors que le PS (14 élus), le FN (8 élus) et M. Bernard Fraix (ex-GE) ont maintenu leur vote négatif. L'UPF (19 élus) n'a reçu que le renfort de l'élu de la liste Chasse, Pêche, Nature, Traditions.

D'un montant de 2,1 milliards de francs, en diminution de 2,1 % par rapport à 1992, le projet de budget était marqué par le souci de M. Rufenacht d'en réduire sensiblement le financement par l'emprunt, qui diminuait de 25 %, passant de 487,1 millions en 1992 à 365,3 millions. La pression fiscale devait augmenter de 19 %.

Pour répondre favorablement à diverses exigences des écologistes et du Parti communiste, M. Rufenacht avait accepté en cours de discussion d'accroître le budget de 28,3 millions de francs. Les écologistes se sont cependant dits déçus par le refus de l'exécutif de prendre en considération plusieurs dispositions dans le domaine ferroviaire et routier.

Dénouant la baisse des crédits consacrés à l'agriculture (-35 %), aux lycées (-12 %) et au développement économique (-9 %), les socialistes ont également sévèrement critiqué la progression des crédits de communication et de représentation, concluant que « la région est en train de devenir l'outil électoral du RPR ».

ÉTIENNE BANZET

MÉDECINE

Des dizaines d'enfants pourraient être atteints par la maladie de Creutzfeld-Jakob

Un rapport de l'IGAS sur les conséquences des traitements par hormone extractive

M. Bernard Kouchner, ministre de la santé, a rendu public, jeudi 24 décembre, un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) sur les conséquences du traitement par l'hormone de croissance extractive. Cette hormone, produite à partir de collectes sur des cadavres humains, ne doit pas être confondue avec l'hormone de croissance produite, elle, par génie génétique. Des dizaines d'enfants traités avant l'été 1985 pourraient être atteints par une maladie mortelle, la maladie de Creutzfeld-Jakob.

Le rapport de l'IGAS fait suite, après les révélations faites dans ses colonnes (le Monde du 7 février), à des investigations réalisées par quatre membres de l'inspection entre le 1^{er} août et le 31 octobre (1). Il révèle

que si, durant la période 1973-1982, l'ensemble des hypophyses nécessaires à l'extraction de l'hormone (soit 78 370) a bien été collecté en France, la situation a été différente entre 1983 et 1988, puisque plus de la moitié des 121 535 hypophyses collectées provenaient de Bulgarie et d'accessoirement de Hongrie. Ce document souligne la « morbidité particulièrement importante » observée en France puisque notre pays compte autant de cas que l'ensemble de ceux actuellement recensés à l'étranger. Rien ne permet, encore aujourd'hui, de trancher entre les différentes hypothèses : virulence ou pouvoir contaminant plus élevé des agents transmissibles, inoculation de quantités plus importantes d'agents potentiels, etc.

Le rapport de l'IGAS est critique en ce qui concerne les dispositifs français de traitement par hormones de croissance. Il souligne notamment « le cadre juridique et organisationnel imparfait », les « ambiguïtés de l'association France-hypophyse », les

carences du contrôle de l'Etat et « l'absence de statut » de l'hormone de croissance, « médicament qui n'a jamais fait l'objet d'une autorisation de mise sur le marché ».

Il signale, d'autre part, « les erreurs de la collecte des hypophyses », qui, mieux organisées, « auraient dû permettre d'assurer les besoins dans les meilleures conditions de sécurité ». Les précautions étaient également « manifestement insuffisantes », en ce qui concerne la méthode de fabrication mise en œuvre à l'Institut Pasteur de Paris et le rapport recense les « dysfonctionnements en matière de conditionnement et de distribution du produit final ».

Au terme de leur critique (informations médicales excessivement rassurantes et lacunaires, absence de transparence), les auteurs du rapport ne peuvent conclure de manière définitive quant à l'origine précise de la contamination, compte tenu notamment de l'absence de documents permettant une analyse com-

plète et objective. Le risque le plus élevé de contamination semble lié à l'utilisation de l'hormone de croissance extractive fabriquée entre 1984 et juin 1985. « La détermination du nombre de patients traités par hormone de croissance extractive qui risquent d'être frappés par la MCJ n'est pas possible », écrivent les auteurs, qui estiment très contestable que l'hypothèse selon laquelle un seul lot produit à partir d'hypophyses bulgares semblerait à incriminer. Les auteurs rappellent enfin que 1 698 enfants ont été traités avec de l'hormone extractive avant l'été 1985, date à partir de laquelle une nouvelle méthode d'inactivation a été mise en œuvre. Près d'un million d'enfants ont été traités entre 1984 et juin 1985, période où le risque de contamination a été le plus élevé.

J.-Y. N.

(1) « Rapport sur l'hormone de croissance et la maladie de Creutzfeld-Jakob » par J.-M. Clément, F. Lalande, L. Royère et L. C. Violette.

Une affection dégénérative mortelle

C'est en 1985 que l'on a établi que les enfants traités par un certain type d'hormone de croissance, dite « extractive », pouvaient, de manière rarissime, être atteints d'une affection dégénérative toujours mortelle, connue sous le nom de maladie de Creutzfeld-Jakob (MCJ), du nom des deux neurologues qui l'avaient identifiée au début du siècle.

On peut définir schématiquement cette maladie comme une encéphalopathie. Il est acquis, depuis une vingtaine d'années, qu'elle peut être transmise par des agents infectieux atypiques, dénommés « virus lents » ou « prions » dont on sait seulement qu'ils sont transmissibles et que leur durée d'incubation peut aller de deux à quarante ans.

L'hypothèse d'une transmission de la MCJ à partir de l'hormone de croissance extractive pouvait toutefois être avancée, compte tenu de l'origine de ce produit, isolé à partir des glandes hypophysaires de cadavres humains. Au début de son utilisation, ce risque apparaissait minime, par comparaison avec les graves séquelles qu'entraînaient chez les enfants concernés les déficits graves en hormones de croissance.

Ces déficits se caractérisaient, évidemment, par des retards dans le développement staturo-pondéral (la taille à l'âge adulte se situant entre 1,30 m et 1,50 m), mais aussi par des troubles métaboliques (accidents hypoglycémiques en particulier). L'urgence, l'enthousiasme des spécialistes et la demande des familles firent, dans tous les pays, que l'on hésita guère à mettre en œuvre ce traitement hormonal substitutif.

On estime à près de 1 500 le nombre d'enfants qui, en France, ont été traités par cette hormone entre le début des années 70 et jusqu'en 1985. En 1988, les responsables français de la santé ont autorisé la mise sur le marché de la première hormone de croissance fabriquée à partir des techniques du génie génétique et, a priori, exempte de contamination.

La publication, dans la presse scientifique, d'une possible corrélation entre l'utilisation de l'hormone de croissance extractive et l'apparition d'une MCJ avait provoqué une vive émotion dans les milieux médicaux spécialisés (le Monde du 8 juin 1985), suivie, dans certains pays, de l'interdiction de son utilisation. D'autres pays, en revanche, ont continué de l'autoriser : la Suisse, l'Allemagne, le Danemark, la Norvège et Israël. Ce fut aussi le cas de la France, où les responsables sanitaires décidèrent de faire détruire les produits potentiellement contaminés et, parallèlement, de mettre en œuvre une nouvelle procédure de purification (inactivation à l'urée), afin de se donner toutes les chances de réduire les risques potentiels d'infection.

JEAN-YVES NAU

JUSTICE

Quinze jours après le décès de Pierre Bezio

M. Pierre Truche est nommé procureur général près la Cour de cassation

Procureur général près la cour d'appel de Paris depuis 1988, M. Pierre Truche a été nommé, mercredi 23 décembre, en conseil des ministres, procureur général près la Cour de cassation. Il succède ainsi à Pierre Bezio, décédé le 9 décembre à l'âge de soixante-huit ans. D'autre part, M. Claude Jorda, procureur général à Bordeaux, a été nommé procureur général à Paris.

Depuis la disparition de Pierre Bezio, le nom de M. Pierre Truche était cité avec insistance pour les fonctions de procureur général près la Cour de cassation, mais les discussions se poursuivaient en raison de l'importance de cette nomination : il s'agit de désigner le plus haut magistrat du parquet qui représente le ministère public auprès de la Haute Cour de justice.

Le vote par l'Assemblée nationale de la mise en accusation de M. Laurent Fabius, de M. Edmond Hervé et de M. Georgina Dufoix dans l'affaire du sang contaminé imposait cependant une décision rapide. L'ordonnance de 1959 qui régit le fonctionnement de la Haute Cour dispose en effet que le président du Sénat doit communiquer « sans délai » la résolution au procureur général près la Cour de cassation afin qu'il puisse la notifier au président de la Commission d'instruction de la Haute Cour. Dans l'attente de la nomination du nouveau procureur général, la procédure était donc momentanément retardée.

L'absence de procureur général bloquait en outre quarante-cinq nominations de procureurs et de

substitués : depuis le 16 octobre, en vertu des nouvelles dispositions contenues dans le statut de la magistrature, toutes les nominations du parquet, à l'exception des emplois de procureurs généraux, doivent être examinées par la commission consultative du parquet, qui est présidée par le procureur général près la Cour de cassation.

« La liberté de conscience »

M. Truche, qui a adhéré au Syndicat de la magistrature à sa fondation, en 1968, est un magistrat dont les qualités sont louées y compris par ses adversaires. Son dynamisme avait été remarqué dès son passage au parquet de Lyon, où il avait notamment eu la charge de requérir dans le procès de l'incendie du « 5-7 », en 1972, et dans l'affaire des fausses factures de Lyon, en 1974. Son nom restera cependant attaché au procès de Klaus Barbie. M. Truche, qui avait suivi toute l'instruction en tant que procureur général, a occupé le siège du ministère public lors du procès contre l'ancien nazis, en 1980. Deux ans auparavant, il s'était fermement opposé à la chambre criminelle de la Cour de cassation parce qu'elle avait inclus les résistants et non plus seulement les populations civiles dans sa définition du crime contre l'humanité. « En voulant réprimer comme crimes contre l'humanité tous les actes inhumains, lui louable, la Cour de cassation a été amenée à faire un catalogue dans l'horreur », soulignait-il alors.

M. Truche, qui s'est engagé en faveur du développement des peines de substitution et de la médiation pénale, a également été l'un des artisans du rapport de la commission « Justice pénale et droits de l'homme » présidée par M. Mireille

Delmas-Marty. Instituée en 1988 par M. Pierre Arpaillange, cette commission avait dessiné une architecture procédurale novatrice qui dénonçait le cumul, dans les mains du juge d'instruction, des fonctions d'enquête et des fonctions judiciaires. A cette occasion, le procureur général de la cour d'appel de Paris avait signé un texte qui préconisait une réforme du statut du parquet : dans son chapitre sur le ministère public, le rapport affirmait en effet vouloir substituer à « l'obligation de conformisme » des magistrats du parquet une véritable « liberté de conscience ».

ANNE CHEMIN

(Né le 16 février 1938 à Bône (Algérie), M. Claude Jorda, procureur général près la cour d'appel de Bordeaux, succède à M. Pierre Truche au poste de procureur général près la cour d'appel de Paris. Nommé magistrat à l'administration centrale du ministère de la justice en 1976, puis directeur adjoint de l'ENM, chargé de la direction des stages, en 1978. Nommé en mai 1979 vice-président du tribunal de grande instance de Paris, en service délégué de M. Jorda, devient le 12 janvier 1982 directeur des services judiciaires au ministère de la justice, avant d'exercer, à partir du 24 septembre 1988, les fonctions de procureur général à Bordeaux.)

La polémique après le procès des accusés du meurtre de Céline Jourd'

M. Michel Vanzelle souhaite des explications sur l'attitude du procureur Weisbach

Dans un communiqué diffusé mercredi 23 décembre, le ministre de la justice, M. Michel Vanzelle, a annoncé qu'il avait demandé au procureur général de Lyon de recueillir les explications de M. Paul Weisbach sur le contenu de ses propos dans le dernier numéro de l'hebdomadaire VSD, publiés par une série d'articles sur le procès de Grenoble jugeant les accusés du meurtre de Céline Jourd'. Procureur de la République de Digne à l'époque des faits, M. Weisbach avait personnellement dirigé l'enquête menée à La Motte-du-Caire, en faisant notamment réaliser une reconstitution filmée pendant la garde à vue après les « aveux » de Rieck. Procureur de ce titre qu'il avait été longuement interrogé, au début de l'audience de la cour d'assises de l'Isère.

Selon l'entretien téléphonique publié par VSD, M. Weisbach reste convaincu de la culpabilité de Roman et accuse l'avocat général, Michel Legendre, de « forfaiture », lui reprochant d'être « passé à l'ennemi » en demandant son acquittement. « C'est un collage », ajoute notamment le magistrat, en estimant qu'il a été « piégé » et « trahi » par l'avocat général.

M. Paul Weisbach devait toutefois démentir des propos qui lui sont « démentis » par l'hebdomadaire. M. André Soulier, chargé de défendre ses intérêts, souligne l'« indignation » de son client, qui « n'est pas un homme qui se laisse piéger ». C'est un collage, ajoute notamment le magistrat, en estimant qu'il a été « piégé » et « trahi » par l'avocat général.

Le gouvernement, estime le chef du gouvernement, dispose de deux méthodes d'intervention : l'une est la prévention, la médecine, la lutte contre le sida, l'aide aux toxicomanes, elle est mise en œuvre par le ministère de la santé ; l'autre est la répression, elle est mise en œuvre, souligne-t-on, avec beaucoup de travail et de volonté, par le ministère de l'intérieur. A Matignon, on estime en effet que le rapport Broussard sur la lutte contre la drogue (le Monde des 23 et 24 décembre), A Matignon, on estime qu'il n'y a pas de conflit entre M. Kouchner et M. Quilès sur l'action à conduire pour lutter contre la drogue.

Le gouvernement, estime le chef du gouvernement, dispose de deux méthodes d'intervention : l'une est la prévention, la médecine, la lutte contre le sida, l'aide aux toxicomanes, elle est mise en œuvre par le ministère de la santé ; l'autre est la répression, elle est mise en œuvre, souligne-t-on, avec beaucoup de travail et de volonté, par le ministère de l'intérieur. A Matignon, on estime en effet que le rapport Broussard sur la lutte contre la drogue (le Monde des 23 et 24 décembre), A Matignon, on estime qu'il n'y a pas de conflit entre M. Kouchner et M. Quilès sur l'action à conduire pour lutter contre la drogue.

Le ministre de l'intérieur avait tenu, en d'autres termes, un discours similaire à celui du ministre de la santé. Lors de l'inauguration d'un bureau de police à Chambéry-le-Haut (Savoie), le 23 décembre, M. Quilès avait affirmé que M. Kouchner et lui-même étaient « en phase ». « Il s'agit de la santé des toxicomanes et de leur réinsertion, je m'occupe de la dissuasion et de la répression », avait-il déclaré.

On confirmait par ailleurs, jeudi 24 décembre, au cabinet du ministre de la santé, qu'il y avait bien eu, mardi 23 décembre, un « échange de correspondances » sous la forme d'une lettre envoyée par M. Kouchner au premier ministre et à M. Quilès, mais on ajoutait que, « mesure par mesure, il n'y a pas de divergence » entre les plans d'action des deux ministères. Aucune demande d'arbitrage n'a donc été envoyée à Matignon, nous a-t-on précisé.

Seul un sondage réalisé par la SOFRES pour le compte du ministère de l'intérieur (1) les 22 et 23 décembre, alors que la polémique battait son plein, 78 % des Français se déclaraient favorables au maintien de l'interdiction totale de la vente et de la consommation de drogues, y compris du haschisch, ainsi qu'au renforcement de la lutte contre leur usage. Si 17 % des personnes interrogées se prononçaient pour l'autorisation de la consommation de haschisch et, dans le même temps, pour le maintien de l'interdiction totale des drogues dures, 19 % souhaitaient en revanche voir lever l'interdiction sur la vente, afin de supprimer le trafic. 78 % des personnes interrogées approuvaient « tout à fait » (51 %) ou « plutôt » (27 %) le choix de placer la lutte contre la drogue au premier rang des priorités policières, 9 % le désapprouvaient « plutôt » et 7 % « tout à fait ».

(1) Réalisé les 22 et 23 décembre, sur un échantillon national de huit cents personnes âgées de dix-huit ans et plus, selon la méthode des quotas.

Le représentant du ministère public à la Haute Cour

Le parquet est « indivisible », mais le rôle du procureur général près la Cour de cassation est très particulier. La principale fonction des procureurs près les tribunaux et procureurs généraux près les cours d'appel est d'exercer l'action publique et, dans cette mission, ils sont hiérarchiquement soumis au ministère de la justice.

La situation est très différente pour le procureur général près la Cour de cassation, qui n'est jamais chargé d'engager les poursuites. Il est donc plus proche des magistrats du siège de la Cour de cassation dans la mesure où il a le même souci de contrôle de la légalité des décisions soumises à la censure de la Cour dans une procédure où, sauf quelques cas particuliers, il n'est pas l'auteur du pouvoir. Ainsi, à l'audience, il donne librement son opinion sous forme de « conclusion » car il est réputé

totallement indépendant du ministère de la justice, et la tradition lui permet d'assister aux délibérations.

Bien qu'il soit au grade le plus élevé du parquet, le procureur général près la Cour de cassation n'a pas autorité sur les procureurs généraux placés auprès des cours d'appel, mais il régit sur le parquet de la haute juridiction, qui est composé de vingt et un avocats généraux et de représentants dans les différents chambres. Il préside également la commission de discipline des magistrats du parquet. Enfin, s'il n'a pas pour mission d'engager des poursuites, le procureur général près la Cour de cassation peut exceptionnellement être amené à soutenir l'accusation lorsqu'il représente le ministère public devant la Haute Cour de justice.

M. P.

EN BREF

La catastrophe de Furiani : l'auteur présumé d'un détournement de fonds est écroué. — Soupçonné d'avoir détourné une partie des sommes destinées à l'Association d'aide aux victimes de la catastrophe du stade de Furiani, qui avait fait 15 morts et 1 650 blessés le 5 mai, Christian Habran, âgé de vingt-quatre ans, a été inculpé de détournement de fonds, mercredi 23 décembre à Bastia (Haute-Corse), et écroué. Bénévoles de cette association, Christian Habran aurait détourné des chèques pour les verser sur les comptes d'amis de membres de sa famille. Le montant de l'escroquerie atteindrait près de 1 million de francs. La concubine et la mère du jeune homme avaient été inculpées de complicité d'escroquerie, le 22 décembre, et laissées en liberté sous contrôle judiciaire.

Interpellation de trois adolescents après l'incendie du lycée Robert-Schuman de Colombes. — Après l'incendie du lycée Robert-Schuman, à

Colombes (Hauts-de-Seine), le 1^{er} décembre (le Monde du 4 décembre), trois adolescents interpellés le lundi 21 décembre par la police judiciaire ont été défilés, le 23 décembre, au parquet du tribunal de Nanterre. L'un d'eux, âgé de dix-huit ans, aurait agi pour se venger de ne pas avoir été admis dans l'établissement. Ils ont été inculpés d'avoir pénétré dans le lycée en compagnie d'un complice, âgé de dix-neuf ans, et d'avoir allumé deux foyers à l'aide d'acétylène. Le troisième adolescent interpellé est soupçonné d'avoir mis sa voiture à la disposition des deux autres.

L'humoriste Pierre Palmade inculpé dans une affaire de drogue. — L'humoriste Pierre Palmade a été inculpé, mardi 22 décembre, d'infraction à la législation sur les stupéfiants par M. Sabine Foulon, juge d'instruction au tribunal de Paris. Il a été laissé en liberté. Cette inculpation fait suite à celle de cinq autres per-

sonnes, le 28 novembre. Gérard Stoltz, soupçonné d'être un fournisseur de cocaïne dans les milieux du show-business parisien, et quatre consommateurs-revendeurs avaient été inculpés et placés sous mandat de dépôt par le juge d'instruction.

RUGBY : mort de l'ancien international bégais André Moga. — André Moga est mort à soixante et onze ans, mercredi 23 décembre à Bordeaux, des suites d'une hépatite. Président du club de Bègles-Bordeaux depuis 1958, André Moga était l'un des grandes figures du rugby français d'après-guerre. Il avait signé, en 1937, sa première licence à Bègles, avec qui il a remporté la Coupe de France en 1949. Sélectionné dans le Quinze de France entre 1946 et 1949, André Moga a été membre du comité directeur de la Fédération française de rugby de 1966 à 1991 et vice-président jusqu'au départ de son président, Albert Ferrasse, en 1991.

CULTURE

CINÉMA

La danse de l'indépendance

Le récit faussement mélodramatique de la vie d'une comédienne indienne servi par une réalisation flamboyante



Les codes et poncifs des productions musicales indiennes détournés dans un film dénonciateur.

BHUMIKA
de Shyam Benegal

A moins d'être voyageur, ou d'avoir fréquenté jadis quelques salles spécialisées, on ne sait pratiquement rien du cinéma indien - sinon qu'il reste, en quantité de films produits et en nombre de spectateurs, l'un des premiers au monde. Intellectuel bengali, Satyajit Ray a réalisé des chefs-d'œuvre, mais fort peu représentatifs du cinéma du sous-continent. La laborieuse découverte, en France, d'un autre géant du Bengale, Ritwik Ghatak (*Stilette cachée*, *Suvarnashakti*) ne comble guère cette lacune, tant la « griffe » de l'auteur, ici aussi, singularise les films. D'où le premier mérite de *Bhumi*, feuille sur ce territoire gigantesque et méconnu.

Le film (dont le titre signifie *le Rôle*, mais le distributeur a préféré le sobriquet du mot étranger à la simplicité), s'il raconte la vie d'une actrice de cinéma et constitue donc à double titre un témoignage sur les mœurs à Bombay, s'ouvre sur de bien plus vastes perspectives. Des années 40 aux années

70, c'est une histoire de l'Inde qui prend forme peu à peu, dans un tourbillon de changements d'époques, de couleurs et de musiques, extraordinairement maîtrisés par un grand cinéaste, auteur de quinze films de fiction (ainsi que de documentaires et de séries télévisées) depuis 1974, mais jusqu'à présent jamais diffusés dans nos contrées.

Machines de guerre contre la morale conformiste

Tandis que, de loin en loin, la radio répand les informations qui permettent de saisir les événements dans le temps, les tribulations de la vedette de l'écran (interprétée par Smriti Patil, éblouissante) conviennent ainsi une entraînante kyrielle de personnages. Ça chante et ça danse, ça pleure et ça sourit et séduit et s'étonne, c'est la grande revue de détail des travers de la société indienne. Le paradoxe du comédien (de la comédienne) permet de disséquer les oppressions, les hypocrisies et les renoncements.

Dénonçant le système des castes, le poids de la famille, l'exploitation des femmes, le cynisme politique, la puissance de l'argent

s'ajoutant aux sujétions traditionnelles, le cinéaste montre et raconte « de l'intérieur ». Faisant mine de jouer le jeu des films populaires en hindi, Benegal s'empare des codes et poncifs du médium, pour en faire des machines de guerre contre la morale conformiste ordinairement véhiculée par ces productions sentimentales, musicales et baroques.

Au fil d'un récit complexe, et pourtant toujours limpide, Shyam Benegal filme avec une tendresse sensuelle son héroïne, mais multiplie les portraits de genre, avec de bonnes doses de virtuosité, réservées aux différentes figures de mœurs. Virtuose chorégraphique des images et des sons, il harmonise les séquences mélancoliques, humoristiques et polémiques sans jamais perdre l'élan. *Bhumi* jongle si bien avec les colorations de la pellicule, les tonalités musicales et les styles cinématographiques qu'il devient, à travers ce combat pour la liberté, bien plus qu'un portrait de femme, l'image riche et profonde d'un monde.

JEAN-MICHEL FRODON

La nuit des monstres

LE SOUPER
d'Edouard Molinaro

Au cours de la nuit du 6 juillet 1815, alors que Napoléon est en fuite et que les troupes anglaises, prussiennes et russes occupent Paris, Talleyrand, rentré en cachette dans son palais, y reçoit, pour un souper fin, un autre homme politique aussi compromis que lui au regard de Louis XVIII : le républicain Fouché. Ils ont besoin l'un de l'autre pour assurer leur avenir dans le changement qui est en train de bouleverser la France.

Voilà donc la pièce de Jean-Claude Brisville devenue film. Ce qui s'est dit, cette nuit-là, entre les deux monstres obligés de conclure une alliance, il l'a inventé. Claude Rich (Talleyrand) et Claude Brasseur (Fouché) ont joué des centaines de fois le duel de l'aristocrate et du plébéien. A quelques scènes de rues près, quelques allées et venues de valets, tout, sur l'écran, se passe à huis clos. Edouard Molinaro n'a eu qu'à indiquer l'atmosphère orageuse de ce Paris en désordre, où la foule gronde sans se révolter, pour mieux refermer cet espace.

Dans le magnétique décor d'un palais d'époque, le jeu verbal entre le diplomate tortueux et l'ancien révolutionnaire devenu super-flic, recommence, mais fixé une fois pour toutes sur la pellicule.

Plans d'ensemble, contre-champs, gros plans, mouvements d'appareil millimétrés, c'est de la mise en scène psychologique à la française, parti-pris qui évite ainsi le « théâtre filmé », et dissèque une conversation tenue dans l'intimité. L'interprétation s'en trouve donc modifiée, plus feutrée malgré les coups de gueule de Fouché, plus machiavélique aussi. Pour les deux Claude, c'est une autre performance.

JACQUES SICLIER

Les mégères ensorcelées

Pavé des meilleures intentions dénonciatrices, un enfer de bêtise informatisée

LA MORT VOUS VA SI BIEN
de Robert Zemeckis

Robert Zemeckis n'est pas seulement un réalisateur à succès (*Retour vers le futur I et II*, *III*, *Roger Rabbit*...) de l'équipe Spielberg. C'est aussi un garçon intelligent. Lorsqu'il déploie son savoir-faire, il y a toujours anguille « signifiante » sous la montagne de dollars mobilisés. Mais une bonne idée de film ne fait pas toujours, et même pas souvent, un bon film.

Voici donc, dans un décor de manoirs californiens d'un mauvais goût confirmé, un chirurgien esthétique (Bruce Willis), trotté entre son épouse ex-star de comédies musicales, harpie terrorisée par le vieillissement (Meryl Streep), et son ancienne fiancée rendue folle de haine après avoir été abandonnée (Goldie Hawn). Lorsqu'une pythionne kitch (Isabella Rossellini) fournit aux deux femmes une potion magique qui rend leur anatomie indestructible, la voie est ouverte aux tritages et malaxages des corps, perforés à coup de fusil à pompe, démantibulés suite à une chute dans l'escalier, puis reconstitués avec quelques variantes mi-horifiques, mi-drolatiques par les vertus de l'image de synthèse. Le bonhomme Willis, pas faustien pour un clou, préférera l'ordinaire destin des mortels à cette éternité infernale (et d'ailleurs fallacieuse).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

ARTS

Tristesse de la chair

Suite de la première page

De style en style, des gravures sur bois et huiles sur toiles, Vallotton a exercé et justifié tout à la fois sa méchanceté, passant en revue genres et motifs afin de leur faire subir chaque fois l'épreuve du dessèchement et de la glaciation.

Sans doute peut-on définir son œuvre selon la chronologie, de la période des années 90 au néo-classicisme des années 1900 et à l'éclectisme strident des dernières années - il meurt à soixante ans, en 1925. Sans doute convient-il de dire que Vallotton a été l'une des figures essentielles du cercle Matisson, où il côtoie Bonnard et Gertrude et Leo Stein. Elle décrit la métamorphose de Lausanne en grand bourgeois parisien marié à la fille d'Alexandre Bernheim, grand marchand de tableaux, et signale ses dépressions nerveuses. Elle finit par être sur une citation tirée de son *Journal*, à la date du 22 décembre 1921 : « La vie est une fumée, on se débat, on s'illusionne, on s'accroche à des fantômes qui cèdent sous la main, et la mort est là. » Deux ans après sa mort parut un roman inédit de Vallotton, qui a pour titre *La Vie neuristique*.

Cadavres momifiés et hercules de foire

Son art est à la mesure de ce désespoir sans répit. Il n'aspire ni à l'originalité des sujets ni à la grâce. Il passe en revue les genres habituels, peinture mythologique, peinture de genre, nu, portrait, paysage, nature morte, les examinant méthodiquement et, très vite, les met à mal. Il tue la peinture, il tue le motif. Ainsi des nus féminins. Vallotton, quand il se consacre au thème, se sait le contemporain de Renoir et de Cézanne, de Bonnard et de Matisse. Il ne néglige pas leurs œuvres, il les prend à rebours, il les tourne en dérision. *La Femme blonde aux mandarines* serait de Renoir, si blonde, si opulente, les yeux si inviteurs, ne serait le dessin qui fait saillir ses rotules et le tour-de-cou de ses flancs, ne serait le rouge sanglant de sa robe, et de cette nymphée soufflée allonge ses charmes trop épais. *Le Sommeil* parodie Matisse, jusque dans la pose déhanchée, les ombres vertes, les bleus et les rouges des coussins. Du *Nu bleu* du fauve ne demeure qu'un moule farci et désoyé, assez semblable aux cadavres momifiés de Pompéi.

Les hommes ne sont pas mieux traités, hercules de foire moustachus, l'air avantageux, les bras croisés afin de gonfler leur peu de biceps. *Persée tuant le dragon*, un crocodile en vérité, à tout de l'habileté bellâtre dans son dos, pendant qu'il empale le monstre. Andromède fait la moue. En matière de mythologie, Vallotton se montre, il est vrai, d'un irrespect épouvantable. A force de dessin plombé et de négligence, il obsède des images coniques que chose comme du Bocklin burlesque et du Maurice Denis grimé, un symbolisme facie, délibérément facie, à l'opposé de la mode du temps.

Pourquoi cet acharnement ? Au nom du vrai. Les allégories mentales et les idéologies sont à être pris au sérieux. Les paysages idylliques trichent avec la nature, les portraits embellis et les mélodrames sentimentaux avec la vérité.

CORRESPONDANCE

Les prétendus dessins de Van Gogh

A la suite de la publication, dans le Monde du 23 décembre, de la lettre de M^{me} Françoise Cachin, conservatrice du Musée d'Orsay, M. Benoît Landaui, qui est « l'intermédiaire » lui ayant présenté les dessins de Van Gogh, nous écrit :

Je suis surpris que l'avis informel que j'avais sollicité soit toujours d'actualité public, sous une forme lui conférant valeur d'expertise. L'entretien, très bref, m'a été accordé en avril 1991, et non au cours de l'été 1990.

De plus, M^{me} Cachin ne m'a pas conseillé de montrer les dessins à Amsterdam : comme je n'en ai pas fait mystère, c'est M. Van Cromp, conservateur du musée Van Gogh, qui m'avait antérieurement conseillé de présenter les dessins à d'autres experts, dont ceux du Musée d'Orsay ; il avait cité le nom de M^{me} Cachin.

des passions. Le peintre n'a qu'un devoir : en revenir obstinément à l'exactitude. Une gouache dénommée *Colloque sentimental* se révèle scène d'adultère bourgeois. Dans le *Mensonge*, deux amants s'embrassent ardemment.

Les portraits sont du même ordre, si roides que l'on a peine à croire que les modèles s'en soient satisfaits. Il y a du Cranach ou du Holbein dans le Vallotton qui voit en Vuillard une femme triste et fait de Verlaque une tête de soudard sournois. Sur les volumes d'os et de chair, la lumière dépose des reflets saillants. Ombres crépusculaires, bouches serrées, regards immobiles : ces bustes semblent des statues de pierre polychromes. Les meilleurs, celui de Gertrude Stein en jupe lactaire ou l'*Autoportrait à la robe de chambre* de 1914, imposent jusqu'à la gêne la présence du modèle silencieux et méditant. Il regarde le peintre, qui le regarde, et leurs yeux n'ont à se confier que la vanité de toute confiance. Sur l'*Incommunicabilité*, Vallotton apprend plus que bien des traités de psychanalyse.

Dans ses œuvres, l'œil cherche en vain celle qui l'accueillerait de bonne grâce, celle qu'il pourrait contempler sans crainte d'être dément et de découvrir une ruse ou un piège. Dans les paysages ? Quelques-uns, les *Colchiques*, les vues prises à proximité d'Arques-la-Bataille, préalthusiens, d'une cou-

leur plus harmonieuse qu'à l'ordinaire, d'une touche moins plate et sèche, appellent la défection. Ils ne sont guère nombreux, car Vallotton pratique essentiellement la dénonciation du chromo de convention, coucher de soleil photographique, marine lyrique ou tempête émouvante. Dans les natures mortes ? Mais que sont-elles, sinon des Cézanne glacés par un éternel hiver ?

Rien à faire, rien à espérer, ni réconfort ni faiblesse. Contre les tentations de la beauté et du désir, contre le plaisir d'un nu voluptueux et d'un paysage séduisant, il résiste. Nouveau saint Antoine, il maintient l'exigence de la vérité et du dégoût contre toutes les modes et l'envie de se leurrer un moment, l'envie de croire que les corps peuvent échapper au temps et les visages ne pas devenir leur caricature. Telle est son impitoyable grandeur, qui finit par inspirer un sentiment assez proche de l'effroi.

PHILIPPE DAGEN

► Musée cantonal des beaux-arts, place de la Riponne, 1201 Sarnen, tél. : 021-312-83-32. Jusqu'au 31 janvier. Le catalogue de l'exposition (340 pages, 495 F) est publié et diffusé en France par Flammarion. Il constitue l'ouvrage le plus complet et le plus précis actuellement disponible sur l'œuvre et la vie de Vallotton.

Cette rétrospective a été présentée auparavant à New-Haven, Houston, Indianapolis et Amsterdam. Elle ne sera pas présentée en France, où Vallotton a accompli la totalité de sa carrière et où il s'était fait naturaliser en 1900...

Nouveau statut pour le Louvre

M. Michel Laclotte nommé président de l'établissement public

Le *Journal officiel* a publié mercredi 23 décembre, un décret modifiant le statut du Louvre qui devient « établissement public national à caractère administratif, placé sous tutelle du ministre chargé de la culture ». Le Louvre est le premier établissement de la direction des Musées de France doté de ce cadre juridique qui doit lui permettre une plus grande autonomie de gestion. Son président est nommé par décret, sur proposition du ministre chargé de la culture, pour une durée de trois ans renouvelable. Le décret précise, en outre, que le président doit être choisi parmi les membres des corps des conservateurs généraux ou des conservateurs du patrimoine et que l'établissement public est tenu

de « verser trimestriellement à la Réunion des musées nationaux 45 % du produit des droits d'entrée dans les collections permanentes ».

Directeur du Louvre, depuis octobre 1987, M. Michel Laclotte a été nommé, le même jour, premier président du nouvel établissement public, lors du conseil des ministres. Agé de soixante-trois ans, M. Laclotte a fait la plus grande partie de sa carrière au Louvre où il a été conservateur en chef du département des peintures de 1966 à 1987. Il prépare actuellement une exposition sur le siècle de Titien qui sera présentée, au Grand Palais, à partir de la fin du mois de février 1993.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 45.63.12.66 - FAX : 45.63.89.01
MINITEL 3615 Code A37, puis OSP

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 7 JANVIER 1993, à 9 h 30.
APPARTEMENT à FRESNES (94)
32 à 82, av. de la Division-Lekort, av. Edouard-Herriot, sans numéro, et 16, rue Henri-Barbusse, de 4 pièces principales au 3^e niveau, porte 2, escalier W, palier A - DÉBARRAS - SÉCHOIR au sous-sol.
MISE A PRIX : 121 000 F
S'adresser à M^{me} HERSKOVICH, avocat à CRÉTEIL (94000), 32, rue des Miroirs, 45-65-00 ; M^{me} MAGLO, avocat à CRÉTEIL (94000), 4, allée de la Toison-d'Or, tél. : 49-80-01-85 ; M^{me} TACNET, avocat à CHAMPIGNY-SUR-MARNE, 20, rue Jean-Jaurès, tél. : 47-06-94-22.

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 7 JANVIER 1993, à 9 h 30.
MAISON DE RAPPORT
élevée sur caves, d'un rez-de-chaussée et de 3 étages avec combles sur TERRAIN DE 1 698 m².
LE PERREUX-SUR-MARNE (94)
17, avenue du Président-Roosevelt et rue de la Marchandise, sans numéro.
MISE A PRIX : 4 191 000 F
S'adresser à M^{me} KAUFMAN, avocat au barreau du Val-de-Marne, 57, avenue Jean-Jaurès, 94110 ARCUEIL, tél. : 46-57-05-50 ; M^{me} CHATEL SVARTMAN, avocat au barreau du Val-de-Marne, 6, boulevard de la Liberté, 94170 LE PERREUX-SUR-MARNE, tél. : 43-24-29-57.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 7 JANVIER 1993, à 14 h, EN UN LOT, dans un immeuble, un
APPARTEMENT de 3 pièces principales
à PARIS-17^e, 37 et 39, avenue de Clichy
et 2, rue Leclapartelle
(3 p.p. + cuisine, salle de bain) - Cave au 2^e sous-sol
Mise à prix : 1 000 000 de francs
S'adresser, pour tous renseignements : à M^{me} COP COURTIAULT, LECOCQ, RUBEAU-DUMAS, avocats à PARIS-16^e, 17, avenue de Lamballe, tél. : 45-24-46-40 ; à tous avocats près le tribunal de grande instance de PARIS, et sur les lieux pour visiter en s'adressant à l'avocat.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 7 JANVIER 1993, à 14 h 30, en un lot
UN APPARTEMENT au 9^e étage
compréant : entrée, bain, W.C., cuisine, chambre, séjour
à PARIS-19^e, 95 bis, rue Manin
Mise à prix : 844 800 F
S'adresser à M^{me} DEVOS-CAMPY, avocat à la Cour, 57, av. de Suffren, à PARIS 7^e - Tél. : 45-67-99-84 (après 18 h à 12 h) - M^{me} CAROLINE DE LILLE-MONTMARCHÉ, avocat, Tél. : 42-78-94-60.

La citrouille

Le Monde DES LIVRES

Marcher vers la sagesse

Pour Marc Aurèle, comme pour Marcel Conche
dix-huit siècles plus tard, le savoir philosophique n'est pas une fin mais un moyen de vivre

LA CITADELLE INTÉRIEURE
Introduction aux « Pensées »
de Marc Aurèle
de Pierre Hadot.
Fayard, 386 p., 150 F.

VIVRE ET PHILOSOPHER
Réponses aux questions
de Lucile Laveggi
de Marcel Conche.
PUF, 232 p., 143 F.

« Laisse là les livres. Ne te laisse plus distraire, cela ne t'est plus permis. » Cette phrase des *Pensées* de Marc Aurèle est énigmatique. Pourquoi un philosophe devrait-il abandonner les livres ? De quoi leur lecture peut-elle le détourner ? Qu'a-t-il à faire de mieux, de plus urgent, de plus vital peut-être, que d'aller d'œuvre en œuvre, en méditant et en annotant ?

Qu'on n'aïlle pas dire que c'était il y a plus de mille huit cents ans, et qu'un empereur romain, même philosophe, quand il est sur les bords du Danube, au milieu des légions, engagé dans une interminable campagne militaire, a mieux à faire qu'à flâner dans sa bibliothèque. Car ce n'est pas le commandement des armées, ni le souci de colmater les brèches de l'Empire, ni le projet de consolider les frontières qui l'éloignent des livres et lui interdit d'y butiner.

C'est la vie philosophique elle-même qui lui impose de délaisser ses lectures. Il faut éclaircir cette énigme. Pierre Hadot explique pourquoi être philosophe, pour un homme de l'Antiquité, ne signifie pas d'abord, ni nécessairement, composer des ouvrages théoriques. C'est avant tout s'efforcer à gouverner son existence, heure par heure et jour par jour, conformément à la raison. Chef d'État ou simple citoyen, pauvre ou riche, celui qui a décidé de mener une vie de philosophe s'emploie continuellement à régler l'ordre de ses pensées, de ses desirs et de ses décisions selon les quelques principes simples de l'école à laquelle il a choisi d'appartenir.

Qu'il soit stoïcien, épicurien, cynique ou autre, son but n'est donc pas de devenir un auteur, encore moins de se distinguer par une œuvre originale ou une théorie singulière. Il cherche obstinément à se conduire d'après ce que notre



raison peut savoir de la nature, humaine comme divine, de nos devoirs et de nos besoins, de nos capacités et de nos limites, de nos certitudes et de nos illusions.

Pourquoi, dès lors, le stoïcien Marc Aurèle écrit-il ? Et pour quel motif le texte de ses *Pensées*, destiné à lui seul et non pas à la publication, est-il parcouru de formules si frappantes et si bien frappées ? Par exemple : « Hier un peu de gloire, demain, mort ou cendres », ou encore : « Et tout ce dont on fait tant de cas dans la vie, vide ou pourriture, mesquinerie : de petits chiens qui s'entre-mordent, gamins qui se querellent, qui rient et se mettent à pleurer. » Serait-ce que l'empereur, rangeant ses livres, sentait la mort approcher, simplement s'adonne au solitaire bonheur d'écrire ?

Nullement. Marc Aurèle n'écrit ni par plaisir, ni par goût de la littérature. Il ne tient pas un journal intime, ni même un

éphéméride arbitraire de sa vie spirituelle. Son travail d'écriture est un exercice spirituel réglé (1), qui vise un objectif rigoureusement délimité : se redire les principes de la vie philosophique selon les stoïciens, les graver de nouveau en soi à chaque moment, les reformuler incessamment avec netteté – contre la dispersion des jours, la fluctuation des sentiments, le jeu trop humain des lassitudes et des insuffisances.

Pierre Hadot analyse avec une grande précision les trois disciplines convergentes qui ordonnent le texte, apparemment décousu, de Marc Aurèle. Régissant respectivement le jugement, le désir et l'action, ces disciplines éclairent le sens et la portée de l'exercice spirituel que pratique, en écrivant, celui qui marche au jour le jour vers la sagesse, comme on chemine vers l'horizon, inaccessible évidemment. Introduction magistrale à la lecture des *Pensées*, la *Citadelle intérieure*

peut aussi se lire comme une étude sur le stoïcisme antique, qui définit pour finir les traits d'un stoïcisme « universel ». Trois convictions principales peuvent le caractériser : celle d'appartenir à un Tout cosmique dont chaque élément est solidaire des autres, celle d'être libre, invulnérable et serein, ayant compris que seule compte la pureté de la conscience morale, celle enfin de reconnaître à toute personne humaine une valeur absolue.

Marcel Conche serait-il stoïcien ? On pourrait le croire. Pas seulement parce que les *Pensées* de Marc Aurèle figurent déjà parmi les classiques Hatier qu'il s'achète seul, avant guerre, avec l'argent de sa première communion. Quand ce fils de paysan pauvre de Corrèze, aujourd'hui professeur émérite à la Sorbonne, affirme que « pour être heureux, il suffit de croire l'être », quand il avoue que le malheur des autres est

aussi le sien, ou quand il soutient qu'existe une morale universelle, on serait tenté de le placer dans la lignée du stoïcisme. Ce serait toutefois aller vite en besogne, et faire bon marché de son scepticisme de fond et de son refus de croire que le monde ait un sens. Le « nihilisme ontologique » s'accompagne chez Marcel Conche tout ensemble de bonté, d'humour et de goût pour la subversion.

Ceux qui n'auraient pas encore découvert ce très libre esprit (dont l'*Orientation philosophique* (2) contient, comme il le dit ici, « beaucoup de dynamite intellectuelle, en dépit de ses airs prudents ») devraient commencer par suivre le parcours de *Vivre et philosopher*. Marcel Conche y répond, par écrit, à trente questions de Lucile Laveggi, abordant des thèmes aussi divers que le bonheur, la guerre du Golfe, l'illusion, le « nazisme » de Heidegger, la charité, etc. Ce qui frappe, dans les propos de cet homme dont toute la vie est dirigée par le désir de savoir et le plaisir de penser, c'est que la philosophie n'y est pas simplement affaire de textes, de références savantes et de vocabulaires techniques. Là aussi, si les livres importent, ce n'est pas comme fin, mais comme moyen de vivre, de frayer son chemin et d'y insister, aidant ainsi quelques autres à inventer le leur.

C'est pourquoi, même si le rapprochement peut sembler insolite, Marc Aurèle, tel que Pierre Hadot nous le restitue, et Marcel Conche, tel qu'il nous parle, ont quelque chose d'inactuel. A les lire, on se trouve comme en présence de quelqu'un qui vous espérerait moins perdu, moins seul, moins bête, moins veule – tellement il s'est lui-même efforcé à mieux faire l'humain. Cela aide. Inactuel, vraiment ?

Roger-Pol Droit

(1) Voir *Exercices spirituels et philosophie antique* de Pierre Hadot. Deuxième édition, Éditions augustiniennes. 1987 (« Le Monde des livres » du 12 juin 1987).

(2) Deuxième édition PUF, 1991 (« Le Monde des livres » du 15 février 1991).

La citrouille et le vieux képi

Le journal d'Hélios, peintre philosophe : comment comprendre une tête humaine, un cadre, une nature morte

JOURNAL D'UN PEINTRE
de Jean Hélios.
Texte établi et préfacé
par Anne Moeglin-Delecroix.
Éd. Maeght.
2 volumes sous coffret.
720 p., 170 ill., 800 F.

Pendant plus de cinquante ans, de 1929 à 1984, Jean Hélios a tenu son journal. Il a employé plus de deux cents carnets, où alternent, se complètent, s'entre-croisent et conversent entre eux dessins et phrases, croquis et courts textes. Œuvre écrite et œuvre peinte ne se séparent pas. Ils vont de pair, au même rythme. Ils ne se comprennent pas l'un sans l'autre et chacun prolonge l'autre par un moyen différent.

Ce que contiennent ces milliers de pages, condensées en deux tomes ? Ce que le journal d'un peintre ne peut manquer de raconter et tout ce qui fait le bonheur des biographes, le récit de l'exécution difficile des grands tableaux et comment l'artiste découvre qu'une autre peinture, celle à venir qu'il ignore, se forme sous celle du moment ; des anecdotes encore – peu, très peu, car Hélios ne cultive ni la médi-

sance d'atelier ni le ragot de galerie ; des confidences privées aussi, guère plus nombreuses que les historiettes ; et quelques plaintes retenues sur la dureté de l'époque, l'aveuglement et la lâcheté des marchands et de la critique, qui préfèrent les tableaux d'il y a dix ans – qu'ils ont enfin compris – à ceux de maintenant, qui déconcertent leurs yeux et effraient leurs systèmes.

Sur ces sujets, Hélios se montre sobre et précis à la façon d'un chroniqueur détaché. Sur l'histoire de l'abstraction de l'entre-deux-guerres, dont il fut l'un des jeunes héros, et sur ce qui suivit, son détachement loin du géométrisme, son refus de l'orthodoxie abstraite, son journal est d'une parfaite clarté. Il ne dissimule ni ses doutes de peintre tenté de rompre avec les règles qu'il s'est données, ni les réticences de ses amis, ni, pour finir, leur condamnation et leur gêne. Il devient alors le suspect, le traître, le renégat qu'il importe d'exclure des expositions, des musées et des journaux. De la fin de la guerre aux années 60, Hélios a payé cette audace et sa liberté d'un interminable isolement. En 1957 encore, il

constate qu'il ne lui est consenti que la place du « parent pauvre », « hanté par de grands esprits, maladroits à les joindre ».

Des « grands esprits » ? Les peintres qu'Hélios affronte quand il se résout à ne plus se satisfaire de tableaux qui ne soient qu'architectures de surfaces et tensions de lignes et de plans, sans motifs, sans objets. C'est l'essentiel du *Journal*, et ce qui fait de lui l'un de ces textes de l'art contemporain qu'il serait désormais scandaleux d'ignorer, au même titre que celui de Paul Klee : Hélios s'y dépeint réapprenant lentement, dans la douleur et le labeur, comment comprendre une tête humaine, un crâne, une nature morte et le paysage des rues parisiennes.

« A la pointe de l'esprit »

On écrit à dessein comprendre et non pas « représenter ». La « représentation » n'est pas une fin en soi. Il ne s'agit pas, plateaux, d'opposer une « figuration » à la mode de la « non-figuration », mais d'accéder par la peinture à l'intelligence du visible, c'est-à-dire de la réalité.

Pas besoin de sujets nobles et

d'allégories. Une citrouille et un vieux képi suffisent. Ainsi en septembre 1965 : « Dessiner ce vieux képi est aussi important que dessiner autre chose. Tout se joue sur lui. Traces d'homme et conflits d'espaces. Géométrie de sa construction et agencement de sa déchéance. Moi pauvre type qui pense, et le temps qui passe et se passera bientôt de moi. Tout ça se voit dans le képi, donc peut se dessiner globalement. Dessiner, c'est méditer sur la validité des choses et sur la visibilité de celles-ci. Sans égoïsme. En direct. Du bout des doigts. A la pointe de l'esprit. »

Voilà. Tout est dit. « A la pointe de l'esprit » : tel était Jean Hélios, indifférent aux considérations subalternes de l'époque et certain que la pensée peut glisser dans la couleur et la ligne. Sur son art, dont il a étudié savamment le passé et les abîmes, il avait des conceptions dignes de Cézanne et de Poussin et les a écrites simplement, sans forfanterie, sans la morgue du théoricien ni l'étroitesse de l'ignorant. Il n'avait pas d'esthétique, si l'on entend par là une doctrine et des certitudes, mais il avait une morale de la peinture, autrement dit, une philosophie,

et son siècle, le nôtre, ne lui a pas pardonné cette grandeur inactuelle. De son art, il exigeait qu'il suggère le présent tout entier, les événements politiques, les postures des femmes quand elles se déshabillent, les irisations des poissons sur un étal et le balancement des nuages au-dessus du Luxembourg. Il voulait qu'il fût complet, et non point restreint à l'exhibition fétichiste de ses procédés.

Ambition ? Oui. Ambition démesurée, d'autant plus admirable que plus démesurée. D'autant plus admirable qu'elle ne se dissimule ni les périls qui la menacent ni qu'il faut alors accepter les rivalités, les plus terribles rivalités, celles des maîtres. « En quelque chose », écrivait-il encore – Masaccio et Manet, Poussin et Picasso contiennent de peindre à travers moi, ce qui ne signifie pas que je les vaille. Je n'y prétends pas. Je crois seulement garder vivante une partie de leurs forces. Et peut-être est-ce cela dont on m'a tenu le plus rigueur au cours de ma carrière. »

Philippe Dagen

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le Noël de Chandler

En 1954, on avait quelque peu brusqué *The Long Goodbye* de Chandler pour le faire entrer dans les normes de la « Série noire ». Voici rétablies les digressions qui ajoutent beaucoup de charme au roman : les remarques sur Noël, les commentaires de Marlowe sur les blondes...

Page 10

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier

Les mystères du don

On se méfie des cadeaux, on les soupçonne de ne pas être gratuits, d'être empoisonnés. Les modernes croient-ils encore au Père Noël ? Jacques T. Godbout et Alain Caillé essaient d'éclaircir les mystères du don.

Page 11

THE LONG GOOD-BYE
de Raymond Chandler.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Henri Robillot
et Janine Hérisson,
Gallimard, 374 p., 115 F.

CELA s'appelait « l'in-terminable adieu » : *The Long Good-Bye*. Mais, en 1954, chez Gallimard, on eut la mauvaise idée de brusquer ces adieux et de raccourcir le sabbat roman de Raymond Chandler, afin de le faire entrer dans les normes de la « Série noire ». Il fallait satisfaire aux mystérieuses nécessités de l'édition. Et, dans sa version française, le livre fut intitulé *Sur un air de Nevada*, bien que Chandler jugât ce titre « ridicule ». En cette fin d'année, pour notre bonheur, *The Long Good-Bye* est réédité avec la centaine de pages que l'on avait retranchées. Et l'on a gardé, cette fois, le titre original. Il y a comme cela des remords dont les gens se libèrent longtemps après. Tout le monde s'en félicite, malgré le retard.

« Je suis né à Chicago, Illinois, il y a si longtemps de cela que je souhaiterais ne l'avoir jamais dit à personne », faisait savoir Raymond Chandler dans une lettre de novembre 1950. Il vieillissait, il avait soixante-deux ans, il se sentait fatigué, tandis que Philip Marlowe restait toujours jeune. C'est le privilège des personnages romanesques. D'où le tennement-ils ? Marlowe et les autres seraient bien aimables de nous révéler la recette. « J'écris quand cela me prend », affirmait Raymond Chandler. Il se moquait, en passant, de cette « littérature à message » qui rend « la formation à peu près aussi divertissante que l'horaire des chemins de fer ».

En vérité, il avait un emploi du temps assez précis. Il habitait alors La Jolla, un faubourg de San-Diego. Tous les

matins, il tapait à la machine le roman qu'il avait entrepris. Et le reste de la journée, il était requis par d'autres tâches, souvent domestiques. Il se reposait à l'heure du thé, avec Cissy, sa femme, et Juanita, sa secrétaire. Il écrivait *The Long Good-Bye*. Et ce livre lui donnait de la peine, car il y travaillait dans de mauvaises conditions. Tourmenté par la maladie chronique et le « déclin » de son épouse, il sentait sur lui « la main glacée du désespoir ». Mais cela ne l'empêchait pas de réfléchir sur « l'emploi des participes présents ».

Il tenait soigneusement les comptes de son roman : cinquante mille mots en décembre 1951, et quatre-vingt-douze mille en mai de l'année suivante. Il pensait, alors, que *The Long Good-Bye* était terminé, mais il apporta des retouches à son texte, après avoir reçu les critiques de ses agents littéraires, Carl Brandt et Bernice Baumgarten. « Je me suis occupé de cet étrange monde corrompu où nous vivons », leur avait-il annoncé le 14 mai 1952. Il avait ajouté que, dans ce monde, « un homme qui essaie d'être honnête passe pour sentimental ou cinglé ». Carl Brandt et Bernice Baumgarten jugèrent, précisément, que le cher Philip Marlowe devenait trop sentimental. Raymond Chandler leur répondit qu'il était lui-même assez « démodé » pour « aimer profondément » sa femme après « vingt-huit ans de mariage ». « Il se peut », disait-il, « que j'aie laissé l'émotion pénétrer ma vie d'une

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le Noël de Raymond Chandler



manière qui ne correspond pas aux nécessités du marché. » Sans doute avait-il encore la « gaieté » indispensable « pour survivre », mais lui en restait-il assez pour sa littérature ?

The Long Good-Bye était une aventure très embrouillée comme d'habitude. Là encore, sous le regard de Chandler, l'existence ressemblait à un complot. C'était une vilaine affaire dans laquelle on était embarqué malgré soi. Le nouveau du roman, c'était de dépeindre ou d'évoquer une amitié.

Naturellement, Raymond Chandler faisait apparaître les déceptions que ce sentiment entraîne presque toujours. Son détective se prenait d'affection pour un pauvre type, Terry Lennox. Et leur histoire se terminait dans l'amertume, sous l'effet des circonstances et de la faiblesse humaine : « Vous m'avez eu, Terry, avec un sourire, sous le nez, un geste de la main, quelques verres dans un bar discret. C'était charmant tant que ça durait. Salut, amigo. Je ne vous dirai pas adieu. Je l'ai fait quand ça avait un sens, quand

vous étiez au bout de votre rouleau et que je pensais ne pas vous revoir. »

C'était cela, *The Long Good-Bye* : des adieux qui deviennent inutiles et désolés. Le roman parut à Londres, en 1953 ; à Boston et à Paris, en 1954. Dans la version française, on avait supprimé divers passages qui ne semblaient pas nécessaires au développement de l'intrigue. La superfluité et le luxe, en quelque sorte. Je veux dire maintes réflexions de Chandler sur les mille choses de l'existence. On avait retiré, par exemple, ces remarques sur les fêtes de Noël et la vaine agitation qu'elles suscitent : « Les quotidiens avertissent les lecteurs qu'ils allaient au désastre s'ils ne faisaient pas leurs achats pour les fêtes, à l'avance. De toute façon, le désastre était inévitable. C'était toujours la même histoire. »

On n'avait pas jugé utile, non plus, de conserver les propos de Marlowe sur les blondes et l'inventaire qu'il faisait de cette catégorie féminine. Il distinguait notamment « la blonde pâle, très pâle », qui parlait « d'une voix étouffée », lisait l'*Enfer* de Dante ou se consacrait à l'étude du provençal, et la blonde (moins malade) qui séduisait des hommes très riches pour terminer sa carrière « dans une ville rose » du Cap-d'Armes... De même, on avait éliminé la description d'une journée ordinaire de Philip Marlowe et les questions qu'il se posait sur son existence de détective. « Ce qui incite un homme à

exercer ce métier, personne ne le sait trop », disait-il. Mais s'il continuait, c'était sans doute qu'il éprouvait encore de la curiosité pour l'espèce humaine et les citoyens de Californie.

MAINTENANT qu'elles sont rétablies, ces digressions ajoutent beaucoup de charme au livre. Et tant pis (ou tant mieux) si elles ralentissent l'action ! Dans une lettre de janvier 1952, Chandler avait évoqué le problème des « coupures ». Elles pouvaient améliorer les textes trop touffus, mais elles dénaturaient ce qu'il appelait la littérature « périphérique » : ces romans où les choses les plus importantes sont celles qui « se passent autour » et qui paraissent éloignées du sujet. Raymond Chandler citait Henry James et Marcel Proust parmi les écrivains de la « périphérie ». Lui-même aurait pu se ranger dans cette famille de romanciers. « On ne peut les amputer, affirmait-il, sans détruire tout l'effet de leurs livres. »

A propos, Raymond Chandler ne comprenait pas les gens qui se plaignent de la littérature. Les auteurs qui se mettent, en rechignant, à leur table de travail et dépeignent ensuite leurs souffrances ou leur chemin de croix. « L'écriture », disait-il, « c'est pour ça que vous vivez. Comment peut-on détester écrire ? (...) Comment peut-on détester la magie qui fait d'un paragraphe, d'une réplique, d'une phrase, d'une description, quelque chose qui entre dans le processus d'une nouvelle création ? » Même si ce roman lui donnait du mal, c'était Noël tous les matins pour « le gentleman de Californie » lorsqu'il se délassait de la pesanteur quotidienne et qu'il écrivait *The Long Good-Bye*.

★ La « Bibliothèque noire » réédite trois romans de Chandler : *Le Grand Sommeil*, *La Grande Fenêtre* et *Fais pas ta ressemblance* (préface de James Crumley, Gallimard, 650 p., 195 F.).

Le secret de Madame Solario

Churchill ? Sa femme ? Quelqu'un d'autre ? On ne sait toujours pas qui a écrit ce roman anglais anonyme.

MADAME SOLARIO

Traduit de l'anglais
par M^{me} R. Villoteau.
Préface de Marcel Brion.
Ed. 10/18, N° 1684
coll. « Domaine étranger », 506 p.

QUI A ÉCRIT MADAME SOLARIO ?

de Nata Minor.
Ed. A.-M. Métailié, 154 p., 70 F.

Madame Solario a été publié en 1956 à Londres. Sans nom d'auteur... Le roman se passe en septembre 1906, à Cadenabbia, au bord du lac de Côme : parmi les personnes en villégiature à l'hôtel Bellevue, il y a une belle jeune femme, aux yeux bleu-violet, avec une ombrelle blanche et des étoiles de diamant dans les cheveux et aux épaules. Elle est seule, sans femme de chambre, sans famille, sans passé, sans avenir, comme on suspens. Apparemment muet par une affable civilité, Natalia Solario intrigue et séduit, dans ces décors baignés par la voluptueuse lumière italienne : « Chacun semblait parler et sourire, il régnait une gaieté générale, on aurait presque dit une scène d'opéra. »

Le voyage de nocces de Sir Winston

Cependant, deux hommes subissent silencieusement sa « féminité triomphante » et « modeste » : à la fois, le bouillant comte Kovanski, qui a été son amant, et un noble italien, qui est son chevalier servant. « Dans l'atmosphère de serre chaude où se déroulait la vie mondaine de l'hôtel, les situations évoluaient avec une étonnante rapidité. Les occasions de se voir, de se parler, de réussir, d'échouer, de reprendre l'avantage, se multipliaient du matin au soir. Le moindre geste prenait de l'importance, à tel point que le choix d'un siège pouvait signifier une victoire ou un revers et qu'un bref aparté chan-

geait l'aspect de toute une demi-journée. »

Par la faute de Madame Solario dont le secret est peu à peu dévoilé, le malheur a déjà brisé ses proches : son frère, Eugene Harden, a tenté de tuer son amant, leur beau-père à tous deux, un riche Sud-Américain. Leur mère en est morte de jalousie, de honte et d'incompréhension. Et l'on devine que, malgré la fuite de Madame Solario, mal-

gré sa volonté de mettre années et continents entre elle et le drame, chacun de ses admirateurs, où qu'elle soit, quoi qu'elle fasse, sera totalement dévasté.

Fatalement, la venue imprévue de son frère, qu'elle n'a pas vu depuis douze ans, depuis le drame, va ruiner « ces gestes trop étudiés », « ces attitudes gracieuses », dont elle avait fait une « forme raffinée d'illusion évocatrice », ou « théâtre d'ombres », et

réveiller les anciens désirs insoumis... Un seul mot, jamais prononcé, jamais écrit, fait le lien entre les deux désastres : l'inceste.

Quand le livre fut traduit en français, en 1958, Marcel Brion, dans sa préface, évoquait un nouveau jeu de société pour lecteurs cultivés : deviner quel écrivain avait rédigé *Madame Solario*, avec un tel impressionnisme de sensations visuelles, psychologi-

ques, avec une telle sûreté dans la narration... Ce n'est pas autrement que commence le « roman » de Nata Minor, *Qui a écrit Madame Solario* ?

Entremêlée à une fiction racontant l'enquête littéraire d'une certaine Arsène d'Hoff, c'est surtout l'« histoire d'une intuition », celle de la psychanalyste, qui est à l'œuvre ici : avec cette double démonstration qui reprend en écho mineur les principaux éléments du charme spécifique de

Madame Solario, Nata Minor émet l'hypothèse que Winston Spencer Churchill lui-même pourrait bien être l'auteur du roman.

Ce qui est vraiment troublant : car Churchill a effectivement séjourné sur les rives du lac de Côme lors de son voyage de nocces en 1906, et aussi trente-sept ans plus tard, alors qu'il entamait son avant-dernière traversée du désert. Il a peint sur le motif ces paysages. Sa mère, qui possédait une étoile de diamant, ressemblait beaucoup, physiquement et moralement, à Madame Solario elle-même : Lady Jane Churchill a d'ailleurs eu une aventure avec un comte Kinsky et un bel Italien.

Le tout premier livre de Churchill était un roman, *Savrola : a Tale of the Revolution in Laurasia*, publié en 1897 (traduit en français en 1948). Quantité de dates également correspondent entre elles et tissent une fragile toile d'araignée entre ce roman anonyme et l'homme politique : autant d'indices qui n'apparaissent nullement dans la très minutieuse biographie de Churchill, par W. Manchester (éd. Robert Laffont, 1985 et 1990). Ce qui est encore très troublant.

Mais les correspondances que met en place Nata Minor entre sa propre fiction et *Madame Solario* sont moins convaincantes : le démarquage du roman anonyme reste appuyé, le jargon psychanalytique pointe, l'égoïsme fait sans avoir été poussé à son terme. Reste l'enquête sur un roman dont Churchill, étonnant Prix Nobel de littérature en 1953 pour l'ensemble de son œuvre historique, pourrait être l'auteur : mais aussi bien sa femme, Clementine Churchill. Ou quelqu'un d'autre. La magie de *Madame Solario* demeure entière, car elle réside aussi dans le mystérieux effacement d'un grand écrivain.

Claire Paulhan

L'épouse infernale

Mathilde tenta d'échapper à l'image que donna d'elle son mari Verlaine : « Misérable fée carotte, princesse souris ». En vain.

MÉMOIRES DE MA VIE

de Mathilde Verlaine.
Nouvelle édition, préface
et annote par Michael Pakenham.
Champ Vallon, coll.
« Dix-Neuvième »,
224 p., 128 F.

A seize ans, en 1869, Mathilde Mauté de Fleurville agréa la brusque demande en mariage de Paul Verlaine (1844-1896) : le poète, victime d'un véritable « coup de foudre », était l'ami de son demi-frère, le musicien Charles de Sivry, et les fêtes galantes venaient de paraître. La jeune fille rêva d'une douce vie familiale au coin du feu, avec cet ivrogne assagi qui, une fois accomplie sa « journée bureaucratique » d'employé municipal, se mettrait à composer des vers à la gloire de l'égérie domestique. Travailler dans Paris d'absinthe en absinthe, c'était fini. Et la première année de leur mariage, célébré en août 1870, fut probablement confiante et douce, « une année de paradis », selon elle.

Mais le frère foyer de la rue Nicolet — qu'elle croyait, avec la

naïveté d'une adolescente qui joue à la maîtresse de maison, uniquement préoccupée de sa grossesse en cours — vola en éclats, dès le mois de septembre 1871, lors de l'arrivée à Paris d'un « considérable passant » : Arthur Rimbaud, raconte-t-elle, « avait l'aspect d'un jeune potache ayant grandi trop vite, car son pantalon écourté laissait voir des chaussettes de coton bleu tricoté par les soins maternels ». S'ensuivit une année « d'enfer et de souffrances continuelles », pendant laquelle Verlaine la battit, lui prit l'argent du ménage, se montra violent avec le bébé, injurieux avec ses beaux-parents, ruant dans les brancards d'une bourgeoisie apeurée dont il n'acceptait plus de jouer le jeu.

La jeune femme, aiguillonnée par sa famille, chercha à le remettre dans le droit chemin : ainsi, en juillet 1872, quand Verlaine fugua avec Rimbaud à Bruxelles, Mathilde voulut-elle tenter, une dernière fois, de récupérer son mari. Il accepta bien de revenir en sa compagnie, mais descendit à la frontière et resta sur la quai, regardant s'éloigner le train : « Misérable fée carotte, princesse

souris, punaise qu'attendent les deux doigts et le pot, lui écrivit-il depuis la douane, vous m'avez fait tout, vous avez peut-être tué le cœur de mon ami ; je rejoins Rimbaud, s'il veut encore de moi après cette trahison que vous m'avez fait faire. »

La séparation de corps fut donc prononcée : Mathilde avait vingt et un ans et un enfant, Georges Verlaine, « Vous n'avez pas eu toute patience, j'aurais voulu dans « Birds in the Night » (dans *Romances sans paroles*), cela se comprend par malheur, de reste ! Vous êtes si jeune ! et l'insouciance. C'est le lot amer de l'âge céleste. J'vous n'avez pas eu toute la douceur. »

L'ex-Madame Paul Verlaine reléguée dans son passé cette période incompréhensible de son existence et se remaria en 1886 ; à l'âge de cinquante-quatre ans, elle rédigea ces *Mémoires de ma vie* après avoir lu l'ouvrage d'Edmond Lepelletier, *Paul Verlaine, sa vie, son œuvre*, paru en 1907 : il lui fallait réparer l'image d'une « petite personne sèche, querelleuse et acariâtre », dans la lignée de la « malheureuse » dépeinte par Verlaine dans *Romances sans*

paroles (1874), *Mémoires d'un veuf* (1886) ou dans ses *Confessions* (1895).

Elle, qui voulait prouver qu'elle avait bien eu « toute patience », eut du mal à trouver un éditeur. Mais son livre, curieux par la naïveté de sa sentimentalité, par la vivacité des scènes décrites, par ses démonstrations ingénues, lui joue quand même un mauvais tour : car il fait vraiment comprendre de quel carcan triste, banal et étiqué, les journées de la Commune, la venue de Rimbaud, l'absinthe peut-être, l'esprit de révolte libéré à tous les vents surtout ont sauvé Verlaine : « Hélas ! on se prend toujours au désir ! Qu'on a d'être heureux malgré la saison... »

Cl. P.

★ Le Castor astral publie un recueil inédit de Verlaine : *Cellulairement*. Les poèmes qui le composent ont trouvé place dans d'autres livres, mais Verlaine, lorsqu'il était en prison en Belgique de 1873 à 1875, après avoir tiré sur Rimbaud, avait prévu de les réunir dans un recueil, *Cellulairement*, qui n'a pu paraître (préface de Jean-Luc Steffanetz, 124 p., 78 F.).

Comment

SOCIETES

par Georges Balandier

L'ESPRIT DU LIVRE
 Jacques T. Godbout,
 en collaboration avec Alain Gauthier
 La Découverte, 345 p., 145 F.

LE don apparaît bien étrange au regard des modernes, il n'a le fois ni é ni pratiqué: une d'usage des des d'autrefois d'ailleurs, une survivance ou une curiosité exotique. Le réalisme, le réalisme calculatrice, l'emprise du marchandise brisent l'illusion, le il n'est plus qu'un que de générosité et de jeu de et de la passion d'avantages. Il servirait à simuler le gratuit et le bon. Au-delà, le continue cependant l'acte de nourrir le perplexité; il est une séduction, mais il est le porteur de dangers. Les cadeaux peuvent être «empoisonnés», contraindre à rendre dépendant, à tenir un être qui n'est plus désire, à un pur.

En bref, les marxistes croient-ils encore en l'ère d'or ? Oui, puisqu'il y a toujours dans l'une de leurs idées les plus populaires : celle des enfants, de la célébration de la naissance d'un communisme qui mêlera toujours en un syncrétisme à la fois païen et chrétien. C'est un moment fort du temps sacré de l'univers du don, un moment sacré que dans les célébrations de la vie sociale, vient occuper le devant de la scène.

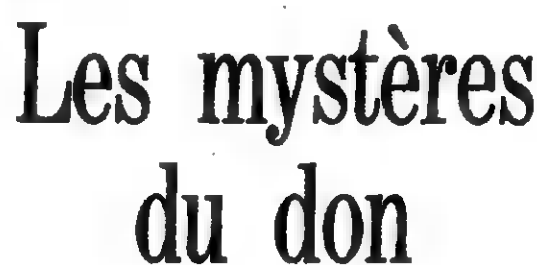
Alors, la générosité se charge d'une valeur affective, et la compétition généreuse et la rivalité ne soient que des réjouissances de Noël. Tout, en la circonstance, ne va pas sans ambiguïté. Ce don est le plus en plus influent, soumis à l'effluve du négoce, de ses publicités et de ses mises en spectacle. Et il ne reçoit pleinement sa qualité que par le truchement d'un tiers, d'une figure imaginaire, venue d'ailleurs, d'un autre temps, extérieure au marchand et capable de surer le cadeau.

Ly a un mystère du don, celui que Jacques Godbout et Alain Caillé ont voulu élucider, par quoi une éthique globale se manifeste partout présente dans les sociétés où tout est en mouvement, tout est en devenir, tout est en train de disparaître. Un mystère de pensée, hors de l'utilitarisme dominant, hors de l'éthique de l'egoïsme : celle de Marcel Mauss, l'initiateur, avec le

« *donner* » dans le don
objet de tant d'exégèses
contraires, jusqu'à
Georges Bataille, contri-
bution à l'« *économie* »
« *part maudite* » Et le
« *consumation* », et Jac-
ques Derrida, rappelant
qu'on ne saurait « *don-
ner les raisons de son* »
« *don* » « *signer* » en fin,
« *le dériver* ». Celui-ci
est de nature para-
doxale, « *donner* » dans les
modèles archaïques
« *rendre* » « *il est* »
à l'évidence constitutive
des relations sociales.

La logique du don s'exprime dans la séquence donner-recevoir-rendre. Mais en fait la logique de l'étude, et il est des pratiques qui la manifestent sous l'aspect d'un « phénomène social total ». En ce sens que tout s'y trouve mis en mouvement : des choses, des rapports sociaux, des symboles, des rites, de la fête et de la consommation. En ce sens, aussi, que ces pratiques engagent dans un cycle qui ne doit pas être interrompu et impose de rendre plus vite d'obliger à donner encore ; sinon, l'acte du don s'abolit en faisant de la chose un objet marchandisé, ou de l'échange un générateur de pouvoir, et il n'y a plus que fondait jusqu'alors les relations entre les individus. C'est la façon dont les descriptions des ethnologues nous conduisent à quel degré elle nous fait saisir la logique d'une conception de la personne qui fait que le don incorpore quelque chose de soi qui reste inaliénable et doit être à un moment « retourné ».

— Godbout et Caillé, lancés à la recherche de l'« esprit du don », enga-



geant à leur suite dans un parcours érudit, passionné, et à chaque étape stimulant. C'est une traque comportant un enjeu majeur : aider à « comprendre que l'appât don » ■■■■ puissant au plus que l'appât du gain » puis, ■■■■ « une alternative scientifique à la philosophie de l'utilitarisme ». En prenant bien garde de préciser qu'il ne s'agit d'encourager pour ■■■■ le désir « parasitiste ». L'apport théorique simplifié peut ■■■■ formuler avec trois proposi-

sonnalise. Les **« inconnus »** s'échangent **« entre elles »** par le **« médiateur des prix et l'intermédiaire des marchands : elles ne transportent »** plus le lien social en circuit, elles sont **« libérées »** du don.

Le **« médiateur »** contribue à l'effacement de l'individu, **« par l'effacement de la personne. A quoi l'on pourrait objecter que les lieux du négoce ne sont pas ceux des non-lieux, et qu'il s'y agit d'une part de sociabilité outrepassant la relation purement calculatrice. La seconde rupture s'effectue au moment de l'établissement**

Histoire

La bataille d'Elksa el-Kebir

Un récit, puis le récit même

Chez les chroniqueurs du septième siècle, jamais se fait certitude : **le** triomphe de Portugal, nouvel Israël, qui **est** le cinquième empire prophétisé de Daniel. De paradoxe, **un** doute **un** qui lit dans une **de** bilante **du** le royaume prince, sa noblesse et **un** la guerre, les lignes **et** d'un'extermination **en** quasi inverse, **un** s'est fort tard, après l'indépendance du Maroc réinventer la toire **du** WUD al-Makki **une** **un** un lie fondent l'histoire nationale **d'**ailleurs, comme dans temps anciens, disputée en monarchie et **des** religieux.

L'importance du livre
Lucette Valensi ne réside
seulement dans l'histoire
romanesque : celle des livres
dans la mémoire par
tant de vieille du quatre-
vingt.

GIONO

de l'état démocratique, de ses appareils (sa « bureaucratie ») chargés des fonctions de providence. Il prend le relèvement du marché dans le domaine des services », il ne connaît pas les personnes mais les fonctions. La redistribution étatique, dont la source est l'impôt, se substitue au don, à la charité et à la solidarité immédiate. A ce point, l'affirmation des deux partisans de l'économie obligatoire faillacieuse est double : le système étatique n'est pas celui du don, les deux systèmes ne sont pas « naturellement complémentaires ».

Au marché, à l'état redistributeur, domaine du **don** qui devient celui de l'intimité et des affinités, s'ajoute une **« spécificité moderne »** : la « **sphère des « autres étrangers »**. Celui-ci a des obligations religieuses et morales contribuant au salut individuel, mais aussi à la générosité que les **« riches »** ont aux plus démunis. Il prend la forme du bénévolat - du temps, des services, de l'attention donnée à autrui, - de l'action humanitaire orientée vers les inconnus en détresse, du travail effectué dans les associations, mais **il** but non lucratif et **est** de ce don anonyme, unilatéral, qui est celui du sang, don de vie qui a pu se pervertir en don de mort. C'est là l'exercice d'une liberté, d'une gratuité, d'un **don** qui n'escamote pas de retour ; il implique le sentiment plus ou moins clair d'une **« dette »** à honorer et trouve sa compensation dans le fait de **donner**.

Godbout et Caillé incitent à **examiner le don** **les lunettes du modèle marchand**. Il reconnaître qu'il ajoute une **« valeur d'lien »** **valeurs d'échange** **« d'usage »** l'économie. Il ne se traduit pas en **« équivalence, il n'est pas plus un moyen de l'égalité. Il permet aux hommes qui le pratiquent de qu'ils ne sont pas choses, et qu'ils acceptent « l'abandon conscient à l'absence de calcul »**. Il **est reçu** **part d'impensable** **ses tentatives**. Les deux **mondes** **la vie** **obligative en fait** **finale** **avec un lyrisme certain**. le moyen du **« monde »** **la vie féconde, de l'appartenance ravivée à la « société »** **monde**. Que l'Etat, le marché et le don **se nourrissent** **disent-ils**.

Comment se fait l'Histoire

A partir des chroniques arabes, juives et portugaises de la bataille d'Elksa el-Kebir Lucette Valensi cherche à comprendre comment l'événement devient récit, puis le récit mémoire

FABLES DE LA MÉMOIRE
La glorieuse bataille
des trois rois
de Lucette Valensi.
Seuil, 279 p. 145 F.

De son livre, Lucette Valensi résume ainsi l'interrogation fondamentale : « Quelles sont les formes de la transformation sociale ? Comment les usages sociaux, les voies par lesquelles il vient au jour, passe et se modifie au fil du temps ». Pour prendre mesure de ces transformations, elle étudie des variations (historiques, culturelles, religieuses) du travail de la mémoire, elle a ainsi un événement exceptionnel qui, durablement, a marqué son travail en tant que chercheuse comme ce travail d'islam : la bataille qui pour elle fut la bataille de la Malakindi et pour elle fut la bataille d'Alcazar Quibir (ou, en transcription française, el-Kebir).

De quoi s'agit-il ? En 1578, Sébastien, roi du Portugal, avait rassemblé une armée chiffrée pour conquérir le Maroc. Il peut compter sur l'alliance d'un prince de la dynastie qui gouverne le pays, Muhammad al-Mutarakkil. Chassé du pouvoir par son oncle, il espère le récupérer grâce au soutien des Portugais, installés depuis longtemps dans plusieurs places fortes côtières : Ceuta, Tanger, Mazagan. Partie de Lisbonne le 24 juin, l'armée d'Azilia, l'armée de l'empereur, s'enfonça dans le désert. Le 4 août, de son adversaire, Moulay'Abd al-Malik.

La bataille eut lieu le 4 août au voisinage de la rivière Wad al-Makhâzin. Après avoir un moment cru en la victoire, les Portugais sont mis en déroute et, bien tenue pour inouïe et mémorable par tous les chroniqueurs, les trois rois engagés

dans le combat y trouvait la mort, c'est un grand honneur de mourir par bravoure, en l'espace d'une heure, trois grands rois sont morts ; pendant les sept semaines qui ont précédé l'événement, il n'y avait eu qu'un seul d'absent !... Un captif portugais, dit-on à Fes, souligne l'extraordinaire d'un tel événement si nouveau et insolite, jamais vu dans les annales : dans aucune histoire du monde, de la mort de trois grands rois en une seule bataille, l'un au côté des vainqueurs et deux du côté des vaincus ». A l'autre extrémité du monde méditerranéen, en Asie mineure, au cœur de l'Empire ottoman, le chroniqueur al-Djannidi lui fait un écho en disant : « Dans une nuit, sur un azit, comme dans celle-là, périr aux rois et à la fois Louange à Dieu ».

Dans son enquête aux multiples, souvent à personnel, l'auteur a réussi à comprendre comment la bataille est devenue récit. La démarche a des précédents prestigieux : par exemple, *Les Bouvines* de Georges Duby. Ce qui lui fait son originalité, l'inscription du même événement dans deux, voire trois cultures différentes. Pour les chroniqueurs arabes, restés au service du vainqueur, Ahmad ibn Fadl al-Qasbi, le héros est mort. Il s'agit de construire une victoire sur une défaite. La victoire des chrétiens marque également l'indépendance du prince vis-à-vis du sultan.

Le récit de ses exploits trouve ses modèles dans la vie et les exploits du Prophète désignant ainsi le prince comme un héros assisté par Dieu. Par rapport à cette narration autorisée, quelques chroniqueurs des dix-septième et dix-huitième siècles prennent leurs distances, mais qu'ils fassent large usage de motifs fol-

historiques, finalement entrés dans l'historiographie savante, soit qu'ils insistent, aux vœux du duc, sur le rôle essentiel des marabouts présents à la bataille.

Disputé entre le mouarque et le saint, la mémoire de la bataille des trois rois suscite un terre marocaine une pluralité de **racontars** : historiques, géographiques, folkloriques. Mais, comme le dit le Pôlyar, « aucune célébration. Seules les communautés juives établies dans le nord du pays ont gardé le ressentiment **malin** ceux qui ont expulsés de la péninsule ibérique **les** Juifs du royaume de Sébastien, lors du **l'Alamo** des **cris**tiens, le premier **et**ul de chaque année.

Le mystère sébastianisme

Le texte biblique est mobilisé pour donner la signification à l'événement : la dévastation de la synagogue juive de Metz par le maréchal allemand Al-Mutakalli, un symbole de la destruction du Temple, la ruine de l'Haman, la Rivre d'Esther qui a tiré l'extermination à tous les juifs, une défenestration de la dernière. Comme Pârim célèbre l'éloignement de la menace de destruction qui pesait sur Metz, il se lie au sens, le nouveau Pârim, traduit par les rabbins après la bataille de 1578 (5338) dans le calendrier juif, rend grâce à Dieu d'avoir déjoué un complot mortel.

Au Portugal, les lendemains de la défaite ont vu le refus de mémoire. Ce n'est qu'en 1607 qu'est publiée la première *relação* en portugais de la bataille qui jusqu'alors n'avait fait l'objet que de textes manuscrits, accusant le roi de légèreté et d'imprudence. Malgré les inhumations réitérées de Sébas-

11m Alcazar Quibir au lendemain de la bataille, à Ceuta. 12m l'église des Trinitaires en décembre 1578, à Belem, dans le couvent 13m Hieronymite en novembre 1582), la 14m s'installe que le roi n'a point 15m tué 16m le champ de 17m qu'il 18m retour, 19m la grandeur du Portugal. Après d'autres, Lucette Valensi s'attache à comprendre le 20m tère du sébastianisme, ce 21m puissant 22m qui convertit en mythe central de l'identité nationale le souvenir d'un roi vaincu.

Elle en montre les raisons : l'incertitude sur le rôle du roi au sein du désastre, l'opposition à l'« Eglise » d'Angelo, en 1582, s'est emparée de la couronne du Portugal, les rois sans héritier, l'impossibilité du travail du sol pour ceux restés au terroir africain. Le *TEMPO* attendu, prophétisé du roi *ALFONSO* force à l'espérance : ceux que l'on dit *maître* ou le *seul* peut-être du monde, le royaume ne saurait demeurer longtemps entre des mains étrangères. Elle en marque, entre les *lignes* : au Portugal, au *faux* *ELIZABETH* se multiplient jusqu'au *leu* du dix-septième siècle et où la croyance prophétique resurgit sans cesse dans les années qui précèdent 1640 et le retour à l'indépendance ou lors de l'occupation des troupes portugaises au Brésil, mais le mythe prend sa *dimension* : la dimension d'une protestation sociale et d'une protestation eschatologique.

Le travail du **mémoire** sur la **terre** du 1578 se réduit cependant **pas** au **sébastianisme**, **un** important soit-il. A partir **de** lui, c'est toute l'**histoire** portugaise qui peut **être** pensée **et** écrite. Comme son roi, **une** nation **et** son peuple connaîtront la res-
tauration de leur grandeur an-

Le temps des épreuves voulu par Dieu. Le désastre d'Alcácer a été annoncé : après seize générations, la monarchie portugaise, commencée une bataille – celle d'Ourique en 1139 – devait être interrompue, pour mieux reprendre ensuite.

Chez les chroniqueurs du dix-neuvième siècle, jamais se fait la certitude d'une victoire triomphale du Portugal, nouvel Israël, qui fonde le cinquième empire — la prophétie de Daniel. De là ce paradoxe, une doute unique, qui lit dans une « Bible » éblouissante que le royaume perd son prince, sa noblesse et « son indépendance » — et que le monde se voit d'une élection. Par un « quasi » inverse, « n'est que fort tard, après l'indépendance, que le Maroc réinventera » victoire arabe W. al-Makhazin — une « Bible » un lien qui fonde l'histoire nationale. L'indépendance est un « feu » d'ailleurs, comme dans les temps anciens, disputée entre la monarchie et le religieux.

L'importance du livre de Lucette Valensi ne réside pas seulement dans l'histoire qu'il raconte : celle des femmes dans la mémoire d'une famille vieille de quatre siècles.

Il est une contribution originale, le fait et l'exemple, aux deux questions majeures qui habitent aujourd'hui les réflexions sur l'histoire : comment l'événement devient-il récit ? Comment le récit fait-il mémoire ? Une achevée, la bataille « est déjà venue », et « déjà qu'on en rapporte obéit de fortes contraintes, données les limites de l'information, les intentions polémiques ou justificatrices, les modèles narratifs disponibles ».

On peut donc lire l'ouvrage de Lucette Valensi à la lumière des débats autour de la mémoire collective. Certes, comme démontrent une minutie exemplaire les ressources, propres à chaque culture et à chaque temps, à partir desquelles un récit historique peut être organisé. Mais on doit le lire aussi comme un rappel : l'histoire qu'écrivent les historiens, quels qu'ils soient, contribue à construire la mémoire collective. De là, pour ceux d'aujourd'hui, une responsabilité propre et un devoir éthique : contre les falsifications, tenir les exigences de la conscience.

Roger Chartier

OBLIQUES



**NUMERO SPECIAL GIONO. DE NOUVELLES
ARTICLES POUR COMPRENDRE L'ŒUVRE DE L'UN
DES PLUS GRANDS ÉCRIVAINS DE CE SIÈCLE.
UNE DIZAINE D'ÉTUDES, UNE BIOGRAPHIE, MISE
À JOUR, 11 ILLUSTRATIONS, 110 PAGES.
DIFFUSION ■■■ LIBRAIRES : NOUS-MÊMES.
PRESSES DES ■■■■■■■■■■. P.P. 67.
F-26111 NYONS CEDEX. FAX: ■■ 26 14 41.**

Nom :
 Adresse :

 désire recevoir : **OBLIQUES/GIONO** 140 F
 (+ participation au port : 25 F)
 Règlement à l'ordre de : **Presses des Baronnies**

Signature :

Thérèse contre Lisieux

Depuis un siècle, un « clan Lisieux » impose une vision mièvre et réductrice de la vie et des écrits de la jeune carmélite. Une nouvelle édition des œuvres complètes montre que les ambiguïtés ne sont pas encore levées

Le style de sainte Catherine

LE DIALOGUE

de Catherine de Lisieux. Traduit de l'italien et présenté par Lucienne Portier. Cerf, « Sagesse chrétienne », 420 p., 125 F.

LES ORAISONS

de Catherine de Lisieux. Traduit de l'italien par Lucienne Portier. Cerf, « Sagesse chrétienne », 112 p., 60 F.

Sainte Catherine de Sienne – la seule femme, avec Thérèse d'Avila, à avoir été faite, en 1970, docteur de l'Eglise – est connue pour ses lettres mystiques et ses oraisons à un style si singulier. Lucienne Portier, qui présente une nouvelle traduction de son *Dialogue* – l'un des chefs-d'œuvre de la littérature mystique – et de ses *Oraisons* analyse quelques-unes des particularités de son style. La traductrice a su rendre la langue rugueuse, contournée, haletante, allégorique, de Catherine.

Comme sainte Thérèse d'Avila, Catherine Benincasa (dite de Sienne), au milieu du XIV^e siècle, fut à la fois une femme d'action et d'institution – elle conviait par exemple Urbain VI à quitter Avignon pour Rome – et une contemplative qui, « s'élevant au-dessus d'elle-même », connaît de grâces extraordinaires, elle-même la nature de son *Dialogue*. L'ascendant qu'elle exerça sur son fils, s'interrompit pas à sa mort (à trente-trois ans, en 1380). L'étonnante de l'iconographie de sa pure en démoigne, comme il montre une exposition présentée cet été à Avignon (« Le mystère des spectacles » du 11 juillet).

P. K.

« Dans la même et même édition, « Sagesse chrétienne » a intégré des œuvres de sainte Thérèse.

THÉRÈSE DE LISIEUX

Œuvres complètes

Un volume sur papier bible. Le Cerf et Desclée de Brouwer, 1 670 p., 395 F.

THÉRÈSE DE LISIEUX

Nouvelle édition du centenaire

Huit volumes, coédition 4 JUB p., 1 400 F.

Avec cinq ans d'avance, voici une édition du centenaire des œuvres de Thérèse de Lisieux, morte le 30 septembre 1897; édition qui révisait et corrigeait une autre édition du centenaire, celle de la naissance (1873) de Thérèse. Cette nouvelle édition, établie sous la direction de Jacques Longchamp, est un ensemble de poids : les huit volumes représentent un énorme travail critique. Un autre volume, à part, intitulé *Œuvres complètes*, reprend l'essentiel de ce travail; il permet au lecteur qui n'est pas spécialiste d'avoir directement accès à tous les textes de la sainte; il est heureux que les deux ouvrages soient publiés.

Pour comprendre où se situe cette édition, il est indispensable de rappeler, brièvement, l'histoire, peu banale, des textes de Thérèse de Lisieux. Dès la mort de la jeune carmélite, à vingt-quatre ans, sa sœur, Mère Agnès, qui a été prieure du Carmel et le redeviendra, fait tout pour que soient publiés ses écrits. Thérèse a laissé des manuscrits, l'un adressé à elle, Mère Agnès, l'autre à leur sœur Marie, elle-même carmélite, le troisième, datant de la mort de Thérèse, est la vie de Thérèse, adressé à la prière de l'époque. La première édition, en deux mille exemplaires, de ses manuscrits, *Œuvres de Thérèse d'une âme*, sort un an après la mort de Thérèse; les éditions successives, fort nombreuses, disent, par bribes, qu'il y avait eu quelques retouches ou modifications, en les minimisant et en donnant toutes sortes de raisons de ces « menus » changements. Mais ceux-ci ont tout particulièrement dérangé, en 1948, par un grand érudit, l'abbé



Thérèse à quinze ans

Combes, qui sera écarté du Carmel de Lisieux parce qu'il était le neveu de Mère Agnès, prieure à la mort de Thérèse, continuait de s'opposer à la publication de ceux-ci; et il fallut attendre sa mort pour qu'on puisse enfin disposer des textes authentiques publiés en 1937, soixante ans après la mort de Thérèse, sous le nom *Manuscrits autobiographiques*.

Sept mille

« retouches »

Le maître d'œuvre de cette édition authentique, le Père François de Sainte-Marie, carme, reconnaît, Mère Agnès avait apporté au moins de... sept mille « retouches » au texte primitif de Thérèse; on comprend que la sœur de Thérèse ne souhaitait guère affronter, durant sa vie, l'énormité, enfin dévoilée, du travestissement du texte. Mais l'essentiel, pour ceux et celles qui croient en la sainteté

de Thérèse, était que l'Eglise – qui, pour la canonisation, survenue en 1925, avait disposé des vrais textes – ne fasse, comme pour Gallie, amende honorable et permette finalement que soient livrés aux fidèles les textes authentiques.

On se demande un peu, face aux éditions du centenaire, si l'abondante annotation textuelle, historique et spirituelle qu'on y trouve n'est pas une manière de rattraper la fameuse originalité, celle qui a fait de Thérèse pendant plus d'un demi-siècle le « peuple chrétien ». A cela, un certain « clan Lisieux » – comment l'appeler ? – répond par l'argument : la sœur de Thérèse, Mère Agnès, a écrit des millions et des millions d'exemplaires – qui justifient Mère Agnès. Le vrai problème est là : l'autorisation que celle-ci s'est donnée à elle-même de trafiquer les

Elle aurait reçu de Thérèse elle-même la permission de les retra-

vailer, mais, même si c'est exact – rien ne le prouve – n'est-elle le droit de le faire à ce point ? Au point – et c'est ce qui est grave – de transformer la spiritualité même de Thérèse, une spiritualité révolutionnaire, son ordre, la Carmélite, de Copernic confirmée par Galilée; la mystique thérésienne a été rabaisée par Mère Agnès en une spiritualité mièvre et routinière, celle habituelle dans de nombreux carmes au XIX^e siècle. Thérèse, a dit le père Congar, « une Fougère, l'un des deux grands phares mystiques du XIX^e siècle; elle n'est en rien ce remède dévot du XIX^e siècle ». Elle voulait Mère Agnès, effrayée par la force extraordinaire de sa petite sœur et sa nouveauté. Des milliers de fidèles, comme un jeune converti de 1907, Louis Massignol, ont été entraînés par les « sucreries » qui étaient du fait de Mère Agnès. Le vrai problème est là : l'autorisation que celle-ci s'est donnée à elle-même de trafiquer les

En défense

de la famille

On aurait aimé que la nouvelle édition du centenaire soit un acte de courage que Thérèse a manifesté dans sa vie et ses écrits. Ce n'est pas exactement le cas. Pourquoi n'avoir pas publié uniquement, dans l'édition des huit volumes, les seuls textes authentiques de la sainte – ses manuscrits autobiographiques, ses poésies, ses lettres – toutes les fois où elle a voulu à toutes forces insérer trois volumes qui ne sont pas des écrits de Thérèse et de tous les autres volumes. Dernières paroles et lettres entières, qui ne sont pas des écrits de Thérèse, mais des pièces rapportées, des indications et des témoignages réécrits après coup, par ses trois sœurs, et essentiellement par Mère Agnès, pour relater les derniers mois de la jeune carmélite? Si Mère Agnès a corrigé – et on a vu à quel point – les manuscrits, comment peut-on dire qu'elle a gardé les paroles qu'elle aurait dit de la bouche de sa sœur?

Pourquoi? En vérité, il y a dans le « clan Lisieux » – car il est spirituellement criminel de livrer de faux textes spirituels – un problème douloureux, que l'on peut comprendre, mais qu'il n'est pas question d'occultier : celui d'une famille, la famille Martin, très éprouvée par la mort de la mère, puis par une incapacité mentale du père, une famille se reconstituant au Carmel. Mère Agnès s'est instituée chef de famille; elle a voulu défendre et promouvoir la famille et, en particulier, Thérèse, la petite sœur. Mère Agnès était marquée par une spiritualité, la sienne, alors que Thérèse, elle, a vécu une autre expérience; Mère Agnès était marquée par une situation historique – l'Onclie Martin, substitut du père, était disciple de Drumont, antisémite notoire, et Mère Agnès insistait beaucoup auprès du cardinal Pacelli, futur Pie XII, en 1937, pour que soit levée l'excommunication qui frappait l'Action Française – et il y a une longue correspondance avec Charles Maurras et Mère Agnès qu'il faudra bien publier un jour. Qu'on ne se laisse pas tromper, tel l'abbé Combes, par la position à la prudence du temple, ou osait toucher un tant soit peu à la famille Martin était exclu de l'histoire et des livres : ses livres étaient – et restent aujourd'hui encore – boycottés.

Cette nouvelle édition du centenaire montre que Thérèse n'a pas encore été délivrée de sa famille et de ce clan qui veut toujours imposer à penser Thérèse selon sa vulgate réductrice.

On pense nommer Thérèse docteur de l'Eglise. Oui, mais que ce ne soit pas une façon de chercher encore, subrepticement, à canoniser Lisieux et la famille Martin. Il s'agit de mettre en valeur la réelle théologie de la sainte, son expérience et son itinéraire spirituels. L'essentiel n'est-il pas que tous, chétifs, évêques, théologiens, chrétiens de tous les jours, mais aussi hommes et femmes d'aujourd'hui, de toutes convictions, puissent, sans écran, confronter en vérité aux vrais textes, à la vraie Thérèse?

Jean-François Six

La démocratie en détours

Le lent cheminement de l'Eglise vers ce pouvoir venu d'en bas

Notre collaborateur Henri Tincq vient de publier, en collaboration avec Jean-Yves Calvez, *L'Eglise pour la démocratie*. Nous avons demandé au sociologue des religions, Jean-Louis Schlegel, rédacteur en chef de *L'Esprit*, d'en rendre compte.

L'EGLISE POUR LA DÉMOCRATIE
de Jean-Yves Calvez et Henri Tincq.
Centurion, 322 p., 110 F.

L'Eglise catholique est-elle vraiment pour la démocratie, sans réserves, sans retours, sans détours? Avec ses ambiguïtés, ses hésitations, et des perplexités indéfinies, la démocratie installée, pour les besoins de l'ouvrage – un jésuite a-t-il bien l'histoire sociale et politique de l'Eglise? un journaliste qui suit de près la politique de l'Eglise – la réponse est incontestable.

L'histoire des cinquante dernières années, c'est-à-dire depuis le pontificat de Léon XIII, a été vue avec inflexions et méandres. L'attitude de l'Eglise à l'égard du peuple, et non « d'en haut », de Dieu. Néanmoins, le Père Tincq, convaincant quand il parle des grands traits des trois stades d'une reconnaissance progressive, tardive mais nette, de la démocratie par l'Eglise catholique : reconnaissance de la légitimité des régimes démocratiques, résistance aux régimes totalitaires et aux régimes d'exception, et aux droits de l'homme, faveur à la participation de tous et légitimité du pluralisme

options politiques et même du « pluralisme » au sein de l'Eglise (Paul VI, en 1974) – un dernier point étant, il est vrai, comme un moment de grâce improbable, réduit peut-être bien, aujourd'hui, à un lien de paille.

L'actualité des dix dernières années couronne ces évolutions. Il y a certes des prudenances et des ambiguïtés dans l'action, qu'Henri Tincq du reste ne cache pas. Mais dans les chapitres « La démocratie et les tournants démocratiques du Sud et de l'Est, l'engagement de l'Eglise », il dit qu'il ait été l'initiative de ces évènements, les prêtres et des catholiques de base », apparaît incontestable, souvent risqué, libre de calculs quant à l'efficacité de ces propos. Plus d'une fois l'Eglise, particulièrement les évêques, ont été mis sans le vouloir dans le rôle d'opposant à de porte-parole de la révolte – raison du vide politique qui finit par s'installer dans les dictatures – Duvalier, Stroessner, Pinochet, Marcos... – et les régimes totalitaires communistes. Dans un rôle de suppléance et de médiation forcée donc, ce qui n'enlève rien au mérite d'auteurs qui en ont fait d'une façon payée à prix.

Pour la reconnaissance des dictatures, Henri Tincq rappelle l'exception argentine : une « démocratie » militaire particulièrement meurtrière, l'épiscopat a été muet, le silence quand il ne s'agit pas ouvertement de régime. On se permettra de souligner, le silence à Rome de la révolte fut-il un silence assourdissant.

Le rôle d'Henri Tincq est bien ce qui s'est passé à l'Est et le rôle important du pape. Il est néanmoins de réhabiliter l'Ostpolitik plus diplomatique

Paul VI, très vilipendé aujourd'hui par des comparaisons abusives avec la politique offensive de Léon XIII.

C'est peut-être la dernière partie de l'ouvrage, « Questions pour demain », qui est la plus urgente de lire pour comprendre ce qui se passe. Elle pourrait se résumer ainsi : les vrais problèmes commencent, pour l'Eglise catholique, une fois que la démocratie est là et qu'elle bénéficie, avec les individus, de la liberté qu'elle a contribué à instaurer. Que dire, que faire devant les nationalismes qui naissent ici, l'idéologie économique libérale prônée par la « révolution exclusive », le « droit à l'individu », les revendications opposées à celle de l'Eglise, le refus, désormais, d'une ingérence trop visible de l'Eglise – ou même d'une ingérence tout court. – dans les affaires de la cité?

Certains en viennent à regretter les temps heureux où l'ennemi était désignable et secretait par sa seule présence un esprit de résistance dans l'Eglise. Et la dénonciation de l'Occident sans valeurs allait alors bon train.

Pas grand-chose, à priori, reprises suggérées par les deux auteurs, abordée de front dans la fin, la question de la « démocratie » est abordée de l'Occident dans l'Eglise catholique elle-même. Quiconque lit ce livre se trouve confronté à la question de la démocratie, comme à la question de la morale – la morale de l'homme lui-même l'exemple pour être crédible. Les auteurs craignent, en somme, il est, que sous le pontificat actuel, l'Eglise finisse par aller quasiment en inverse, comme elle l'a été abusive?

Jean-Louis Schlegel

Enfance de sainte

LA PETITE PRINCESSE DE DIEU
de Catherine Riholt.
Flon, 344 p., 125 F.

La vie des saints est une matière paradoxale qui excite l'imagination pour aussitôt la frustrer. La séduction s'exerce sur des motifs vides avant de se heurter à ce qui ne peut se montrer, et presque se dire. De tout temps, les hagiographes et l'Eglise elle-même ont tressé des couronnes, rédigé des légendes dorées pour offrir au culte et à l'édification des fidèles ces figures de l'histoire chrétienne. Parallèlement, la littérature profane s'en est emparée pour décrire le cadre spirituel rigide où elles étaient maintenues. La fiction, la psychologie, l'analyse sociale ou le rêve ont donné de ces mêmes figures une image jugée plus humaine. La place de l'invisible a pu en être réduite, voire évincée, la part spécifique de mystère en souffrir. Catherine Riholt, à son tour, s'est appliquée à ce travail romanesque sur la figure de sainte Thérèse de Lisieux. La tâche était risquée, tant le visage et la personne de la sainte avaient eu, depuis un siècle, à subir les surcharges, jusqu'à être ramenés aux dimensions d'une déolante mignonne. Il fallait également éviter un autre piège, souvent retournement du premier : la moquerie et le ricanement.

On pourra contester le parti adopté par l'écrivain de faire parler Thérèse elle-même; l'artifice n'est cependant pas, en l'occurrence, sans profit : il permet de rendre vraisemblable la reconstruction d'une intimité et la peinture du milieu social, familial et psychologique qui fut celui de la sainte, entre Alençon et Lisieux, jusqu'à sa prise de voile au Carmel de cette ville, en 1888, à quinze ans.

Sans malveillance ni ironie, avec le désir manifeste de comprendre les données immédiates et les prémices humaines de l'expérience mystique de son héroïne, Catherine Riholt suit pas à pas les épisodes de l'enfance de Thérèse Martin, fille de l'évêque bourgeois catholique et provincial de la fin du siècle dernier. En phrases brèves, concises,

elle allège pour ainsi dire toute la pesanteur, la surcharge pieuse qui brouille sa simple figure.

L'arrêt du roman au seuil du Carmel de Lisieux et des neuf ans (1888-1897, année de sa mort) de la vie proprement religieuse de Thérèse de l'Enfant-Jésus et de la Sainte-Face donne la bonne mesure de son ambition. Ambition qui est d'ailleurs conforme à l'esprit de sainte Thérèse; cet esprit d'enfance, qui faisait écrire à Bernanos : « Le message que cette sainte apporte au monde est l'un des plus mystérieux et des plus présents qu'il ait jamais eus. Le monde se meurt, faute d'enfance... » La méthode de Catherine Riholt est d'avoir, au-delà des artifices de la fiction, restitué quelque chose de cet esprit.

Patrick Kéchichian
« Signaler également l'album, publié en 1991, rassemblant l'iconographie thérésienne, de Pierre Descombes et Helmut Nils Lorenz : Thérèse et Lisieux (Ed. du Cerf, 324 p., 250 F.). Cet ouvrage vient de faire l'objet d'une édition réduite, chez le même éditeur (128 p., 120 F.).

Autres parutions

« Pauvrete Eglise, de Fadley Lovsky. – Théologien de l'Eglise réformée de France, Fadley Lovsky, dès 1955, dans *Antisémitisme et mystère d'Israël*, avait combattu la doctrine antijudaïque du « rejet » par Dieu du peuple élu. Il démontre aujourd'hui le caractère vain du même mécanisme de rejet qui a historiquement conduit à l'affrontement entre les Eglises chrétiennes. Un acte de foi dans l'occultisme, présenté par le Père Bernard Dupuy (Mame, 238 p., 135 F.).

« De la religion à l'éthique, de François-André Isambert. – Ancien disciple de Gabriel Le Bras, l'auteur montre l'itinéraire

qui va de la sociologie religieuse à l'éthique. Les références sont Durkheim, qui voyait dans la religion l'origine de toute morale, et Max Weber, qui fait du capitalisme le produit de l'éthique protestante (Le Cerf, 432 p., 275 F.).

« Le Pardon, de Philippe de Saint-Cheron, directeur de Chalendar, Maufou, 200 p., 195 F. d'un thème, trois voix se font entendre, celle d'un juif, d'un chrétien, d'un musulman. Le Centurion a révisé sa collection de l'original, « Le Chien de Malchus » (sous lequel Abraham recevait ses visiteurs), qui a été révisé, sous le patronage d'Abraham, du thème de la prière à aujourd'hui

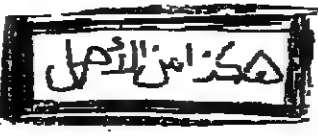
du pardon (Centurion, 156 p., 100 F.).

« Compter sur Dieu, de Xavier Thévenot. – Enseignant à l'Institut catholique de Paris, le Père Xavier Thévenot réunit ici des études de théologie morale, au cœur de questions vivement débattues à l'intérieur de l'Eglise catholique (Le Cerf, 315 p., 145 F.).

« La Presse catholique », France, de Jean Broucker. – Ancien rédacteur en chef de la Vie, José de Broucker conduit son lecteur à travers les méandres des groupes de presse catholiques, qui comptent parmi les plus grands et audacieux en France (Centurion, 168 p., 95 F.).

Les d'Iris

« Les d'Iris », de Jean Broucker. – Ancien rédacteur en chef de la Vie, José de Broucker conduit son lecteur à travers les méandres des groupes de presse catholiques, qui comptent parmi les plus grands et audacieux en France (Centurion, 168 p., 95 F.).



LE MONDE DES LIVRES

LETTRES ANGLAISES

Murdoch, l'architecte

Une rencontre à Oxford, avec la romancière anglaise : « Pour sa survie, pour son existence, il est indispensable que le roman explore toutes les voies de la réflexion »

A Oxford, une minuscule maison, enfouie sous la verdure. C'est là que vit Iris Murdoch, la très célèbre et très prolifique romancière anglaise. L'œil bleu, la voix grave, elle vous entraîne dans un salon aux murs couverts de toiles, aux meubles et au sol jonchés de livres, revues, papiers divers, courrier... C'est ici, sous le regard attentif de son mari, professeur de littérature, qu'elle élabore l'architecture d'un univers complexe, où de multiples personnages se heurtent depuis 1954 (date de parution de son premier roman *Sous le filet*) à l'immense problème du bien et du mal. A la fin de l'entretien, elle se lève et s'en va, laissant la main de son mari se fermer sur le livre qu'elle peignait à l'aide de vingt ans.

« Vous êtes une romancière-philosophe, une que vous réfutez. Peut-on dire de vous, le philosophe à la plume, qu'il s'agit d'un roman métaphysique ? »

« Non, il y a dans le *Message à la planète* de nombreux personnages et de nombreux sujets, dont une interrogation d'ordre métaphysique. Marcus Vallar, le personnage central, un ancien mathématicien, se penche sur le domaine particulier qu'est le métaphysique. La passion qu'il développe pour la réflexion, finalement, le brise, le rend fou. Ludens, l'un des « pauvres » héros, estime qu'une sorte de vérité fondamentale peut être découverte, à travers la philosophie ou la science. Vous savez, tant de gens pensent qu'il y a une vérité préexistante qui expliquerait l'univers, le futur, ce qu'est la nature... Ludens est ce genre de personnage. Il n'y a pas de solution, en tout cas pas dans le sens que poursuit Ludens. Il n'y a pas de réponse totale, il n'y a pas de métaphysique totale. »

« La science et la philosophie sont deux disciplines qui doivent être tenues à distance l'une de l'autre. C'est l'un des points de vue que je soutiens en tant que philosophe. Ce qui m'intéresse, c'est la question de la morale. C'est là le thème de l'essai que je viens de publier : *Metaphysics as a Guide to Morals*. »

« La métaphysique n'est donc pas seule en cause dans votre roman. Le personnage principal,

Marcus Vallar, est une figure messianique. »

« Il est surtout perché comme tel par les autres personnages. Ludens est celui qui s'aperçoit que Marcus comme s'il était un sauveur. En réalité, Marcus, lui, doute. Il dit même que tout cela n'a pas de sens. Pourtant, il croit en lui-même, il devient un sage, un faiseur de miracle, plutôt qu'un penseur, un auteur. Mais ce sont les gens qui veulent voir en Marcus un messie, ce qui, à l'évidence, va causer sa perte. Les gens, bien sûr, commencent à être déçus dans leur attente... Et la fracture survient. Au fond, elle était présente à l'œuvre, en fait, dès l'instant où Marcus, des années auparavant, réalise qu'il ne peut plus faire de mathématiques. Il songe à devenir philosophe, puis se laisse aller à penser qu'il pourrait être un « sage », un métaphysicien. C'est une erreur mentale. Sur le plan d'existence de la philosophie, pour ce juif dont la foi a été ébranlée. »

Le danger des « nouvelles structures de narration »

« Le mal, comme toujours, dans votre œuvre. Avez-vous le sentiment, aujourd'hui, que le mal est insurmontable ? »

« Peut-être n'est-ce pas aussi net que cela. Toutefois, il est vrai que la bataille entre le bien et le mal est toujours à l'arrière-plan. Je suis âgée. J'ai traversé pas mal d'années de ce siècle. J'ai assisté à une extraordinaire suite de changements. Mon père a combattu durant la première guerre mondiale, le suis, juste après. Ma jeunesse a été marquée par la deuxième guerre mondiale. Quand on se retourne et qu'on voit le début du siècle, on voit l'espoir. L'espoir en la civilisation. Au lieu de cela, la première guerre mondiale,

pendant l'entre-deux-guerres, l'espoir a resurgi. A l'école, on entendait que le mal n'y avait rien de pire que ce qu'il y avait eu. Et la deuxième guerre mondiale a éclaté. Malgré tout, après cette guerre, l'espoir, de nouveau, a réapparu. Nous avons assisté à la chute du communisme, à la libération des pays de l'Est. Nous avons vu cela merveilleux. Et puis, la Yougoslavie a explosé. On ne peut pas empêcher la guerre. Le mal, incarné en ce siècle, au premier chef, par Hitler, nous paraît insurmontable. Et pourtant il demeure. »

« Le refuge de la religion humaine semble illusoire, en tout cas pour vous. »

« Oui. Occident, nous sommes confrontés au christianisme, cette religion qui croit à un ailleurs meilleur que chacun doit s'efforcer de gagner. Je ne crois pas personnellement en un Dieu incarné, au Christ, mais je suis déçolé de voir que son image est flétrie par la religion. Pour moi, la raison de la crise de la religion chrétienne est dans cette sorte de truc, ce boudhisme et de l'hindouisme. »

« Maître Eckhart a parlé de cette interrogation humaine à propos du divin. L'une de ses idées centrales peut se résumer ainsi : cherchons Dieu dans nos cœurs, c'est là qu'il réside. Des propos qui ont provoqué un scandale et qui ont entraîné sa condamnation par l'Église. Pourtant, cette idée existe depuis bien longtemps dans le bouddhisme. Dans mes livres les plus récents, la question était présente à mon esprit quand je construisais mes personnages. Dans *L'Apprenti du bien*, Stuart a ce problème. Dans le *Message à la planète* aussi, la question se pose mais plus difficilement en raison du dualisme de Marcus et de l'arrière-plan de l'existence des juifs. »

« Au fond, il est très difficile de trouver son chemin. La représentation platonicienne de l'affrontement du bien et du mal, dont l'expression la plus parfaite est le mythe de la caverne, est un grand message pour l'Occident. Les hommes doivent trouver leur chemin pour sortir de l'obscurité. Nous devons garder ces idées présentes à l'esprit et maintenir notre réflexion. D'autant que nous sommes englobés dans cette civilisation purement technologique, télévisuelle. L'usage qui est fait de la télévision provoque de terribles dégâts. Notamment sur les enfants. »

« Je me suis beaucoup intéressée à la question de l'éducation, qui déborde celle de la télévision. En Angleterre, il y a des écoles religieuses et des écoles laïques. Mais pourtant, jusqu'à une date récente, dans les écoles d'État, les enfants disaient la prière matin et soir et chantaient les hymnes. Dans ce pays vivent beaucoup de musulmans, de juifs et bien sûr de chrétiens. Qu'ils coexistent de manière harmonieuse, sans heurts, est extrêmement difficile, mais cela devrait être l'un des buts de l'école. »

« Selon vous, le roman a-t-il un rôle à jouer face à ces questions ? »

« Je pense que pour sa survie, pour son existence, il est indispensable que le roman explore toutes les voies de la réflexion. Mais, en



il y a un moment où, il trop vouloir « casser » l'histoire, déconstruire le récit, on tue le roman. Pour moi, la notion de récit est extrêmement importante. »

« Comment construisez-vous vos romans, qui sont si très proches du métaphysique ? »

« Je construis un plan. Mais avant cela, je passe beaucoup de temps à penser et à regarder par la fenêtre. Il faut laisser les idées et les personnages se mettre en place. Il faut s'autoriser à les mêler, commencer à les faire vivre. Ensuite, seulement, je fais le plan. Je fixe les traits généraux des personnages, la ligne de l'intrigue, j'écris les dialogues. Mais surtout, je concentre toute mon attention sur la structure profonde du récit. J'examine de possibles développements de l'intrigue, de possibles actions, que je ne finirai finalement pas. »

« Je m'intéresse à la structure de chaque personnage. J'ai un cahier plein de noms que je mets ici et là. Parfois le nom juste au moment où j'en ai besoin. Je le change, jusqu'au moment où je peux me dire : « Voilà, c'est le bon. » Je ne fais pas cela pendant des mois, mais ça m'aide. Un jour, j'écris la première phrase. Ensuite, par ce travail, elle vient naturellement. »

« Après, il faut être patient. Vos romans sont des romans de la pensée. Mais, toujours, y sont présentes la peinture, la musique, et même la cuisine. »

« C'est la vie, l'adore la peinture. Dans cette maison, je suis entourée de toiles, que je regarde sans cesse. Autrefois, je peignais, mais j'ai cessé à l'âge de vingt-cinq ans. Définitivement. Depuis, je me contente d'aller dans les expositions, de regarder la peinture. Quant à la cuisine, c'est aussi une passion. Il y a beaucoup de talent pour cela. Beaucoup plus que moi ! »

« Pour être plus précise, je dirai que chaque chose qu'on aime, qu'on connaît, doit être utilisée dans le roman. Doit servir le roman. Selon moi, c'est même une obligation. »

Propos recueillis par Christilla Pellé-Doulet

N° 35 VIENT DE PARAITRE - 60 F

LETTRE

AU SOMMAIRE

LE TRIOMPHE DE SISYPHE
L'Europe en turbulence

Jan BLOMSTEDT, Blaga DIMITROVA, André GAURON,
Michel MASKOWSKI, Slawomir MROZEK, Peter NADAS,
Lucian PINTILIE, Vladimir PISTALO, Jerzy PLAZEWSKI, Jens REICH,
Dubravka UGRESIC, Slavoj ZIZEK.

COMENIUS - NOTRE CONTEMPORAIN ?
Le « Praeceptor Gentium » 400 ans après

Jan BOOR, Willem FRUJHOFF, Marc FUMAROLI, Xavier Galmiche,
Libuse MONIKOVA, Jan PATOCKA, Martin VACULIK.

DU CAP ■ LA CORNE
De l'Afrique du Sud à la Somalie

André BRINK, Nuruddin FARAH, Denis HIRSON, Zakes MDA.

La première revue
intellectuelle européenne

Abonnement : France - 200 F par an (nos) Europe + Maghreb : 230 F
Autres pays : 250 F Par chèque à l'ordre de : 18 rue Saint Fiacre 75002 Paris ou CCP Paris 812559 X

Enfance de sainte

Les spirales d'Iris

LE MESSAGE

A LA PLANÈTE,

d'Iris Murdoch.

Traduit de l'anglais

par Paula Guivarch.

Gallimard, 693 p., 180 F.

Il y a trente ans, Iris Murdoch

vient de publier un essai

philosophique, *Metaphysics as a*

Guide to Morals, tandis que

paraît en France son vingt-

septième roman, le *Message à la*

planète, récit complexe et puis-

sant qui mêle trois histoires en

spirales croisées. La première est

celle de l'arrivée d'un professeur

d'histoire, Alfred Ludens (le

jeune, en latin), et un ancien

génie mathématicien, Marcus Val-

lar, être énigmatique que Ludens

poursuit, soutient, entoure, per-

suadé que le mathématicien s'est

transformé en philosophe-pro-

phète porteur d'un « message »

(le *Message à la planète*) qu'il

doit transmettre.

La mission incombe à

Ludens, du moins le croit-il, lui,

qui « ignore ». La

mission herodotéenne, métaphysique

celle-ci, retracer le cheminement

de Vallar, ses interrogations : se-

rait-il vraiment un prophète ? La

connaissance absolue peut-elle

être atteinte et comment ? Si cette

connaissance est le Bien, faut-il,

toutefois, en passer par le Mal ?

« Une fois atteinte, la

connaissance est la mort signifi-

cative. » La troisième intrigue,

enfin, trace les amours difficiles

de France et de Jack.

Au cœur du roman, une scène

étrange, où Ludens, Patrick,

l'ami de Gildas, Ludens et Jack,

le quatuor de « la bande d'Ox-

ford », lui aussi fasciné, autrefois,

par le jeune Marcus, se meurt.

Ludens part à la recherche de

Marcus, seul capable de faire

quelque chose, pense-t-il. Marcus

« ressuscite » Patrick, dans

un corps à corps violent avec le

moribond, lui résumant la vie.

Dès lors, l'existence de chacun

va prendre un tour très singulier.

Marcus se perd dans une interro-

gation sans fin sur son propre

passé, poursuivi par Ludens. Par

ce peu, la « nouvelle » ayant

son chemin, le nouveau Messie

attire involontairement toutes

sortes d'illuminés (dont les por-

traits sont un régal d'ironie) qui

voient en lui un gourou, un pro-

phète. Incapable de répondre à

leur attente, il face à lui-même,

à son obsession de la « solution

finale », à laquelle sa famille a

échappé (Marcus est juif) et à la

tentation de se perdre pour un

Dieu, Marcus meurt. Solitude ?

Les autres personnages seront

comme « précipités » vers leur

propre vie : la « nouvelle »

Ludens, entraîné par la présence

de Marcus, la « nouvelle » (bo-

tausses) de France et Jack,

l'amour frivole pour l'âme.

Mais, comme toujours, Iris

Murdoch explore, dans son

roman, les grandes questions qui

le préoccupent : le Bien et le Mal,

l'incarnation du divin, le pouvoir

de la réflexion, du langage, la

nature de la conscience. Sans

jamais sombrer dans la lourdeur

démonstrative. Avec elle, on

s'embrasse avec jubilation dans

le récit, on va de l'intrigue roma-

nesque à la réflexion philosophi-

que, on passe par l'humour. On

se voit porté par un souffle vital

réjouissant.

C. P. D.

Commémorer Aragon, c'est le lire

Dix ans après sa mort, où est donc Aragon ? On le dit au « purgatoire » des écrivains...

J'ABATS MON JEU

d'Aragon.
Alain Bosquet, France,
1992. Les lettres françaises, 288 p., 110 F.

Aragon n'est pas un mort convenable : trop bon écrivain, trop communiste, trop mystérieux. C'est lui qui a écrit dans le cercle de la commémoration. Pour le dixième anniversaire de sa mort (c'était le 24 décembre 1982), seuls ceux qui l'ont lu et compris ont parlé de lui. François Mauriac, Alain Bosquet dans le *Figaro*, Pierre Daix dans le *Quotidien de Paris* (1), Jean Duvigneaud dans le numéro spécial de l'*Humanité* du 17 décembre (2). Bref, la qualité d'écrivain, plutôt que la « supplémentation » financière par une coupe de champagne ou une soirée de foie gras.

Il n'y a qu'une manière de commémorer un écrivain, c'est de le lire. Il paraît qu'on ne lit guère Aragon en France ces temps-ci — les livres de ses livres sont dans le purgatoire. La propagande de « philosophes » plus ou moins nouveaux d'écrivains plus ou moins talentueux, tous grands amateurs de « culture », trace le portrait simpliste d'un stalinien qui se serait trompé sur tout et n'aurait rien écrit. On ne craint pas, après avoir lu, d'avoir lu un livre d'Aragon en entier, de le lire, de le laisser aller de son style, pas plus que de convoquer René Char pour être lu par lui.

conviendrait de « dire du mal » d'Aragon. Craindrait-on, secrètement, de se mesurer à l'œuvre de ce créateur si fécond, si millier de pages de prose ? Serait-on effrayé, quand on se prétend romancier, d'avoir à commenter une de ses phrases : « Le roman est une machine inventée par l'homme pour l'appréhension du monde » ?

« J'ai abattu mon jeu pour prouver que je ne suis pas seul. Que d'autres, voyant mon jeu, s'y allieront », disait Aragon dans sa préface à *J'abats mon jeu*, un recueil de 1959, qu'on vient de rééditer. Dans ses quinze articles ou discours, entre 1934 et 1975, apparaît un Aragon dont on parle peu, un critique qui prône le « savoir aimer », se veut « pédagogue de l'enthousiasme », un homme qui évoque des « moments de fabrication », un fou de littérature qui veut convaincre, un lecteur ébloui qui aime le présent, lit les jeunes auteurs, se réjouit de la littérature de son temps et se veut vivre dans « une grande époque de prose ».

De l'article qui ouvre le livre, « Un perpétuel printemps », on n'a retenu que quelques phrases, toujours les mêmes (parce que ce texte est devenu la référence littéraire de Philippe Sollers). On a voulu oublier le sens profond de cette « déclaration de lecture », pas moins de deux ans après, pour demander à ce que le livre le vertige : merci à qui ne fait perdre, à qui ne fait perdre, d'une de ces phrases où la tête part, où c'est une machine qui prend. Aragon régit ne préside à rien.

« Pourquoi pour quoi le monde ? » L'or du monde. De Théodore Géricault, Aragon avait écrit pour parler, lui qui avait mis au centre d'un de ses romans, la *Semaine sainte*. Il écrit au début de 1939 « Sur Géricault », un portrait de la télévision. Pour des raisons techniques, la télévision n'a jamais eu lieu.

An d'après de *J'abats mon jeu*, on trouvera, bien sûr, des interventions de circonstance, des propos désormais désuets, ou marqués des imperfections du langage oral, mais que la parole d'Aragon soit exceptionnellement ferme et construite, surtout comparée au « langage basique » de notre quotidien. Au début d'une démonstration, on découvre un aveu : « Il y a des livres que je ne peux pas lire, et je n'ai pas le droit de le dire. Par exemple, (Faudrait-il chercher à ce livre-là l'explication de certains « défaisances » d'Aragon ?) « Ce qui ne m'empêche pas d'aimer des livres que je ne dois pas lire, par exemple, (Faut-il y aller de la part quelque incongru, cela est possible, mais ne m'empêche pas de le lire pour ce que je n'ai même pas le droit de justifier politiquement à l'incongruence. C'est vrai, je n'en ai pas. (...) J'ai parfois des moments malheureux, ou que l'on veut pour incompréhensibles, ou que l'on ne satisfait pas. Qu'importe ! »

Faut-il, si l'on n'a rien lu encore de cette œuvre, commencer par cet Aragon lecteur, muni-

que, militant, bien ouvrir Aurélien ou la *Semaine sainte* (3) pour constater qu'il n'est pas indifférent, pour un romancier, de savoir écrire ? Qu'importe. Ici, on trouve le chant profond de la France, qui est Apollinaire ou Debussy, qui est Renouir ou Eclair, mais qui est la chose du monde la moins conciliable avec la littérature de la mort.

Josyane Savigneau

(1) Pierre Laroche, l'auteur d'une passionnante biographie d'Aragon (*Aragon, une vie à changer*, Seuil 1975) et publié en janvier chez Hachette une *Vie quotidienne des surréalistes*.

(2) En outre, dès octobre, a paru un numéro spécial des *Lettres françaises*, mensuel qui dirige aujourd'hui Jean Ristat, le *Monde des livres* du 2 octobre.

(3) Aurélien est disponible en édition de poche (« Folio », Gallimard, n° 1730). En revanche, la *Semaine sainte* n'est que dans la collection « blanches » de Gallimard, où il a paru en 1958.

LISEZ LES LIVRES DE VOS ENFANTS

C'est la saison du Père Noël



Virginia Mayo : « Et moi, Père Noël ? »

Les livres, on ne sont pas seulement des cadeaux exceptionnels qu'on reçoit pour les fêtes. Pourtant, il y a aussi des publications saisonnières qui font rêver, le temps des vacances, les plus jeunes. Pourquoi pas le Père Noël ? ... Pour ceux qui croient, pour ceux qui n'y croient plus, pour ceux qui veulent y croire, voici, péle-mêle, quelques jolies histoires autour de Noël.

Et que se passerait-il si le Père Noël était... Ou fatigué... Dans son traineau tiré par trois cerfs, par la cheminée, il descend dans la chambre des enfants et remplit les bas suspendus au pied du lit. N'aurait-il pas oublié le plus petit, qui part, accroché au traineau, dans le pays des Pépées Noël ? ... Un délicieux cauchemar. *Les Pépées Noël*, de Virginia Mayo, Kailéidoscope (Diff. Ecole des loisirs), 28 p., 72 F. (Pour les plus petits).

Grand-père a disparu. Perdu dans la tempête de neige, le grand-père de Mélissa s'est perdu. Un livre qui fait rêver.

« L'Ours au bonnet rouge », de Barbara Delgado, Hachette Jeunesse, 28 p., 65 F.

Un loup bossu, une machine qui s'ennuie, un héros congelé pour décrocher une souris, une souris, un ours et des ours, un prince aux traits fermés... Dix-huit histoires qui se passent dans la forêt aux tout-petits. Pour les plus petits.

« Contes de Noël et de neige », Beyer-Pomme d'Api, 48 p., 85 F.

Sylvère dans le Père Noël. Une très longue histoire. Comment l'acheminer ? Heureusement, son grand-père est formidable : il connaît l'histoire. Un album aux couleurs vives et riches, en

expliquant le trajet du courrier, mélange le conte à la réalité.

« Une Lettre pour le Père Noël », de Jean Aurenche, Hachette Jeunesse, coll. « Lecteurs de l'herbe », 24 p., 69 F. (A partir de cinq ans).

Un livre merveilleux, plein de surprises, qui est une vraie histoire du Père Noël. Le facteur lui-même apparaît. Dans un enveloppe magique, un jeu de l'île, un puzzle, un mini-livre, une carte de vœux, un théâtre de poche. Un texte en vers de comptines, des dessins très drôles pour ce livre-cadeau débordant de surprises.

« Le Facteur du Père Noël », de Jean Aurenche, Hachette Jeunesse, 32 p., 110 F. (A partir de cinq ans).

Un livre ingénieux pour jouer avec. Avec des découpes pré-découpées et des guirlandes à placer sur le sapin, des cartes de Noël à préparer, une cassette de Noël, une bonbonne à pomme de pin, des surprises. Et quand tout est découpé, il reste encore un petit album souple plein de contes et de poèmes.

« En attendant Noël », de Sophie Kivilla, Milan, 32 p., 75 F. (A partir de six ans).

Et pourquoi pas un roman policier de Noël ? ... Le 23 décembre, un homme est assassiné dans Paris. Sur le lieu du crime, on trouve une maison en forme de sapin, la silhouette du Père Noël. L'enquête mène à des personnages étranges et interlopes, à des histoires de métro, d'organisations secrètes de justiciers, d'une représentation du Père Noël à l'Odéon. Un roman macabre qui finit bien.

« Ours et machine pour Noël », de Jean Cohen-Scafi, Rageot, coll. « Contes de Noël », 192 p., 85 F. (A partir de huit ans).

Nicole Zand

Les légendes de Tolkien

Le centenaire d'un professeur d'Oxford devenu écrivain culte

Il y a cent ans naissait, le 3 juin 1892, à Bloemfontein (Afrique du Sud), le jeune Tolkien ne se doutait pas qu'il deviendrait un des auteurs d'un livre culte, le *Seigneur des anneaux*, qui a fasciné plusieurs générations de lecteurs, leur faisant parcourir, aux besognes de Frodo et Gandalf, l'imaginaire Terre du Milieu.

Revenu d'Afrique du Sud à Angleterre, le jeune Tolkien ne tarde pas à manifester un vif intérêt pour la philologie et les langues anciennes. Il est le *Beowulf* dans son cœur et en vieil anglais, il prend ainsi le goût de l'épopée et des légendes. Il est aussi dans la création de légendes de son invention comme le « naffarin ». Son entrée, en 1910, à l'université d'Oxford va renforcer son intérêt pour la linguistique : il découvre le finnois, le norrois, qui lui ouvre l'accès au trésor des mythes et légendes. Il invente des langues de plus en plus complexes, comme le « quenya », qui deviendra plus tard le langage des elfes.

L'expérience de la première guerre mondiale, la perte de nombreux camarades eurent une influence paradoxale : il se lança dans l'écriture d'une mythologie pour l'Angleterre. « Il y avait un jour où j'eus l'idée de construire un corps de légendes plus ou moins reliées entre elles, à partir de mythes romatiques, et qui se pourrait être un bon pays ».

« Gandalf président »

Sur ce corpus de légendes, il travailla toute sa vie, parallèlement à une paisible carrière d'universitaire à Oxford, où il fut pendant vingt ans professeur d'anglo-saxon, puis de langue et de littérature anglaises. Curieusement, un énorme manuscrit intitulé *Le Silmarillion* ne fut pas publié de son vivant et donna la matière du *Silmarillion* de J.R.R. Tolkien et légendes inachevées que son fils Christopher mit en ordre après sa mort.

En 1937, l'un de ces légendes, qui faillit comme tant d'autres, fut inachevée, parut sous le titre *The Hobbit* et obtint un accueil étonnant. Sur le conseil de son éditeur Stanley

Unwin, Tolkien se décida à écrire un second livre mettant en scène le peuple hobbit. Il ne lui fallait pas moins de deux ans pour mener à bien la rédaction de l'ouvrage qui parut en trois volumes en 1934-1955 : la *Communauté de l'anneau*, les *Deux Tours*, le *Retour du roi*.

Salué par C. S. Lewis comme une révolution, le *Seigneur des anneaux* devint progressivement un succès de librairie et commença à être traduit dans d'autres langues. Mais c'est l'impact de la sortie aux États-Unis qui fit un livre culte : l'ouvrage passionna les jeunes Américains qu'une mythologie se fonde et qui des badges fleurissent : « Gandalf président », « Frodo le vivant ». L'imaginaire débordant d'un monde venait de donner le monde d'une fabuleuse mythologie. En France, il fallut attendre 1972 — un an avant la mort de Tolkien — pour que le *Seigneur des anneaux* soit enfin traduit.

Mais les lecteurs français du *Seigneur des anneaux* ont su reconnaître dignement Martin Greenberg pour rendre hommage à Tolkien : *After the King: Stories in the Honor of J.R.R. Tolkien*. Les lettres de Tolkien dans l'adieu au roi se gardent d'imiter servilement le maître : ils illustrent bien plutôt la diversité de la richesse d'un genre — la *fantasy* — qui a essayé depuis la Terre du Milieu sur bien d'autres territoires. On notera tout particulièrement, dans un sommaire relevé, les nouvelles de Robert Silverberg, de Stephen Donaldson et surtout de Peter S. Beagle.

Jacques Bandon

On n'a rien vu à Timisoara

Les délires troublants de Tudor Eliad

TIMISOARA MON AMOUR
de Tudor Eliad.
Jacques Bondon, 250 p., 115 F.

Depuis *Que faire ?* (1) *Mon dictionnaire d'occidentaux* (2) qui raconte les deux cent quatre-vingt-neuf nuits d'un « roman roumain » à Beyrouth, les lecteurs de Tudor Eliad, trouble-fête au roman, inquiet, fasciné, irrité. Ce polémiste franco-roumain, dont la verve et le verbe nous ramènent à Malaparte, à un nihilisme ravageur, n'a pas davantage peur de l'outrance que des dérives les plus fous ! Eliad écrit d'amères déceptions, un roman désespéré sur les terres de l'exil.

Ses grandes passions, le jazz et le cinéma, traduisent un amour passionné du spectacle et c'est sans doute ainsi qu'il entend nous faire approcher son dernier livre, script ou pamphlet, *Timisoara mon amour*, lequel, malgré le titre et les interrogations soulevées, n'a rien d'un roman durassent.

Que nous dit donc Eliad en cette fin d'année, trois ans après son exil, après les événements sanglants qui ont changé le visage de la Roumanie ? A l'écouter, nous n'avons « rien vu à Timisoara ». « Rien », même si la scène tragique du charnier fabriqué et la vision dantesque d'un ciel noir, zébré de balles traçantes, demeurent vivantes dans la mémoire des spectateurs émus, mais finalement déçus.

Ce livre, écrit à la manière de l'histoire d'un film (réel ou imaginaire) pose plus de questions qu'il n'en résout. Qui serait le riche et puissant producteur de la pellicule intitulée « La révolution roumaine », révolution contestée ? Il tort par l'auteur ? Qui aura choisi les images et quel mystérieux dessein ? Pourquoi le scénario initial a-t-il subi des modifications ?

Précision. — L'*Encyclopédie philosophique universelle*, dont Roger-Pol Droit a rendu compte dans « Le Monde des livres » du 18 novembre, est publiée par les Presses universitaires de France.

tions de cours du tournage et certaines scènes se sont-elles vu remplacer par des figurants ?

Il procède d'une manière allusive, comme pour mieux intriguer ses lecteurs ; il leur donne l'impression d'être les objets passifs de certaines forces obscures qui présideraient au destin des « non-initiés », ceux qui sont tenus à l'écart de la grande négociation planétaire, foule ignorante et manipulable.

Malgré l'humour décapant, nous éprouvons parfois un certain malaise face à ce feu d'artifice, comme si l'auteur, effrayé pour la première fois par un dialogue, avait décidé de s'arrêter avant la fin du parcours. C'est frustrant !

Pourtant, au-delà des épisodes désemparés ou exaspérés, des aventures, des procès, des procès de Ceausescu, avatars de la télévision roumaine, dernier congrès du Parti communiste, présence du plateau d'agents troubles et doubles, le lecteur, averti ou naïf, pourrait bien se poser la question, celle qui fait froid dans le dos : et si les délices joyeux, désespérés et modérément crédibles de l'auteur roumain que le pale maître de la fiction ?

Edgar Reichmann

(1) L'Age d'homme, 1986.
(2) Jacques Bondon, 1991. Voir le *Monde* du 23 octobre 1991.

« Le Monde » au jour le jour

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
1944-1991.
Le Monde Ed., 1 064 p., 395 F.

« L'Histoire au jour le jour, cette œuvre des témoins, des analystes et des événements, n'est peut-être pas l'Histoire. Elle est constituée néanmoins, pour une pluralité de raisons, d'une composante essentielle » Jacques Lesourne, directeur du *Monde*, écrit

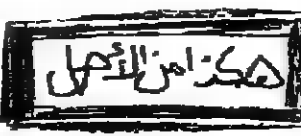
ainsi sa préface à la nouvelle édition de *L'Histoire au jour le jour*, 1944-1991, qui regroupe cinq volumes publiés par le *Monde* entre 1986 et 1992.

De l'effondrement du régime hitlérien à l'éclatement de l'URSS, l'imposant ouvrage couvre presque un demi-siècle de faits, de jugements, d'histoires dans l'Histoire. Les articles les plus significatifs publiés par le quotidien depuis 1944. L'ouvrage porte témoignage de la mouvance des

individus, des sociétés et des nations.

Il rappelle aussi la vision des contemporains d'un monde qui, d'ores et déjà, appartient au passé, mais doute à l'histoire, peut-être à la postérité.

Assorti de cartes en couleurs, d'index, de thèmes, de noms de lieux, de personnes, l'*Histoire au jour le jour* acquiert un caractère d'encyclopédie sible et utile au plus grand nombre.



PRESSE

Fils du patron du « Figaro »

Jacques Hersant est mort

L'un des huit enfants de M. Robert Hersant, Jacques Hersant, est décédé d'une crise cardiaque la nuit du 22 au 23 décembre, à l'âge de cinquante et un ans. Tragique coïncidence, son enterrement devait avoir lieu samedi 23 décembre, jour du décès du Figaro du quotidien France-Soir, dont il fut le PDG de 1982 à 1988.

Jacques Hersant est né le 12 août 1941 à Rouen. Comme Michel et Philippe, les deux autres fils du patron du Figaro, il a été élevé dans une atmosphère de communication après avoir été à l'école des Roches. Cet homme, très convivial, était un passionné de pêche et de chasse. Après avoir fait son apprentissage au groupe Franco-Antilles en 1964, il avait fondé, avec plus tard, le groupe Gerpre, qui publie la Revue nationale de la chasse, la Pêche et les Poissons, une publication.

M. Robert Hersant lui a consacré une page dans son quotidien régional, la Liberté de Morlaix, et enfin l'Auto-Journal, magazine qui fut le premier de la presse France-Soir en 1982, alors que ce quotidien était déjà Jacques Hersant l'a quitté six ans plus tard, pour aller à la place à l'actuel PDG, M. Philippe Villin. Il avait gardé une certaine indépendance de son époque. Jacques Hersant avait une certaine apparition en politique, comme député apparenté RPR du Pas-de-Calais de 1982 à 1988.

Une autre édition du problème de la succession de M. Robert Hersant. Surtout, il ne produit alors rien de groupe, mais seulement endosse, l'aspect de romancier universel des romans de capitaux au profit des banques et des entreprises. En tant que « vasesaux amiraux », le Figaro et France-Soir, traversent une crise financière et morale. A la fin du Figaro, qui n'avait toujours pas annoncé le décès le 24 décembre, on sentait qu'il pourrait donner lieu à des réactions de M. Robert Hersant.

Y. M. L.

CARNET DU Monde

Naissances

- Vincent, Oxy, Marjolaine
L'amour nous a donné naissance
Frédéric (1965),
Philippe (1967),
Philippe (1972).
L'amour nous donne aujourd'hui
née le 22 octobre 1992,
premier petit-enfant.
et Philippe
GINESTE,
CLAVAUD-VALLÉE,
Geneviève DALET-GINESTE,
Jean-Louis GINESTE.

Décès

- Claude Brulé,
président du Comité des auteurs et compositeurs dramatiques.
Et les membres de la commission, saluent une grande émotion leur
Louis DUCREUX,
officier de la Légion d'honneur,
de Rouen et de la Loterie.
décédé à Paris, le 19 décembre 1992, à l'âge de quatre-vingt-un ans.
Les obsèques ont lieu dans l'intimité.
Un hommage lui sera rendu le vendredi 1er janvier 1993, à 17 h 30, au Saint-Roch, à Paris-14.
(Le Monde du 23 décembre.)

Vœux

Les vœux PARKER
présentent leurs vœux à leur amis, clients et futurs clients.
16, rue Chauvau-Lagarde,
15000 Paris.

Anniversaires

- Le 25 décembre 1986 disparaissent
Tina GOTTESFELD.
Une épouse,
des enfants et petits-enfants
vous prient de leur rendre à son souvenir.
- Le 25 décembre 1983
Philippe LE GOFF
disparaissait en son
Sa famille,
ses amis ne perdait pas.
- Il y a deux ans
Pierre PERRONO
a quitté les vivants.
Une pensée particulière est adressée à tous ceux qui l'ont aimé et estimé.

Soutenances de thèses

- Le 7 novembre 1992, à l'université de Nico-Sophia-Antipolis, M. Pierre Gioanni a soutenu son doctorat en droit sur le thème de la responsabilité pénale de la loi de l'intervention pénale.
Ce travail a été mentionné avec honneur par le jury.
- Le 7 novembre 1992, à l'université de Nico-Sophia-Antipolis, M. Pierre Gioanni a soutenu son doctorat en droit sur le thème de la responsabilité pénale de la loi de l'intervention pénale.
Ce travail a été mentionné avec honneur par le jury.

CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques : 100 F
Abonnés et actionnaires : 90 F
Communications diverses : 185 F
Thèses étudiants : 60 F

Pompes Funèbres

Marbrerie
CAHEN & C^e

43-20-74-52
MINITEL par le 11

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le travail des ministres s'est réuni, mercredi 23 décembre, à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

Conciliation en Europe

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la ratification de la convention pour la conciliation en Europe au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Cette convention a pour origine une initiative franco-allemande. Elle vise à faciliter le recours à la conciliation et à l'arbitrage par les Etats européens. Vingt-neuf Etats ont déjà signé.

Les engagements politiques déjà pris au sein de la CSCE en matière de règlement pacifique des conflits sont insuffisants. Face à la multiplication des causes de tension en Europe et pour désamorcer les crises dans leur phase la plus précoce, il est nécessaire de mettre en place des procédures plus contraignantes pour les Etats.

Une cour de conciliation et d'arbitrage, établie à Genève, sera constituée de personnalités désignées par les Etats.

En cas de différend entre deux Etats parties à la convention, une commission de conciliation sera constituée, au sein de la cour, à la demande de l'un ou l'autre des Etats.

Un tribunal arbitral sera mis en place dans les mêmes conditions, un Etat ne pouvant s'y opposer qu'à la condition de n'avoir pas souscrit au préalable une déclaration reconnaissant le droit des autres Etats de recourir à cette procédure.

La France, qui a joué un rôle majeur dans la mise en place de la convention, entend la ratifier dans les meilleurs délais pour contribuer à sa rapide entrée en vigueur.

Règlement du budget de 1991

Le ministre du Budget a présenté le projet de loi relatif au règlement du budget de 1991.

Ce projet de loi autorise les dépenses supplémentaires et les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement complémentaires.

Les dépenses définitives de 1991 s'élevaient à 237 milliards de francs, soit 1 200 milliards en 1990, soit une progression de 3,1 %. Les dépenses définitives sont égales à 1 349 milliards en 1990, en augmentation de 4,2 %.

Le déficit global d'investissement donne lieu à un déficit de près de 132 milliards de francs, représentant 1,95 % du produit intérieur brut. Les prévisions de la loi de finances initiale portaient sur un déficit de 11 milliards.

Exercice de l'activité des marchands de biens

Le ministre délégué au logement et au cadre de vie a présenté un projet de loi relatif à la protection des occupants de biens immobiliers.

Le projet de loi crée une nouvelle législation relative à l'exercice de l'activité des marchands de biens immobiliers. Les ministres du 2 décembre qui n'ont pas pu intervenir ont pu intervenir.

En cas de vente d'un immeuble occupé par des locataires, les derniers devront être personnellement informés des conditions de la vente. Le nouveau propriétaire devra satisfaire à cette obligation avant d'exercer son droit de visite des locaux et le pouvoir d'interdire aux occupants dans les conditions définies par la loi.

Lorsqu'un immeuble est vendu en lots et en vertu de la vente, le vendeur

devra faire établir un diagnostic de l'état de l'immeuble par un technicien indépendant. Le vendeur devra alors fournir à l'acquéreur ce diagnostic. Il pourra ainsi, s'il le souhaite, exercer son droit de préemption. Le diagnostic sera fourni à l'acquéreur.

Un nouveau contrat, le contrat de vente en état futur de réhabilitation, offrira de meilleures garanties aux acquéreurs de logements destinés à l'habitat individuel de rénovation. La nature et les délais des travaux devront être précisés. Le vendeur devra apporter une garantie de bon fin.

Relèvement du SMIC dans les DOM

Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a présenté un décret portant relèvement du minimum de croissance (SMIC) dans les départements d'outre-mer, à compter du 1er janvier 1993.

Ce relèvement constitue une nouvelle étape du rattrapage amorcé en juillet 1990, entre le SMIC des départements d'outre-mer et le SMIC métropolitain. Ce relèvement est en outre destiné à la réduction de l'écart social entre les départements et la métropole.

Le taux horaire du SMIC dans les départements d'outre-mer est porté de 29,56 francs à 30,45 francs, soit une augmentation de 3 %. Ce taux, aujourd'hui inférieur de 13,2 % au taux métropolitain, ne lui sera plus inférieur que de 10,6 %.

Bilan de la session parlementaire

Le ministre des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, a présenté une communication sur le bilan de la session parlementaire.

A l'issue de la session parlementaire d'automne et de la session extraordinaire en session, les lois ont été adoptées par le Parlement, les lois autorisant l'approbation des conventions internationales.

Plusieurs des lois votées ont engagé des réformes importantes, notamment la réforme de la procédure pénale, la lutte contre la corruption, la maîtrise des dépenses de santé, le développement du travail à temps partiel, la protection des consommateurs et la lutte contre le bruit.

L'adoption de la loi de finances pour 1993 a permis de maintenir la politique économique du gouvernement, orientée vers la recherche de la compétitivité de notre économie. Elle a permis aussi, malgré une conjoncture difficile, de promouvoir certaines priorités nationales : éducation, emploi, logement social, politique de la ville, sécurité publique, protection de l'environnement.

Pour l'adoption de ce projet, le gouvernement n'a recouru à l'urgence que pour sa responsabilité devant

l'Assemblée nationale en vertu de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution qu'à deux reprises, dans une procédure ayant fait intervenir cinq reprises au cours de la session d'automne de chacune des années 1990 et 1991. Par son attention et sa partialité, l'opposition a contribué à l'adoption de plusieurs lois.

Deux motions de censure déposées en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution ont été rejetées.

Sécurité de la navigation maritime

Le secrétaire d'Etat à la mer a présenté une communication relative à la sécurité de la navigation maritime.

Le dispositif français de surveillance de la navigation maritime en intervention en mer a fait la preuve de son efficacité. Il repose sur les services régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage et sur la coordination par les préfets maritimes des moyens de surveillance. Plusieurs centaines de navires ont été assistés chaque année le long de nos côtes et plusieurs dizaines d'accidents y sont, à coup sûr, évités.

Malgré les risques n'ont pas disparu. La Mer est la zone maritime la plus fréquentée du monde : un navire franchit le pas de Calais toutes les dix minutes. Les équipages des navires sont assistés chaque année le long de nos côtes et plusieurs dizaines d'accidents y sont, à coup sûr, évités.

Pour sauvegarder la vie humaine en mer et préserver l'environnement marin, le gouvernement entend poursuivre la modernisation de notre dispositif de surveillance, d'assistance et d'intervention. Il prépare également un projet de loi sur la police en mer visant à renforcer la sécurité de nos approches maritimes.

La France entend aussi promouvoir, au niveau international, l'amélioration de la qualification des équipages et de la qualité des navires. Elle est à l'origine, au sein de l'Organisation maritime internationale, de nombreuses propositions visant à la définition de normes plus exigeantes.

Elle agit aussi avec ses voisins immédiats, Espagne, Grande-Bretagne, et par la voie d'accords bilatéraux, de ses accords, il faut que la France s'efforce d'appliquer des règles strictes en matière de sécurité, dans le d'organiser un espace maritime commun.

□ Nocturnes de l'Arc de triomphe. - Pour permettre d'admirer les Champs-Élysées leur décor lumineux, l'ouverture de l'Arc de triomphe sera prolongée jusqu'à 20 heures, du 25 au 31 décembre inclus ainsi que les 2 et 3 janvier.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5840

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

e d'esprit. - Un étranger. - II. Tranche de melon. Règles. Une partie de l'étranger. - 7. Une discussion. - 8. Participer. - 9. III. Il n'y a rien à prendre. Pas de problème. - 10. Provoque des problèmes vagues. Autrement, il pouvait être le bonnet.

Solution du problème n° 5839

I. Fleuriste. - II. Rameur. - III. Inactifs. - IV. El. Su. - V. Echo. Irais. - VI. Eu. Et. - VII. Mégares. - VIII. Lue. Uri. - IX. Arrières. - X. Nauf. Ures. - XI. Crise. A.M.

HORIZONTALEMENT

I. Il n'y a rien à prendre. - II. Un homme aux moyens limités. - III. Unité de pression. Est très collante. - IV. Il y a beaucoup de... - V. Pêcheur. Deuxième des poissons les plus recherchés. - VI. En Touraine. Primaire, d'une très grande... - VII. Pêcheur à Compigne. Pas sombre. - VIII. Pour un homme qui se porte bien la culotte. - IX. Fumée de tabac. - X. Comme une vole pour le remède. - XI. Il n'y a rien à prendre.

VERTICALEMENT

1. Quand il en est question, c'est du... Somme qu'on... en Orient. - 2. Interjection. - 3. Un groupe de peintres. Fait suite au jargon. - 4. Un... - 5. Dénote une présence

Loto	
MERCREDI 23 DECEMBRE 1992	
19955	
9	17 25 35 38 39 40
L'Etat a tiré 52 millions de francs	
6	12 4 731 250 F
2	12 14 015 F
3	21 10 830 F
4	11 151 F
5	12 04 07 10 F
20335	
1	3 7 13 28 38 47
L'Etat a tiré 52 millions de francs	
6	12 3 373 410 F
2	12 33 585 F
3	21 3 760 F
4	11 74 F
5	12 7 F

هكذا من العمل

Thomson cède ses produits blancs au groupe italien Elfi

L'Europe de l'électroménager

M. Henri Lagarde, PDG de Thomson Electroménager (TEM), explique qu'il est important de posséder une entreprise qui soit solide financièrement capable de s'engager — le long terme. D'autre part, Efti a des clients depuis son implantation en France, et il a déjà commencé à fabriquer de chauffe-eau Chaffoteaux aux Mairys — précise-t-on. Les Crédits nationaux du Psa ont financé l'ingénierie de la structure de l'opération. Propriété des frères Luigi et Gian-Franco Novicelli, Efti a 7 millions de francs de chiffre d'affaires, et 500 salariés s'installent en France, et plus particulièrement à TEM dont il avait déjà repris deux petites unités, avant réfection et Paul Simon, Efti.

Début janvier, sous par le
d'après privatisation, le par
ditum, concrètement, le par
l'industrie industrielle et par
sement financier, a été créé
la forme d'une société à droit fran-
çais, probablement dénommée
"electroménager", ajou-
tation au groupe national. Ces nou-
velles sociétés ont pour but d'acquies-
cer TEM pour un prix communiqué
proche, selon certaines
sources, de 2 milliards de francs
proposés, en 1990, par l'américain
General Electric lors d'une pro-
position tentative de reprise que
les organisations syndicales avaient
refusé.

Concentration en Europe

Les syndicats ne l'ont pas voulu ainsi. Ni la plus ou moins appa-
rue « francisation » du rôle du
Ministre de l'Industrie et du gouver-
nement sur l'emploi ou les salaires
grâce à leurs yeux. L'inter-CFDT
du groupe public qualifie lui-
même « grande braderie » cette opération,
cristallisée par la manifestation
à Paris le 23 décembre
quand toutes les usines de la
société publique ont fermé leur activi-
té pour les fêtes de fin d'année.
Surtout, l'on discerne dans le bilan
de cette privatisation, moins le
soutil d'assurer le maintien d'une
activité française que l'électromé-
tallurgie et le fruit d'une simple
conjonction d'intérêts.

Conjonction d'intérêts d'un PDG de Thomson SA, M. Gomez, soupçonné de ne s'être jamais intéressé à la vie de sa filiale de « produits blancs » ; d'un PDG de TEM, M. Lardet, pressé de se barrer d'un poste qu'il n'a jamais exercé ; d'un ministre de l'Industrie, des finances et de l'incapacité de tenir ses engagements financiers au faveur de la famille royale du groupe, Thomson Consumer Electronics (TCE). *« On ne laissera pas faire, assurait mercredi le secrétaire général de l'Inter-CFDT, M. Robert Vieillard. Nous allons d'ores et déjà tenter les possibilités d'aller en justice ».*

« Le pays industriel a changé en dix ans », rétorque-t-on au Commerce extérieur, en soulignant l'important mouvement de coopération de l'électroménager en Europe. L'américain Whirlpool a repris les produits de la firme de Philips avant de pousser ses pions à l'Est; le britannique Electrolux s'est hissé, à coups d'acquisitions, au deuxième rang européen. Tout-puissant en Allemagne, second en Espagne, l'allemand Bosch a même un accord de coopération avec l'américain Maytag. Les exportateurs General Electric a pris 30 % du britannique Domestic Appliances. Les japonais guettent; le coréen Samsung s'est mis en marche après avoir investi 11 millions de dollars (59,4 millions de francs) dans la machine à café.

Difficile pour TEM, dans conditions de rester sans aucun investissement en France. Les spécialistes du petit commerce ont remarqué que les robots ménagers, grille-pain... et la publicité des réfrigérateurs, le lavage et le lave-vaisselle, démontrent la faiblesse française du secteur depuis la reprise des fours Scholtes par le groupe Martoni-Indesit et les cuisinières Rosières sur un marché italien, Canada. Avec ses marques Brandt, Vedette, Thermor, Sauter et, depuis peu, De Dietrich, TEM est à 6 millions de francs de chiffre d'affaires (dont 1,34 milliard à l'exportation), 7 000 salariés, 28 % du marché français.

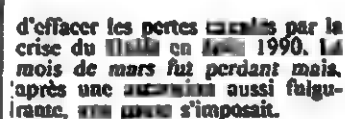
En septembre 1990, le groupe devait initier un **projet** européen d'intérêt économique **Q** avec la coopérative espagnole **F** et la britannique **GDA**. Le **groupe** regroupait **un** **certains** **par**... **le** **un** **de** **monde** **en** **6** **des** **Etats** **unies** **de** **la** **communauté** **des** **Etats** **unies** **de** **la** **recherche** **ou** **l'échange** **de** **produits** **finis**. **une** **association** **devait** **per-**
un **de** **ses** **membres** **de** **beneficier** **d'un** **«** **effet** **de** **taille** **»**. Mais **ne** **remette** **en** **cause** **l'indé-**
pendance **de** **chacun**. **«** **L'existence** **du** **GEIE** **n'est** **pas** **menacée** **»**. **Assure** **le** **FIR** **le** **TEM**, **M. Lascarie**.

Malgré une liquidation largement gagnante

1991, l'année noire qui s'est achevée mercredi 23 décembre en restant pour nous les millions millésimes. Cinq termes financiers relatifs ont été gagnants cette année. L'indice CAC 40 a évolué entre 7 077,49 points, son plus haut niveau atteint le 11 mai (à quelques centimes de son record historique de fin d'année 1990 avec 2192,32), et un plancher atteint le 5 octobre avec 1 617,04 points; entre les deux, un décalage de plus de 400 points, soit 22,45 %.

L'année boursière 1992 avait pourtant bien commencé. Les séquestrés de la Bourse à la fin 1991 pouvaient laisser entrevoir une période plus sereine : le mois boursier de janvier s'achève sur une liquidation quasi historique avec un gain de 13,4 %. Loin d'être achevé, ce mouvement haussier se poursuit le mois suivant avec un triple gagnant de 16,07 %. En seulement deux mois, les valeurs françaises ont gagné 20 %, sur la même occasion.

La reprise qui tardait à venir, des centaines d'entreprises fermées à jamais, des milliers de chômeurs sur les bords de la mer, et surtout le « non » danois à Maastricht, devenu fameux, ont fait du départ à des semaines plutôt qu'à des jours. L'effritement remplaça l'optimisme et, jusqu'au mois d'août, les liquidations perdantes se multiplièrent (- 8,5 % en juillet et - 2,59 % en août).

[illegible]

L'effritement après l'euphorie

Dès le mois d'avril, les bonnes dispositions reviennent, plus exactement dès la fin du mois de mars. Pendant **trois** semaines consécutives, les valeurs françaises affichèrent des **croissances** hebdomadaires gais. Les analystes voyaient alors le CAC au-dessus des **2 400** points pour la fin de l'année. Avril en **marqua** par une nouvelle période gagnante, **jusqu'en** mai. A la fin du terme boursier **de** mai, la barre mythique des **2 900** points était repassée.

Les bonnes dispositions du marché prirent fin en juin. En un mois, les valeurs perdirent 15 %.

ces valeurs ont réellement reprendre un rythme haussier et, à l'exception du secteur des assurances, ont continué de faire le train. Bref, l'avant-dernier mois a connu un recul de 5,19 %. Heureusement, la dernière période de la semaine était nettement plus calme au cœur de laquelle le mois de décembre s'est terminé sur un gain de 8,74 %. La meilleure liquidation après la première de l'année. Par conséquent, l'indice CAC 40 a vu sa cotation passer de 8 800 points à 9 500 points, et la progression des valeurs depuis le 1^{er} janvier a revêtu à 3,4 %.

Il aime maintenant à savoir si cet été de chaleur heure, en partie en de ses anticipations de l'été sur les vers d'été dans la maison qui viennent, me suffisent pour commencer l'année 1991 dans de bonnes conditions.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

France Télécom mis à contribution

qui s'oppose à l'État pour faire en sorte que le régime de la concurrence, France Télécom, suive les règles de la concurrence au lieu de les contourner dans Bull. L'opérateur public ne peut pas venir en aide à la concurrence pour reproduire l'exercice, avec un avantage beaucoup plus mitigé, que celui de Thomson. Pour l'instant, d'abord, la loi n'est pas appliquée. CEA-Industrie, l'organisme qui gère le capital de SGS-Thomson, la France Télécom, la micro-électronique, les télécommunications, plus, enfin français, le développement.

Ensuite, parce que l'opérateur n'a pas la puissance dans le marché de Thomson SA, la branche de la France Télécom, le grand public du groupe dirigé par M. Alain Gomez. Au plus grand profit du bonnet de l'État. Bien

mercredi 22 décembre, le conseil d'administration de France Télécom a accepté de reprendre une partie des actions Thomson SA détenues par l'Etat. France Télécom qui, au cours de ses participations historiques, possède 13,9 % de la maison-mère de Thomson Consumer Electronics, devrait en détenir environ 10 %.

L'opération a été très mal accueillie par les administrateurs de Thomson. Les représentants de la CFDT ont même déposé une opposition, estimant que l'opération était gravement en cause. Ils ont demandé la mise en place d'un conseil d'autonomie de France Télécom, dans les principes de leur applications.

C. M.

L'indépendance de Thomson Electromenager, elle, a vécu, pour permettre la constitution d'un nouveau pool représentant 9 milliards de francs de chiffre d'affaires et 10,9 % des marchés européens. Sans doute le réalisme industriel l'a-t-il emporté. L'Etat, aujourd'hui, n'a plus les moyens d'assurer le développement des groupes publics. Les milliards de francs récoltés par la cession de TEM, serviront à rembourser Thomson SA, qui a perdu 202 millions de francs en 1991 et est endettée à hauteur de 10 milliards de francs du fait, principalement, des difficultés de sa filiale spécialisée, l'Electronique Grand public, Thomson Consumer Electronics (TCE). **TEM** sans doute loin de **sa** **modèle** de réussite industrielle, **est** **espéré** par **M. Angel**. **Dare** réalisé.

PIERRE-ANGEL GAY

Pour éviter les détournements de trafic

Baisse des tarifs du téléphone pour les communications internationales

C'est d'abord une opération charmée. C'est ensuite une opération protection. **France Télécom** a décidé de diminuer le prix de certaines communications internationales à partir du 1^{er} janvier. Cette baisse dépasse, par son ampleur, celle de fin d'année dernier, qui avait touché tout le trafic en direction de l'Amérique du Nord et du Japon. Cette fois, cent cinquante pays sont concernés, pour lesquels la durée de la minute d'appel sera baissée de bureau va, en moyenne, être réduite de 4,1 %.

Les réductions tarifaires les plus significatives concernent l'Amérique du Nord, le Japon et le Sud-Est asiatique industrialisé. Pour les trois zones, le prix « heures pleines » tombe de 10 % à 15 % le mouvement contraire dans l'Europe, avec une réduction de

3,3 % appliquée, aux heures de pointe, aux communications à destination des pays voisins (Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Benelux, Grèce) et de 4,4 % aux appels en direction de la France, du Portugal, de l'Irlande, du Danemark. Enfin, les prix baisseront de 4,4 % pour les pays situés le plus près du Marché Commun en Amérique latine. Les communications des DOM-TOM vers la France et la CEE (en l'absence de la France) et la Suisse seront aussi moins chères.

Au final, personne n'est oublié... presque! Les téléphones demeurent échangés pour les pays maghreb et l'Afrique francophone. Une chose pour les pays de l'Est. C'est stimulerait les communications sur un réseau qui a déjà du mal à absorber le flux actuel.

indique-t-on chez France Télécom. Car si, sur le papier, l'opérateur public, qui réalise 10 % de son chiffre d'affaires sur les communications internationales, se prive par cette opération de 100 millions de francs de recettes, il devrait en récupérer une bonne partie sous forme de trafic supplémentaire. Mais, cher, le 19 devrait être plus sollicité.

Financièrement, c'est la même chose n'est-ce pas ? C'est une affaire commerciale non plus. France Télécom est un gâste en direction de sa clientèle des grandes entreprises. Celle-là même à qui l'on peut vendre des services à haute valeur ajoutée. Et c'est la même chose qui pourrait être la plus tentée par les autres concurrents, notamment sur les services transnationaux. Les services France-

Etats-Unis fixés par l'opérateur français aux longtels les beaucoup plus élevés que ceux pratiqués par les compagnies américaines en sens inverse. « De cette façon, on se protège, explique le directeur du réseau extérieurs, M. Jean-Yves Deshayes. On peut le phénomène de rappelez-moi. »

Politiquement, enfin, le coup d'Etat a été mal joué. Au moment où Bruxelles négocie la libéralisation des télécommunications intra-communautaires au nom de la défense du consommateur, les traités annoncés par l'Europe, qui devraient être rigoureux en même temps que l'Acte unique, valent guère de bonne volonté.

LM

VIE DES ENTREPRISES

Principal concurrent du groupe Sara Lee

VF Corporation reprend à Suez son pôle lingerie

Le groupe VF Corporation d'habillement de luxe en Europe. Ce groupe de Wymissing (Pennsylvanie) a annoncé, mardi 22 décembre, qu'il venait de signer un accord en principe pour l'acquisition de la filiale française Vives Vidal et de sa filiale française Jean Bellanger Entreprises (JBE). Cette acquisition représente une étape capitale dans le développement de VF Corporation sur le marché international de l'habillement, a déclaré son PDG, M. Lawrence R. Pugli. Elle consolide la présence de VF Corporation en Europe et confirme sa volonté de soutenir sa stratégie de marques.

Deuxième groupe mondial d'habillement (derrière Levi Strauss) avec 2,95 milliards de dollars de chiffre d'affaires (16 milliards de francs) pour 1991, VF Corporation (Lee, Wrangler, Vanity Fair...) a pour objectif de doubler son chiffre d'affaires en Europe par son compa-

trite VF Lin, la lingerie féminine. A l'été 1991, VF a acquis avoir acheté Dim au Bich, mais Lee avait repris Playtex. Un achat qui a fait de VF Lin le numéro un mondial du soutien-gorge (avec VF Lin, VF Lin, mais aussi le numéro un du soutien-gorge français de la lingerie féminine VF Lin).

En janvier 1992, VF Corporation rattrapait une partie de son retard, en prenant la marque de corseterie de Damart (Beldor, Variance, Siltex...) à 10,4 % du chiffre d'affaires. L'achat de Vives Vidal-JBE lui donne, d'un coup, une dimension, c'est qu'avait annoncé le chement, l'égide du groupe Suez, de l'espagnol Vives Vidal (marques Gemma pour la lingerie, Blythe pour le sport, quatre filiales en Europe et États-Unis, le nouveau pôle possédait mil-

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PARTICIPATION

Le Journal officiel du mercredi 23 décembre a publié la décision de la Commission nationale des comptes d'épargne et de prévoyance (CNP) de la Caisse nationale de prévoyance (CNP Assurances). Le prix unitaire retenu pour les 3,17 millions de titres, représentant 10 % du capital, est de 270 francs. Ce prix a été déterminé après les estimations de la commission d'évaluation des entreprises publiques qui a fixé pour les Assurances une valeur minimale de 7,5 milliards de francs. Le premier assureur-vie français ouvre ainsi son capital à trois nouveaux investisseurs, ce sont la Caisse des dépôts et consignations (10 %), La Poste (17,5 %), et l'Etat resté à mi-actuaire, avec 42,5 % du

capital, introduction en Bourse prévue à plus longue échéance (le 12 janvier 1993).

OPA

Le groupe de BTP Guinot, qui avait soumis aux autorités boursières son projet d'achat conjointe (OPA) au groupe de BTP Guinot (le 23 décembre), ont, à la suite de celle-ci, relevé le prix offert aux actionnaires de 890 à 936 francs par titre, que le prix de 936 francs était celui auquel Paribas avait acquis les 172 500 actions (soit 32,9 % du capital) détenues par son ancienne filiale Ciments français dans Guinot. En agissant ainsi, les autorités boursières françaises démontrent leur attachement à l'égalité de trai-

tement entre les actionnaires, qu'ils soient détenteurs majoritaires ou minoritaires.

CRISE

Le plan de l'IBM France pour 1993 a été adopté. La réduction d'effectifs de 1 200 personnes pour 1993, sur un total de 17 000 salariés en France, annoncée en octobre, a fait l'objet d'un plan social qui a été adopté après consultation des représentants du personnel, indiquée la direction du groupe IBM France, mercredi 23 décembre. Le dispositif comprend des départs dits naturels, des préretraites (320), des aides individuelles au départ (620), un congé sans solde de deux à trois ans. Selon M. François Oberlin, directeur des ressources humaines, il ne comporte « aucun licenciement et toutes les mesures sont volontaires ». En outre, 330 salariés passeront à un horaire à temps partiel, proportionnellement à la réduction d'effectifs, portant ainsi à 10 % le nombre de travailleurs à temps partiel.

MANAGEMENT

M. Jean-Louis Scherrer demande la mise sous administration provisoire de la société. Le courtierier français Jean-Louis Scherrer, licencié le 12 décembre par les actionnaires majoritaires, a demandé, mercredi 23 décembre, au tribunal de commerce de Paris, la mise sous administration provisoire et une expertise sur les opérations de gestion de la société. Cette demande sera plaidée en janvier devant le président du tribunal de commerce. « Devant l'importance des enjeux, il est nécessaire de protéger les intérêts des actionnaires », a déclaré M. Scherrer. Il précise qu'il « engagera très rapidement d'autres procédures destinées à protéger ses intérêts personnels ».

CONTRAT

Une filiale de Bouygues va reconstruire l'hippodrome de Hongkong. Dragages et travaux publics, filiale de Bouygues, a été désignée par le Royal Hongkong Jockey Club pour réaménager l'hippodrome Happy Valley de Hongkong, a annoncé le groupe français dans un communiqué, mercredi 23 décembre. Il s'agit d'un contrat d'une valeur de 530 millions de francs et les travaux devraient être terminés en octobre 1995. Bouygues est solidement implanté dans le Sud-Est asiatique où il a engrangé à Hongkong, Singapour et en Thaïlande 6,7 milliards de francs de contrats.

JUSTICE

Air France-UTA : les référés de salariés d'UTA contre la fusion ont été rejetés. Les référés déposés contre la tenue des assemblées générales d'Air France et d'UTA le 29 décembre sur la fusion des deux entreprises ont été rejetés par le tribunal de commerce de Paris. Le tribunal de commerce statutait, mercredi 23 décembre, sur deux référés émanant, d'une part, du comité d'entreprise d'UTA, avec la CGT et 400 salariés et retraités d'UTA et, d'autre part, de représentants de la coopérative ouvrière de main-d'œuvre (SCMO) d'UTA. Le 21 décembre, déjà, le tribunal de commerce avait rejeté un référé déposé à la demande du collectif

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 23 décembre

Paris

A la suite de la vive hausse de la veille (+ 2,13 %) dans un marché où les acheteurs ont dépassé les 3,5 milliards de francs, l'indice CAC 40, après avoir fluctué à la hausse et à la baisse en début de séance, se maintient sur une note quasi stable en clôture (+ 0,18 %). La tendance est d'autant plus modérée que ce mercredi était la dernière journée du terme boursier de décembre. La liquidation est largement positive, avec une progression d'environ 8,74 %, la classant au deuxième rang des meilleurs scores de l'année dernière (après le 12,4 % du 22 novembre).

Ce mercredi marque également le début de l'année boursière. Une année qui, avec une progression de 3,14 %, restera comme une période terme, marquée par de nombreuses déceptions. En dépit de ces déceptions, les investisseurs ont préféré se raccrocher aux paroles de M. Helmut Schöningh. Le président de la Bundesbank a en effet estimé, mardi, que l'inflation devrait rester à 3 % au cours de l'année 1993. Il a aussi évoqué la possibilité d'une baisse des taux d'intérêt à long terme si la hausse des prix venait à s'atténuer.

Du côté des plus fortes hausses, les valeurs de l'industrie chimique, Hachette, Christian Dior et Dassault Aviation. La décision de l'Etat de prendre en main le groupe a été bien accueillie. En baisse, les valeurs de l'industrie aéronautique et Euro-RSCG.

NEW-YORK, 23 décembre

Repit

Wall Street a reculé mercredi 23 décembre, le principal indicateur du marché américain, le S&P 500, a baissé de 0,18 %, à 2 814,18 points. Le marché a été marqué par une baisse des valeurs technologiques, en raison des perspectives d'inflation modérée sur l'année 1993. L'indice Dow Jones a baissé de 0,23 %, à 8 935,45 points, soit un repli de 0,23 %. Le marché a été très actif, avec plus de 2,7 milliards d'actions échangées. Le nombre de valeurs en hausse est de 1 325, contre 882 en baisse.

Malgré ses récentes écarts de faiblesse, la grande Bourse new-yorkaise continue à être soutenue par le redressement de l'économie américaine, souligné par les experts.

Mais l'optimisme du marché a été légèrement écorné mercredi par l'annonce d'un taux de 1,9 % des commandes américaines de biens durables en novembre. L'annonce que les revenus des ménages avaient progressé de 0,2 % en novembre et que les dépenses de consommation avaient augmenté de 0,5 % durant le même mois a été jugée négative par les investisseurs.

VALEURS	Cours de 22 déc.	Cours de 23 déc.
Alcatel	71 172	71 600
AT&T	60 300	60 300
Bouygues	27 300	27 300
Chemins de fer	27 300	27 300
Compagnie générale	40 300	40 300
Elf	41 300	41 300
General Electric	22 122	22 122
General Motors	60 300	60 300
IBM	60 300	60 300
Industrie	71 172	71 600
Lyonnaise des eaux	27 300	27 300
Marcegaglia	27 300	27 300
Peugeot	27 300	27 300
Renault	27 300	27 300
Schneider	27 300	27 300
Siemens	27 300	27 300
Stellantis	27 300	27 300
Toshiba	27 300	27 300
Union Pacific	27 300	27 300
United Tech.	27 300	27 300
Wendel	27 300	27 300
Wendel	27 300	27 300

LONDRES, 23 décembre

Prises de bénéfices

Les valeurs ont terminé en baisse mercredi 23 décembre à la Bourse de Londres, le marché marquant une pause après une semaine de hausses. Au plus bas, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a baissé de 0,18 %, à 2 814,18 points. Le marché a été marqué par une baisse des valeurs technologiques, en raison des perspectives d'inflation modérée sur l'année 1993. L'indice Dow Jones a baissé de 0,23 %, à 8 935,45 points, soit un repli de 0,23 %. Le marché a été très actif, avec plus de 2,7 milliards d'actions échangées. Le nombre de valeurs en hausse est de 1 325, contre 882 en baisse.

LONDRES, 23 décembre

Légère baisse

La Bourse de Tokyo a clôturé mercredi 23 décembre à un niveau légèrement inférieur à celui de la veille, dans un marché étroit et dépourvu d'éléments nouveaux. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a reculé de 0,18 %, à 17 646,85 points, dans un volume de 200 millions d'actions contre 220 millions mardi. Mercredi était le 244^e jour de la hausse.

VALEURS	Cours de 22 déc.	Cours de 23 déc.
Alcatel	1 510	1 510
Bouygues	1 170	1 170
Chemins de fer	1 170	1 170
Compagnie générale	1 170	1 170
Elf	1 170	1 170
General Electric	1 170	1 170
General Motors	1 170	1 170
IBM	1 170	1 170
Industrie	1 170	1 170
Lyonnaise des eaux	1 170	1 170
Marcegaglia	1 170	1 170
Peugeot	1 170	1 170
Renault	1 170	1 170
Schneider	1 170	1 170
Siemens	1 170	1 170
Stellantis	1 170	1 170
Toshiba	1 170	1 170
Union Pacific	1 170	1 170
United Tech.	1 170	1 170
Wendel	1 170	1 170
Wendel	1 170	1 170

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4485	4500	Indust. Compag.	111	111
BAC	22 70	22 70	IPM	36	36
Bouygues	475	475	Locat.	35 55	35 55
Chemins de fer	230	230	Mess Com.	305	305
Compagnie générale	750	750	Mér.	134	134
Elf	220	220	R.S.C. Schneider	770	770
General Electric	175	175	Publ. France	401	401
General Motors	180	180	Rhone-Alp. Ind.	317	317
IBM	230	230	Saint Louis	30	30
Industrie	504	504	Sat.	135 50	135 50
Lyonnaise des eaux	280	280	Suez	215	215
Marcegaglia	280	280	TF1	385	385
Peugeot	70	70	Thomson	385	385
Renault	185	185	Thomson	225	225
Schneider	370	370	Val et Co.	110	110
Siemens	325	325	Y. de la Vallée	324	324
Stellantis	350	350			
Toshiba	80	80			
Union Pacific	151 60	151 60			
United Tech.	170	170			
Wendel	127	127			
Wendel	40	40			
Wendel	427	427			
Wendel	130	130			
Wendel	720	720			
Wendel	176	176			
Wendel	35 70	35 70			
Wendel	1000	1000			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 23 décembre 1992

Nombre de contrats estimés : 64 708

COURS	Déc. 92	Mars 93	Jan. 93
Dernier	110,86	112,04	112,48
Précédent	110,44	111,92	112,14

Options sur notional

CAC 40 A TERME			
(MATIF)			
Volume : 14 237			
COURS	Déc. 92	Janv. 93	Fév. 93
Dernier 1	1 844,50	1 866	1 874
Précédent	1 840	1 872	1 885

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 14 237

COURS	Déc. 92	Jan. 93	Fév. 93
Dernier	1 844,58	1 866,80	1 885,11
Précédent	1 840	1 872	1 885

CHANGES

Dollar : 5,4285 F ↑

Le dollar restait soutenu à 5,4265 francs, jeudi 24 décembre, au cours des premiers échanges entre banques à Paris, 5,4235 francs. La clôture du marché interbancaire de mercredi, à l'ouverture de l'après-midi, la devise américaine s'échangeait en revanche à la baisse à 1,5910 DM, contre 1,5935 DM la veille.

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (24 déc.) : 10 116-10 118

New-York (23 déc.) : 6 %

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

MARCHÉ INTERBANKAIRE DES DEVISES				
	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
U.S.	5,4175	5,4225	5,5255	5,5355
Can (100)	4,7777	4,7854	4,6650	4,6750
Sw	6,6676	6,6762	6,6781	6,6930
Deutschmark	3,4139	3,4171	3,4354	3,4428
Franc suisse	3,7738	3,7774	3,8194	3,8281
£ Sterling (1000)	3,9837	3,9877	3,9789	3,9912
Yen (100)	3,3201	3,3217	3,3250	3,3363
Mark (100)	4,0673	4,0733	4,0799	4,0882

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	3 5/16	3 7/16	3 3/8	3 1/2	3 9/16	3 11/16
en (100)	3 3/4	3 15/16	3 11/16	3 7/8	3 1/2	3 13/16
en	10 5/8	10 7/8	10 1/2	10 3/4	9 7/8	10 1/8
enbackmark	8 3/4	8 3/4	8 3/8	8 7/8	8 1/4	8 3/8
en	6 1/16	6 9/16	6 1/8	6 3/16	5 13/16	5 15/16
enfrancs (100)	12 5/8	13 1/8	12 3/4	13	12 1/2	13 1/8
ensterling (100)	7 1/8	7 1/4	7 1/8	7 1/4	6 15/16	7 1/8
en	15 1/16	15 3/4	15	15 1/2	14 1/2	15
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						
en						

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Les hommes • Activité • Productions agricoles • Pêche • Circulation • Finances • Les Etats

IMAGES

ECONOMIQUES

DU MONDE 1992-93

37^e ANNÉE

232 p.

Editions SEDES

88, bd St Germain - 75005 Paris

(tel. 01 43 25 23 23 - CCB Paris 1 212 92 92)

BOURSE DU 24 DÉCEMBRE

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4485	4500	Indust. Compag.	111	111
BAC	22 70	22 70	IPM	36	36
Bouygues	475	475	Locat.	35 55	35 55
Chemins de fer	230	230	Mess Com.	305	305
Compagnie générale	750	750	Mér.	134	134
Elf	220	220	R.S.C. Schneider	770	770
General Electric	175	175	Publ. France	401	401
General Motors	180	180	Rhone-Alp. Ind.	317	317
IBM	230	230	Saint Louis	30	30
Industrie	504	504	Sat.	135 50	135 50
Lyonnaise des eaux	280	280	Suez	215	215
Marcegaglia	280	280	TF1	385	385
Peugeot	70	70	Thomson	385	385
Renault	185	185	Thomson	225	225
Schneider	370	370	Val et Co.	110	110
Siemens	325	325	Y. de la Vallée	324	324
Stellantis	350	350			
Toshiba	80	80			
Union Pacific	151 60	151 60			
United Tech.	170	170			
Wendel	127	127			
Wendel	40	40			
Wendel	427	427			
Wendel	130	130			
Wendel	720	720			
Wendel	176	176			
Wendel	35 70	35 70			
Wendel	1000	1000			

MARCHÉS FINANCIERS

Le Monde • Vendredi 25 décembre 1992 19

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 24 DÉCEMBRE

Cours relevés à 11 h 15

Règlement mensuel										Règlement mensuel									
Cours	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Cours	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Cours	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Cours	VALEURS
5000	CAE 3%	5070	5100	5100	+0.59	5000	CAE 3%	5070	5100	5100	+0.59	5000	CAE 3%	5070	5100	5100	+0.59	5000	CAE 3%
125	CAE 3%	125	125	125	+0.12	125	CAE 3%	125	125	125	+0.12	125	CAE 3%	125	125	125	+0.12	125	CAE 3%
813	CAE 3%	813	813	813	+0.48	813	CAE 3%	813	813	813	+0.48	813	CAE 3%	813	813	813	+0.48	813	CAE 3%
1814	CAE 3%	1814	1814	1814	+0.12	1814	CAE 3%	1814	1814	1814	+0.12	1814	CAE 3%	1814	1814	1814	+0.12	1814	CAE 3%
1890	CAE 3%	1890	1890	1890	+0.24	1890	CAE 3%	1890	1890	1890	+0.24	1890	CAE 3%	1890	1890	1890	+0.24	1890	CAE 3%
388	CAE 3%	388	388	388	+2.48	388	CAE 3%	388	388	388	+2.48	388	CAE 3%	388	388	388	+2.48	388	CAE 3%
780	CAE 3%	780	780	780	+2.48	780	CAE 3%	780	780	780	+2.48	780	CAE 3%	780	780	780	+2.48	780	CAE 3%
675	CAE 3%	675	675	675	+1.48	675	CAE 3%	675	675	675	+1.48	675	CAE 3%	675	675	675	+1.48	675	CAE 3%
1810	CAE 3%	1810	1810	1810	+0.50	1810	CAE 3%	1810	1810	1810	+0.50	1810	CAE 3%	1810	1810	1810	+0.50	1810	CAE 3%
250	CAE 3%	250	250	250	+1.23	250	CAE 3%	250	250	250	+1.23	250	CAE 3%	250	250	250	+1.23	250	CAE 3%
480	CAE 3%	480	480	480	+1.00	480	CAE 3%	480	480	480	+1.00	480	CAE 3%	480	480	480	+1.00	480	CAE 3%
73	CAE 3%	73	73	73	+0.40	73	CAE 3%	73	73	73	+0.40	73	CAE 3%	73	73	73	+0.40	73	CAE 3%
1000	CAE 3%	1000	1000	1000	+1.80	1000	CAE 3%	1000	1000	1000	+1.80	1000	CAE 3%	1000	1000	1000	+1.80	1000	CAE 3%
124	CAE 3%	124	124	124	+0.40	124	CAE 3%	124	124	124	+0.40	124	CAE 3%	124	124	124	+0.40	124	CAE 3%
650	CAE 3%	650	650	650	+0.40	650	CAE 3%	650	650	650	+0.40	650	CAE 3%	650	650	650	+0.40	650	CAE 3%
385	CAE 3%	385	385	385	+0.40	385	CAE 3%	385	385	385	+0.40	385	CAE 3%	385	385	385	+0.40	385	CAE 3%
800	CAE 3%	800	800	800	+0.94	800	CAE 3%	800	800	800	+0.94	800	CAE 3%	800	800	800	+0.94	800	CAE 3%
1220	CAE 3%	1220	1220	1220	+0.40	1220	CAE 3%	1220	1220	1220	+0.40	1220	CAE 3%	1220	1220	1220	+0.40	1220	CAE 3%
375	CAE 3%	375	375	375	+0.11	375	CAE 3%	375	375	375	+0.11	375	CAE 3%	375	375	375	+0.11	375	CAE 3%
930	CAE 3%	930	930	930	+0.11	930	CAE 3%	930	930	930	+0.11	930	CAE 3%	930	930	930	+0.11	930	CAE 3%
1070	CAE 3%	1070	1070	1070	+0.93	1070	CAE 3%	1070	1070	1070	+0.93	1070	CAE 3%	1070	1070	1070	+0.93	1070	CAE 3%
118	CAE 3%	118	118	118	+0.12	118	CAE 3%	118	118	118	+0.12	118	CAE 3%	118	118	118	+0.12	118	CAE 3%
400	CAE 3%	400	400	400	+1.84	400	CAE 3%	400	400	400	+1.84	400	CAE 3%	400	400	400	+1.84	400	CAE 3%
2800	CAE 3%	2800	2800	2800	+0.34	2800	CAE 3%	2800	2800	2800	+0.34	2800	CAE 3%	2800	2800	2800	+0.34	2800	CAE 3%
420	CAE 3%	420	420	420	+0.34	420	CAE 3%	420	420	420	+0.34	420	CAE 3%	420	420	420	+0.34	420	CAE 3%
580	CAE 3%	580	580	580	+0.34	580	CAE 3%	580	580	580	+0.34	580	CAE 3%	580	580	580	+0.34	580	CAE 3%
82	CAE 3%	82	82	82	+2.28	82	CAE 3%	82	82	82	+2.28	82	CAE 3%	82	82	82	+2.28	82	CAE 3%
940	CAE 3%	940	940	940	+0.40	940	CAE 3%	940	940	940	+0.40	940	CAE 3%	940	940	940	+0.40	940	CAE 3%
1080	CAE 3%	1080	1080	1080	+0.40	1080	CAE 3%	1080	1080	1080	+0.40	1080	CAE 3%	1080	1080	1080	+0.40	1080	CAE 3%
158	CAE 3%	158	158	158	+0.40	158	CAE 3%	158	158	158	+0.40	158	CAE 3%	158	158	158	+0.40	158	CAE 3%
1780	CAE 3%	1780	1780	1780	+0.40	1780	CAE 3%	1780	1780	1780	+0.40	1780	CAE 3%	1780	1780	1780	+0.40	1780	CAE 3%
2310	CAE 3%	2310	2310	2310	+1.12	2310	CAE 3%	2310	2310	2310	+1.12	2310	CAE 3%	2310	2310	2310	+1.12	2310	CAE 3%
147	CAE 3%	147	147	147	+0.40	147	CAE 3%	147	147	147	+0.40	147	CAE 3%	147	147	147	+0.40	147	CAE 3%
88	CAE 3%	88	88	88	+1.10	88	CAE 3%	88	88	88	+1.10	88	CAE 3%	88	88	88	+1.10	88	CAE 3%
475	CAE 3%	475	475	475	+0.72	475	CAE 3%	475	475	475	+0.72	475	CAE 3%	475	475	475	+0.72	475	CAE 3%
210	CAE 3%	210	210	210	+1.30	210	CAE 3%	210	210	210	+1.30	210	CAE 3%	210	210	210	+1.30	210	CAE 3%
25	CAE 3%	25	25	25	+0.40	25	CAE 3%	25	25	25	+0.40	25	CAE 3%	25	25	25	+0.40	25	CAE 3%
285	CAE 3%	285	285	285	+0.40	285	CAE 3%	285	285	285	+0.40	285	CAE 3%	285	285	285	+0.40	285	CAE 3%
115	CAE 3%	115	115	115	+0.40	115	CAE 3%	115	115	115	+0.40	115	CAE 3%	115	115	115	+0.40	115	CAE 3%
42	CAE 3%	42	42	42	+0.40	42	CAE 3%	42	42	42	+0.40	42	CAE 3%	42	42	42	+0.40	42	CAE 3%
280	CAE 3%	280	280	280	+0.40	280	CAE 3%	280	280	280	+0.40	280	CAE 3%	280	280	280	+0.40	280	CAE 3%
70	CAE 3%	70	70	70	+0.40	70	CAE 3%	70	70	70	+0.40	70	CAE 3%	70	70	70	+0.40	70	CAE 3%
520	CAE 3%	520	520	520	+0.40	520	CAE 3%	520	520	520	+0.40	520	CAE 3%	520	520	520	+0.40	520	CAE 3%
315	CAE 3%	315	315	315	+0.40	315	CAE 3%	315	315	315	+0.40	315	CAE 3%	315	315	315	+0.40	315	CAE 3%
270	CAE 3%	270	270	270	+0.40	270	CAE 3%	270	270	270	+0.40	270	CAE 3%	270	270	270	+0.40	270	CAE 3%
860	CAE 3%	860	860	860	+0.40	860	CAE 3%	860	860	860	+0.40	860	CAE 3%	860	860	860	+0.40	860	CAE 3%
675	CAE 3%	675	675	675	+0.40	675	CAE 3%	675	675	675	+0.40	675	CAE 3%	675	675	675	+0.40	675	CAE 3%
1240	CAE 3%	1240	1240	1240	+0.40	1240	CAE 3%	1240	1240	1240	+0.40	1240	CAE 3%	1240	1240	1240	+0.40	1240	CAE 3%
220	CAE 3%	220	220	220	+0.40	220	CAE 3%	220	220	220	+0.40	220	CAE 3%	220	220	220	+0.40	220	CAE 3%
440	CAE 3%	440	440	440	+0.40	440	CAE 3%	440	440	440	+0.40	440	CAE 3%	440	440	440	+0.40	440	CAE 3%
270	CAE 3%	270	270	270	+0.40	270	CAE 3%	270	270	270	+0.40	270	CAE 3%	270	270	270	+0.40	270	CAE 3%
475	CAE 3%	475	475	475	+0.40	475	CAE 3%	475	475	475	+0.40	475	CAE 3%	475	475	475	+0.40	475	CAE 3%
370	CAE 3%	370	370	370	+0.40	370	CAE 3%	370	370	370	+0.40	370	CAE 3%	370	370	370	+0.40	370	CAE 3%
320	CAE 3%	320	320	320	+0.40	320	CAE 3%	320	320	320	+0.40	320	CAE 3%	320	320	320	+0.40	320	CAE 3%
220	CAE 3%	220	220	220	+0.40	220	CAE 3%	220	220	220	+0.40	220	CAE 3%	220	220	220	+0.40	220	CAE 3%
1190	CAE 3%	1190	1190	1190	+1.28	1190	CAE 3%	1190	1190	1190	+1.28	1190	CAE 3%	1190	1190	1190	+1.28	1190	CAE 3%
235	CAE 3%	235	235	235	+0.40	235	CAE 3%	235	235	235	+0.40	235	CAE 3%	235	235	235	+0.40	235	CAE 3%

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

23/12

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
	% du nom.	% du coupon			% du nom.	% du coupon			% du nom.	% du coupon			% du nom.	% du coupon		% du nom.	% du coupon		
Obligations				Etrangères				Etrangères				Etrangères				Etrangères			
Exp. 10/10/94	101.35	4.43	CITRAM (R)	2080	Protonics (C)	361	Agall...	189 48	195 15	France	440 19	427 37	Passe Oxyac...	2295 83	2332 90				
10.50% 70/94	101.35	3.28	Cosmo	556	Palfin	632	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	96 42	96 12	Passe Geste...	89485 26	89485 26				
Exp. 10/12/94	104	0.11	Cosmo Mkt. Pro	9 05	Rochefort...	117	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
10.25% mar 95	106	1.36	Cy Lyon Al...	236	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94	107	0.10	Crédit G&L...	89	Rouart	125	Assomerc...	30000	30000	Francis P...	104 12	102 17	Passe Geste...	11156 37	11144 23				
Exp. 10/12/94																			

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou
Place Georges-Pompidou (44-78-12-33).
T.J.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. de 10 h à 22 h.

JORGE AMADO, ÉCRIVAIN DE BAHIA.
Grand Foyer. Jusqu'au 18 janvier 1993.

L'ART D'AMÉRIQUE LATINE. 1911-1988. Grande galerie. Jusqu'au 11 janvier 1993.
L'ART EN JEU. Ateliers des enfants. Jusqu'au 28 mars 1993.
GLEN BAXTER. Galeries contemporaines. Jusqu'au 24 janvier 1993.
COOP HIMMELBLAU. 1^{er} sous-sol petite salle. Jusqu'au 12 avril 1993.
PETER FISCHLI ET DAVID WEISS. Galeries contemporaines. Jusqu'au 24 janvier 1993.
GARY HILL. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 24 janvier 1993.
IMAGINAIRES D'ILLUSTRATEURS EUROPÉENS. Salle d'activités. Jusqu'au 16 janvier 1993.
PANAMARENKO, MEGANEUDON I. Galeries contemporaines. Jusqu'au 24 janvier 1993.
PHOTOGRAPHES D'AMÉRIQUE LATINE. Galerie du forum. Jusqu'au 18 janvier 1993.
REEL VIRTUEL. Petite salle 1^{er} sous-sol. Jusqu'au 24 janvier 1993.
CHARLOTTE SALOMON : VIE OU THÉÂTRE ? Salle d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 3 janvier 1993.
L'UNIVERS DE BORGES. Amériques latines. Galerie mezzanine Nord. Jusqu'au 1^{er} février 1993.

Musée d'Orsay
Place Henry-de-Montmorillon, quai Anatole France (40-48-48-14). Mer., ven., sam., dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

HILL ET ADAMSON. LE PREMIER REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE. 1843-1848. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.
LES PALAIS D'ARGENT. L'ARCHITECTURE BANCAIRE EN FRANCE DE 1860-1930. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 janvier 1993.
PIERRE LAPIN AU MUSÉE D'ORSAY. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 janvier 1993.
SISLEY. Rez-de-chaussée. Entrée : 32 F, 45 F (billet jumelé musée-exposition). Jusqu'au 31 janvier 1993.
UNE FAMILLE D'ARTISTES EN 1900 : LES SAINT-MARCEAUX. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.

Palais de Louvre
Entrée par le pyramidon (40-20-51-51). T.J.J. et mar. de 10 h à 22 h.

LE BRUIT DES NUAGES : PARTI PRIS DE... PETER GREENAWAY. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 1^{er} février 1993.
BYZANCE, L'ART BYZANTIN DANS LES COLLECTIONS NATIONALES. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 1^{er} février 1993.
LES NOCES DE CANA, DE VÉRONÈSE. Une œuvre et sa restauration. Salle des États. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 28 mars 1993.
FANNINI (1691-1765). Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 1^{er} janvier 1993.

Musée d'art moderne de la ville de Paris
12, av. de New-York (40-70-11-10). T.J.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

HANS-PETER FIEDMANN. Moins de la photo. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.
FIGURES DU MODERNE. L'expressionnisme en Allemagne de 1905 à 1914. Entrée : 30 F. Jusqu'au 14 mars 1993.
PARCOURS EUROPÉEN III : L'ALLEMAGNE. Qui, quel, où ? Un regard sur

l'Allemagne en 1992. Jusqu'au 17 janvier 1993.

Grand Palais
Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Beethoven.

LES ETRUSQUES ET L'EUROPE. Galeries nationales 144-13-17-17. T.J.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F (possibilité de billet jumelé avec Picasso : 60 F). Jusqu'au 4 janvier 1993.
PICASSO ET LES CHOSES. Galeries nationales 144-13-17-17. T.J.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 36 F (possibilité de billet jumelé avec les Etrusques : 60 F). Jusqu'au 28 décembre 1992.
RETROSPECTIVE ALFRED MANESSIER. Galeries nationales 144-13-17-17. T.J.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 4 janvier 1993.

Galerie nationale du Jeu de paume
Place de la Concorde (42-60-68-68). T.J.J. et lun. de 12 h à 18 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Projection de films et vidéos de Rayssac T.J.J. et 14 h.

MARTIAL RAYSSAC, RETROSPECTIVE. Galerie nationale du Jeu de paume. Entrée : 35 F. Jusqu'au 31 janvier 1993.

MUSÉES
BOULOGNE. Lumières de Besançon-Morand. Espace départemental Albert Kahn, musée, 14, rue du Port et 1, rue des Abondances (46-04-52-80). T.J.J. et lun. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Projection de films et vidéos de Rayssac T.J.J. et 14 h.

CLAMART. Humbert. Fondation Jean-Arp, 21-23, rue des Châtaigniers (45-34-22-63). Ven., sam., dim. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.
LA DÉFENSE. Les Monuments de Calde. Parvis de la Défense. Jusqu'au 3 janvier 1993. Les Monuments de Calder, esquisses. Espace Art-Défense - Art 4, 18, place de la Défense (48-00-15-30). Jusqu'au 3 janvier 1993. Mémoires d'Amérique. Itinéraires d'une conquête. CNIT Paris la Défense, passage Benjamin-Franklin. T.J.J. de 10 h à 20 h. Entrée : 45 F. Jusqu'au 28 février 1993.
GUINY-EN-VEKIN. L'île-de-France, de Clovis à Hugues Capet. Musée archéologique départemental du Val-d'Oise, château de Guiry-en-Vexin (34-67-45-07). Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 mars 1993.
HERBLAY. Martine Diemer. Galerie d'art contemporain du centre Saint-Vincent, 40, rue du Général-de-Gaulle (39-78-93-83). T.J.J. et lun. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 10 janvier 1993.
IRVY-SUR-SEINE. Le Cadeau fait son chemin. Alain Fleischer, Robert Longo et Jon Kessler, Raul Ruiz. Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonnet (48-60-28-06). T.J.J. et lun. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 10 janvier 1993. Métaphoriques. Suite de photos de Maurice Gouli. Le Monde, hall de Sirois, 1, place Hubert-Breuve-Méry (48-60-33-28). T.J.J. et lun. de 10 h à 17 h, sur rendez-vous au 45-45-52-08. Jusqu'au 10 janvier 1993.
NOISIEL. Entre-Arcs. La Ferme du Buisson, centre d'art contemporain, allée de la Ferme (64-62-77-20). T.J.J. et lun. de 14 h à 18 h, les samedis de spectacle jusqu'à 21 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.
PONTAULT-COMBAULT. La Lithuanie au tournant du siècle. Centre photographique d'île-de-France, ferme bistrade, hôtel de ville. Jusqu'au 10 janvier 1993.
PORTOISE. Pontoise au XIX^e siècle. Musée Picasso, 17, rue du Château (30-38-02-40). T.J.J. et lun. et jours fériés de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 février 1993.

VERSAILLES. Seigneurs, paysans et citadins avant la Révolution dans les Yvelines. Archives départementales, Grande École du roi, 1, av. de Paris (68-02-78-78). T.J.J. et lun. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 janvier 1993.

CENTRES CULTURELS
ACCORD A CORPS. Collection du professeur Desbarnet, mois de la photo. Maison de la Ville, 30, av. Corot-Ca-

riou (42-40-27-28). T.J.J. et lun., les 25 décembre et 1^{er} janvier de 13 h à 18 h. L'entrée : accès libre comprenant l'exposition Les Grandes Lignes (jusqu'au 15 janvier 1993).
L'AMÉRIQUE DANS TOUS SES ÉTATS. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (49-54-75-00). T.J.J. et lun. et dim. de 10 h à 22 h. Jusqu'au 27 janvier 1993.
AMÉRIQUES LATINES : ART CONTEMPORAIN. Hôtel des arts. Fondation nationale des arts, 11, rue Barrière (42-56-71-71). T.J.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.
L'AMOUR ET L'ORIENT. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J.J. et lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 janvier 1993.
L'ARCHITECTE ET LA MAISON : DU RÊVE À LA RÉALITÉ. Maison de l'architecture, 7, rue Chailiot (47-23-81-88). T.J.J. et dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 15 janvier 1993.
ARRABAL ESPACE. Paris Art Center, 36, rue Fagular (43-22-39-47). T.J.J. et dim. et lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 décembre 1992.
BEYROUT, FRAGMENTS. Photographies de Houde Kassaby, Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J.J. et lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 janvier 1993.
BOTERO AUX CHAMPS-ÉLYSÉES. 31 sculptures monumentales. De la Concorde au rond-point des Champs-Élysées. Jusqu'au 30 janvier 1993.
MIHAIL CHEMIKIN, GUSTAVO VEJARANO. Le Monde de l'art, 18, rue de Perce (42-46-43-44). T.J.J. et dim. de 13 h à 19 h 30, lun. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 30 janvier 1993.
CHRISTIAN BOLTANSKI PRÉSENTE JAKOB GAUTEL. Galerie du Forum Saint-Eustache, 1, rue Montmartre (42-33-39-77). T.J.J. et dim. et lun. de 18 h à 19 h. Jusqu'au 5 janvier 1993.
COLLECTION DU MUSÉE CANADIEN DE LA PHOTOGRAPHIE CONTEMPORAINE. Services culturels ambassade du Canada, 5, rue de Constantine (45-51-35-73). T.J.J. et lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 16 janvier 1993.
CARL DE KEYZER. Moins de la photo. Face Forum des Halles, place, 3, porte Lesot (40-24-00-00). T.J.J. et lun. et dim. de 10 h à 19 h 30. Jusqu'au 4 janvier 1993.
PAUL-ARMAND GETTE. Furtivités à glacer du Rhin. Centre culturel suisse, 32-38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J.J. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 17 janvier 1993.
DENIAZAD HELLAL, RACHID BENHADI. Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert (45-64-95-31). T.J.J. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 7 janvier 1993.
HOMMAGE À JOHN KOBAL. Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carreau - 4 à 8, grande Halle (40-28-87-12). T.J.J. et lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 janvier 1993.
IMAGES MÉTISSES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J.J. et lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 janvier 1993.
YVES KLEIN. Une zone de sensibilité. Rann Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille (42-60-22-99). T.J.J. et dim. et lun., mer. et jours fériés de 12 h à 18 h. Jusqu'au 28 mars 1993.
LA LOGIQUE DE LA COMPLEXITÉ DANS L'ŒUVRE DE JEAN RENAUDIN (1983-1991). Institut français d'architecture, 8 bis, rue de Tournon (46-33-90-39). T.J.J. et lun., mer. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 14 février 1993.
LE MUSÉE HISTORIQUE DE GOTTLAND. Centre culturel suédois. Hôtel de Marlin, 11, rue Feytaud (44-78-90-30). T.J.J. et lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 7 mars 1993.
NOUVEAUX ITINÉRAIRES. Les Alpes vues par les photographes. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J.J. et lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 17 janvier 1993.
BEVERLY PABST. Société française de photographie, 9, rue Montalbert (42-22-37-17). T.J.J. et sam., et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre 1992.
LA PHOTOGRAPHIE HUMANISTE. FRANCE 1930-1990. HISTOIRE D'UN

MOUVEMENT. Bibliothèque historique de Paris, 22, rue Mahler (42-74-44-44). T.J.J. et dim. et films de 10 h à 18 h. Jusqu'au 9 janvier 1993.
REVES DE PIERRE : YOSHITERU NOMURA ET LE BLEU. Mitsukoshi Étoiles, Espace des arts, 3, rue de Tilsitt (44-08-11-11). T.J.J. et dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 février 1993.
SAURA ET LES LIVRES DE SA VIE. Dessins originaux. Instituto Cervantes, 7, rue Quantin-Bauchart (47-20-83-45). T.J.J. et dim. et lun. de 12 h à 19 h 30. Jusqu'au 9 janvier 1993.
VERS UNE ATTITUDE PHOTOGRAPHIQUE. Collection d'œuvres photographiques. Caisse des dépôts et consignations, 56, rue Jacob (40-48-54-53). T.J.J. et dim. et lun. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 31 décembre 1992.
VISION D'OCCÉANIE. Musée Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J.J. de 11 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 18 mars 1993.
PHILIPPE ET MARCEL WOLFERS. De l'art nouveau à l'art déco. Centre Wallo-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-25-16). T.J.J. et lun. et jours fériés de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 février 1993.
YEMEN. Architecture millénaire. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J.J. et lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 janvier 1993.

GALERIES
1 MÈTRE SUR 1 MÈTRE. Galerie Jean Brancie, 23-25, rue Guénégaud (42-26-85-51). Jusqu'au 30 janvier 1993.
REP AGUT, GLADSTONE THOMPSON, RICHARD VENET, CRAIG WOOD. Galerie des Archives, 1, impasse Beaubourg (42-78-05-77). Jusqu'au 5 janvier 1993.
AURÉLIE. Galerie Lera Vincy, 47, rue de la Chapelle (42-72-46-72). Jusqu'au 3 janvier 1993.
JEAN BAUDRILLARD. Photographies. Galerie Gérard Filizot, 78, avenue des Champs-Élysées (43-59-80-07). Jusqu'au 20 janvier 1993.
BITVAIN, Desains. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-52-57-07). Jusqu'au 23 janvier 1993.
BORDERLINE. Le Sous-sol, 12, rue du Petit-Musée (42-72-46-72). Jusqu'au 16 janvier 1993.
BOTERO. Galerie Didier Imbert Fine Arts, 18, av. Matignon (45-62-10-40). Jusqu'au 30 janvier 1993.
LOUISE BOURGEOIS. Galerie Karsten Gröbe, 6, rue Dabellienne (42-77-19-37). Jusqu'au 30 janvier 1993.
ANDREA BUSTO. Galerie Prax-Delvalade, 10, rue Saint-Sébastien (43-38-52-50). Jusqu'au 13 février 1993.
PATRICKO CABRERA, JUAN USSE. Galerie Fardich-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 5 janvier 1993.
CANETTI. Galerie 16, 15, rue Guénégaud (43-26-15-14). Jusqu'au 30 décembre 1992.
SERGIO CECOTTI. Galerie Alain Bonaldi, 60, rue de la Chapelle (42-71-55-98). Jusqu'au 31 décembre 1992.
CHAMBERS. Mes carnets. Galerie Krief, 50, rue Mazurine (42-72-09-10). Jusqu'au 9 janvier 1993.
CORDESSE. Galerie Chivages, 5, rue Sainte-Anastase (42-72-40-02). Jusqu'au 23 décembre 1992.
NICOLE D'AGAGGIO. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-84-84-22). Jusqu'au 16 janvier 1993.
RICHARD DAVIES. Galerie Michèle Broutin, 31, rue des Bergères (42-72-09-10). Jusqu'au 9 janvier 1993.
ALEXANDRE DELAY. Galerie Sadler, 51, rue de Seine (43-26-81-10). Jusqu'au 10 janvier 1993.
ARAM DERVENT. Galerie Boudoin Labon, 38, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie (42-72-09-10). Jusqu'au 9 janvier 1993.
JEAN D'IMBIEVAL. Galerie Lathuillère, 88, bd de Courcelles (47-63-03-95). Jusqu'au 31 décembre 1992.
DRIMES. Galerie Franck Bernot Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-93). Jusqu'au 9 janvier 1993.
ERMATA, ERANCES DU SACRÉ. Galerie Montanary, 31, rue Mazurine

(43-54-05-30). Jusqu'au 26 décembre.
J.-L. FISHER, MARKUS RAETZ, DANIEL TREMBLAY. Galerie Fardich-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 2 janvier 1993.
JEAN LE GAC. By Jove. Galerie Tampion, 4, avenue Marceau (47-20-15-02). Jusqu'au 31 décembre.
J. GANTZ. Espace Donguy-Apogac, 57, rue de la Roquette (47-50-10-94). Jusqu'au 24 décembre.
GASIOROWSKI. Galerie Maeght, hôtel Le Rabours - 12, rue Saint-Merri (42-78-43-44). Jusqu'au 18 janvier 1993.
CHRISTIAN GATTINONI. Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 18 janvier 1993.
GEMIGNANI. Galerie Arlet, 140, bd Hausmann (45-62-13-09). Jusqu'au 8 janvier 1993.
MARIO GIACOMELLI. Galerie Agathe Gallard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-36-24). Jusqu'au 9 janvier 1993.
GILLIAM, REMINGTON, T. SIGG. Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 18 janvier 1993.
JEAN-PIERRE GRENIER. Galerie Cuyra, 23, rue Guénégaud (43-38-79-74). Jusqu'au 23 décembre.
JEAN-MARC HAROUTIOUNIAN. Galerie Gérard Datsel et Laurent Innocent, 18, rue Charlot (48-97-41-63). Jusqu'au 6 janvier 1993.
CLAUDIA HART. Galerie Luge-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 18 janvier 1993.
HOMMAGE À LUIGI GHIRRI. Moins de la photo. Galerie Contrajour, 98, rue Daguerre (43-21-41-98). Jusqu'au 24 décembre.
JEAN-PAUL HUFTIER. Galerie Zorcher, 55, rue Chapon (42-72-62-20). Jusqu'au 5 janvier 1993.
FABRICE HYBERT. Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot (42-78-03-50). Jusqu'au 2 janvier 1993.
MARC JANSON. Un langage. Galerie Genset, 28, rue de Valenciennes (42-22-41-63). Jusqu'au 30 janvier 1993.
ANN VERONICA JANSSENS. Galerie Jennifer Fley, 7, rue Dabellienne (48-57-40-02). Jusqu'au 23 janvier 1993.
YANN KEMPE. Galerie Poletis, 25, rue Michel-le-Comte (42-72-21-27). Jusqu'au 23 décembre.
MICHAEL KENNY. Galerie Patrick Dorfmann & Laurent Roux, 38, rue de Charlot (47-00-36-69). Jusqu'au 23 janvier 1993.
GERARD KOCH. Galerie Clara Scramini, 16, rue des Filles-du-Calvaire (44-59-89-09). Jusqu'au 23 janvier 1993.
FRANK KRAICBERG. Galerie Charles Seblon, 21, av. de la Ménille (45-48-10-48). Jusqu'au 16 janvier 1993.
PIERRE LANNELUC. Galerie Samy Kings, 54, rue de Valenciennes (42-61-19-07). Jusqu'au 6 janvier 1993.
BARBARA ET MICHAEL LIESSEN. Galerie Claudine Papiot, 59, rue de Turenne (40-28-88-80). Jusqu'au 30 janvier 1993.
OBJETS ET PAPIERS D'ARTISTES II. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Jusqu'au 23 janvier 1993.
WILLIAM MACKENDREE. Galerie Vidal Saint-Philippe, 10, rue du Trécar (42-78-06-06). Jusqu'au 24 décembre.
MORIO MATSUI. Le murmure de la toile. Galerie Ballefroid, 8, rue Dabellienne (40-27-98-22). Jusqu'au 18 janvier 1993.
MEHR LIGHT. Galerie Crouzet-Robelin Barmé, 10, rue Quincampoix (42-77-38-57). Jusqu'au 30 janvier 1993.
JEAN MESSAGIER. Galerie Ariane Bonnel, 40, rue de Valenciennes (42-61-00-89). Jusqu'au 23 janvier 1993.
JEAN-CLAUDE MEYNARD. Galerie Lavignes-Bastille, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Jusqu'au 18 janvier 1993.
RICHARDO MOSNER. Galerie Ioff, 3 bis, rue des Beaux-Arts (46-33-18-90). Jusqu'au 31 décembre.
AURÉLIE NEMOURS. Le nombre et le hasard. Galerie Daniel Rendi, 22, rue Charlot (48-57-73-94). Jusqu'au 18 janvier 1993.
HERMANN NITSCH. Galerie Theodores Ropac, 7, rue Dabellienne (42-72-99-00). Jusqu'au 9 janvier 1993.

PIERRE NIVOLLET. Galerie Ragards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 18 janvier 1993.
L'CEIL ET PONGE. Galerie de l'Échoué, 11, rue de l'Échoué (43-25-20-21). Jusqu'au 6 mars 1993.
QUATTARA. Galerie Philippe Boudakia, 20, rue Bonaparte (43-26-85-59). Jusqu'au 23 décembre.
GIULIO PAOLINI. Œuvres récentes. Galerie Yvon Lambert, 108, rue de la Vierge (42-71-09-33). Jusqu'au 24 décembre.
LES PILIERS DE LA SAGESSE. Galerie Arlette Gimarey, 12, rue Mazarine (46-34-71-80). Jusqu'au 18 janvier 1993.
VINCENT PIMENTEL. Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Pilâtre (42-76-03-10). Jusqu'au 18 janvier 1993.
ALEXANDRA POLEO. Galerie Mostini Bastille, 23, rue Beaubourg (44-93-63-60). Jusqu'au 30 janvier 1993.
HEINRICH PRESSET. Galerie Pascal Gabart, 80, rue Quincampoix (48-04-94-94). Jusqu'au 15 janvier 1993.
XAVIER PUGMARTI. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Charonne (47-00-32-35). Jusqu'au 17 janvier 1993.
ADRIAN SCHIESS, HIROSHI SUGIMOTO. Galerie Ghislaine Husenot, 5 bis, rue des Hautes-Églises (48-57-80-81). Jusqu'au 10 janvier 1993.
ANTONIO SEGUL. Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger (42-96-37-86). Jusqu'au 30 décembre.
MICHAEL SNOW. Galerie Claire Buvet, 16, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 18 janvier 1993.
ANTON SOLOMOUKHA. Galerie Philippe Gravier, 7, rue Froissart (42-71-55-01). Jusqu'au 20 janvier 1993.
PIERRE SOULAGES. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 9 janvier 1993.
PAUL STRAND. Le Jardin d'Orgeval. Galerie Zabacka, 37, rue Quincampoix (42-72-36-47). Jusqu'au 12 janvier 1993.
HERVÉ TÉLÉMAQUE. Galerie Jacqueline Mousillon, 110-123, rue de la Vierge (48-57-75-81). Jusqu'au 18 janvier 1993.
ANNE TESTUT. Galerie Gauthier Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 9 janvier 1993.
THÉODOULOS. Galerie Claude Fain, 14, rue Dabellienne (42-72-09-17). Jusqu'au 9 janvier 1993.
JEAN-PAUL THIBAU. Galerie Keller, 15, rue Keller (47-00-41-47). Jusqu'au 30 janvier 1993.
JEAN-CHARLES VIGUÉ. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-53-85). Jusqu'au 18 janvier 1993.
ANDY WARHOL. Polaroid 1971-1986. Galerie Durrant-Durrant, 28, rue de Lappe (46-06-92-23). Jusqu'au 9 janvier 1993.
JOHN WELLINGTON. Galerie Alain Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (42-78-06-07). Jusqu'au 31 décembre.
ROBERT WILSON. Galerie Theodores Ropac, 7, rue Dabellienne (42-72-99-00). Jusqu'au 14 janvier 1993.
VLADIMIR YANKILEVSKI. Autoportraits. Galerie Dina Viny, 36, rue Jacob (42-50-23-18). Jusqu'au 30 janvier 1993.
ZABOROV. Galerie Patrice Trépo, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 30 janvier 1993.

PARIS EN VISITES
VENDREDI 25 DÉCEMBRE
« L'Hôtel-Dieu, l'encêtre des hôpitaux parisiens, et la médecine, autrefois ». 14 h 40, entrée de l'Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).
« L'Académie française, 15 heures, devant l'Institut, 23, quai de Conti (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES
* 17 bis, rue Keppler, 20 h 18 : « Jésus. Homme, dieu ou initiat ? ». Entrée libre (Loge unie des théosophes).

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 22 décembre. Elles sont communiquées par Ski France l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Hansmann, 75008 Paris - Tél. : (1) 47.42.23.32), qui diffuse aussi ces renseignements sur rendez-vous téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Minitel : 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiqués, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

HAUTE-SAVOIE
Avaloraz : 20-180 ; Les Carroz-d'Arches : 5-200 ; Chamonix : 20-305 ; Châtel : 20-60 ; La Clusaz : 0-150 ; Combloux : 10-60 ; Les

Contamines-Montjoie : 10-150 ; Flaine : 30-200 ; Les Gets : 5-40 ; Le Grand-Bornand : n.c.-70 ; Les Houches : n.c. ; Megève : 5-160 ; Morillon : 0-150 ; Morzine : 0-100 ; Pray-de-Lys-Sommard : 30-50 ; Pray-sur-Arly : 10-90 ; Saint-Gervais : 30-80 ; Semnoz : 0-130 ; Thollon-les-Ménies : 0-40.

SAVOIE
Les Aillons : 0-50 ; Les Arcs : 58-335 ; Arches-Beaufort : n.c. ; Aussois : n.c. ; Besançon : 90-110 ; Bonneval-sur-Arc : 120-350 ; Le Corbier : 20-150 ; Courchevel : 25-170 ; Crest-Voland-Coblenz : 15-55 ; Flumet : 20-100 ; Les Karellis : 25-120 ; Les Menuires : 40-150 ; Méribel : 30-140 ; La Norma : n.c.

Notre-Dame-de-Bellecombe : 10-80 ; Peisey-Nancroix-Vallandry : 65-200 ; La Plagne (altitude) : 60-250 ; La Plagne (villages) : 15-320 ; Pralognan-la-Vanoise : 40-100 ; La Rosière : 150 ; 100-255 ; Saint-François-Longchamp : 10-150 ; Les Saïettes : 20-80 ; Tignes : 125-360 ; La Toussuire : 40-100 ; Val-Cenis : 20-190 ; Valfréjus : 30-200 ; Val-d'Isère : 210 ; Valloire : 20-130 ; Valmeinier : 15-150 ; Valmorel : 20-160 ; Val-Thorens : 130-350.

ISÈRE
Alpe d'Huez : 50-240 ; Alpe-d'Grand-Serre : 5-30 ; Aris-à-Oisans : 25-70 ; Autrans : 10-40 ; Chamrousse : 20-50 ; Le Collet-d'Allevard : 15-35 ; Les

Deux-Alpes : 30-230 ; Grasse-en-Vercors : n.c. ; Lans-en-Vercors : 0-15 ; Méaudrie : 0-20 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 0-15 ; Les Sept-Laux : 10-40 ; Villard-de-Lans : 0-40.

ALPES DU SUD
Auron : n.c. ; Beuil-les-Lauzes : n.c. ; Briançon : 20-100 ; Isola 2000 : 30-70 ; Montgenèvre : 30-130 ; Orcières-Merlette : 35-180 ; Les Orres : 30-120 ; Pra-Loup : 10-60 ; Puy-Saint-Vincent : 30-120 ; Serre-Chevalier : 10-60 ; Serre-Devoluy : 5-60 ; Valberg : n.c. ; Val-d'Allos-Le Seignus : 15-45 ; Val-d'Allos-La Foue : 25-60 ; Risoul : n.c. ; Vars : 15-100.

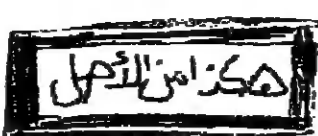
PYRÉNÉES
Aix-les-Thermes : 0-40 ; Barèges : 70-100 ; Caubert-Lys : 80-150 ; Font-Romeu : 15-40 ; Gourette : 20-80 ; Luchon-Superbagnères : 20-60 ; Luz-Ardiden : n.c. ; La Mongie : 30-60 ; Peyragudes : 30-60 ; Piau-Engaly : 50-100 ; Saint-Lary-Soula : 35-80.

MASSIF CENTRAL
Le Mont-Dore : 0-20 ; Besse-Super-Besse : n.c. ; Super-Lioran : 0-30.

JURA
Métabief : 0-10 ; Mijoux-Lelex-La Fausille : 0-15 ; Les Rousses : 5-20.

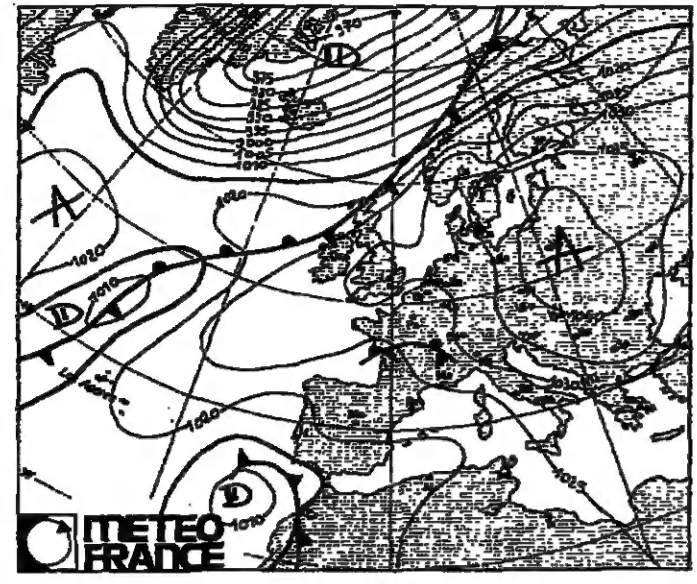
VOSGES
Le Bonhomme : 5-10 ; La Bresse-Hohneck : 5-10 ; Gérardmer : 5-10 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c. ; Ventrone : n.c.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national de tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-38 ; Aut

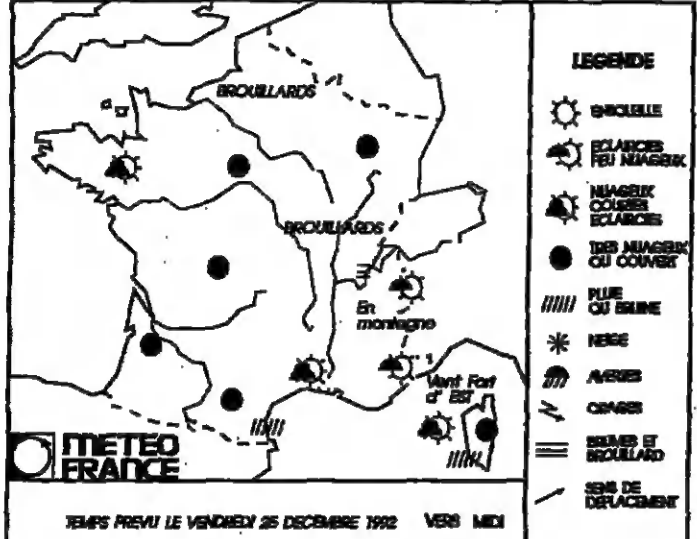


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24 DÉCEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 25 DÉCEMBRE 1992



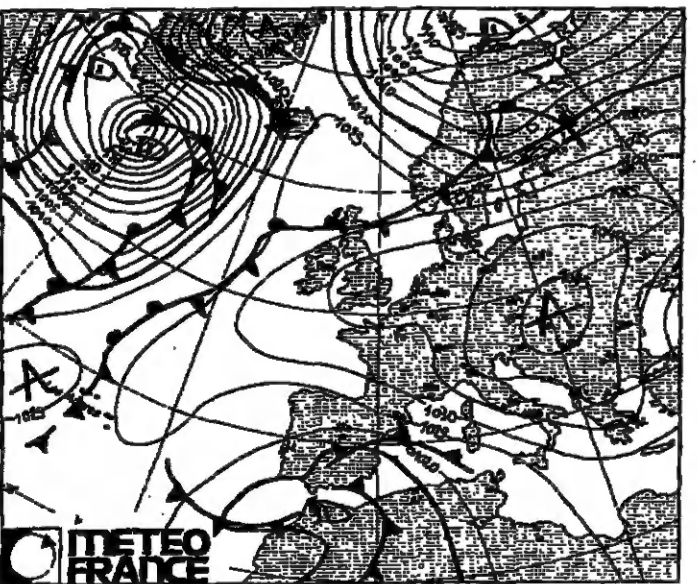
Vendredi, beaucoup de grisaille. Sur une grande moitié nord de la France, la météo sera bien gris, avec beaucoup de nuages bas et des bancs de brouillard. L'après-midi, le soleil tentera de timides apparitions, surtout sur l'ouest. En montagne, il fera beau tout au long de la journée.

Sur le Sud-Ouest, le Sud-Est et la Corse, les nuages resteront abondants, pouvant donner de la pluie ou de la neige.

Les températures seront proches des normales saisonnières : les minimales seront comprises entre -1 et 3 degrés sur la moitié nord, entre 4 et 7 degrés en général sur la moitié sud, mais jusqu'à 11 degrés sur le littoral méditerranéen ; quant aux maximales, elles ne dépasseront guère 5 degrés au nord de la Loire ainsi que sur Rhône-Alpes, 10 degrés sur le Sud-Ouest, 14 degrés sur les régions méditerranéennes.

La vent d'est soufflera encore fort en Méditerranée ; partout ailleurs, il sera faible ou modéré.

PRÉVISIONS POUR LE 26 DÉCEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé													
le 23-12-1992 à 6 heures TUC et le 24-12-1992 à 6 heures TUC					le 24-12-92								
FRANCE					ÉTRANGER								
ALGER	17	8	N		STRASBOURG	14	3	C		MADRID	10	7	C
BARCELONE	15	8	P		TOULOUSE	14	3	C		MARRAKECH	19	7	D
BORDAUX	12	8	P		TUNIS	14	3	C		MEXICO	17	8	C
BRESCIA	12	8	P							MIAMI	14	4	C
BUCAREST	12	8	P							MONTREAL	5	-3	-
CARLISLE	7	4	C							MOSCOW	-10	-10	C
CHERBOURG	7	-1	D		ALGER	20	12	N	C	NAIROBI	20	18	N
CLERMONT-FERRAND	8	5	B		AMSTERDAM	14	2	C		NEW ORLEANS	14	10	N
COLOGNE	8	5	B		ATHENS	14	4	C		NEW-YORK	7	7	C
DUBLIN	6	3	C		BANGKOK	33	23	N	C	PALMA	17	7	D
GENÈVE	7	4	C		BARCELONE	14	9	C		PEKIN	2	-6	D
LILLE	7	4	C		BELGRADE	14	9	C		PRINCE-EDWARD	12	10	C
LONDRES	8	5	C		BELLEVILLE	2	-7	D		ROYAL	13	11	C
LYON	6	3	C		BROOKLYN	3	-3	B		SEVILLE	19	11	C
MARSEILLE	11	9	C		CHONGCHING	24	20	N	C	SINGAPOUR	32	23	C
NANTES	6	3	C		DALAT	24	20	N	C	STOCKHOLM	2	-7	D
NICE	12	9	C		GENÈVE	4	3	P		TOKYO	15	3	C
PARIS-MIDY	4	1	C		ISTANBUL	2	-2	-		TUNIS	17	6	C
PARIS-MONTY	4	1	C		JERUSALEM	17	12	C		VARSOVIE	-7	-13	D
PERPIGNAN	12	9	C		LEIPZIG	17	12	C		VIENNE	1	-6	D
PORTO-PRINCE	31	20	D		LEONOR	10	10	N					
RENNES	6	1	C		LONDRES	4	-2	B					
ST-ETIENNE	6	1	C		LOS ANGELES	18	7	C					
					LUXEMBOURG	4	3	C					
A	B	C	D	N	O	P	T						
ALGER	barème	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	tempête	tempête	tempête	tempête
ALGER	barème	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	tempête	tempête	tempête	tempête

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Le Monde SANS VISA

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Les mille quatre cent huit nuits

«C'EST encore plus étrange que les Mille et Une Nuits parce que c'est encore plus long». Tout Salman Rushdie est dans cette réponse à la question de Jean-Marie Cavada - «Quelle est la vie quotidienne d'un écrivain condamné à mort?», - lors de l'entretien, «quelque part dans la région londonienne», de l'auteur des *Versets sataniques* avec l'animateur de «La Marche du siècle», L'ironie, l'humour et l'évocation de la tradition orientale chère à l'auteur britannique, né à Bombay en 1947.

Plus long? Il y a très exactement mille quatre cent huit jours (et nuits) que la République islamique d'Iran, par la voix de son guide l'imam Khomeiny, condamne Salman Rushdie à mort, pour «blasphème». Depuis cette fatwa (édit religieux) fatidique, l'écrivain vit terré, traqué, obligé de déménager sans cesse, sous la protection de Scotland Yard, pour semer ceux qui cherchent à l'assassiner, leur zèle attisé par une récompense de plus de 2 millions de dollars (plus les «notes de frais»).

Cavada, égal à lui-même, pose froidement ses questions, à la limite de l'indiscrétion. Sur la vie sentimentale de Rushdie, ses relations avec son fils Zafar, son état psychologique, sa philosophie religieuse. A-t-il peur? Pense-t-il souvent à la mort? A l'Inde, qu'il ne reverra plus? S'il est assassiné, à quoi aura servi sa vie? Questions à la hauteur de notre curiosité, sans doute. Interrogatoire professionnel, certes, mais mené avec une douceur que par des méthodes douces.

Salman Rushdie, lui, impressionné par son assurance tranquille. Il répond courtoisement aux questions entendues maintes fois. S'il refuse d'aborder sa vie intime, il raconte son existence de fugitif, l'état de choc initial, quand il croyait la mort imminente. Il regrette ses vacillements envers l'islam. Aujourd'hui, il ne se rendait aucune phrase de son livre et n'a plus le temps d'avoir peur. Ayant surmonté la dépression, il partage son temps entre l'écriture - après le livre dédié au fils qu'il n'a pas vu depuis quatre ans, il termine un autre roman - et son combat pour la liberté d'expression.

Ses voyages, en Europe et en Amérique du Nord, lui ont valu des appuis politiques contre le régime iranien. Seule la France, patrie des droits de l'homme, n'a pas levé le petit doigt pour lui venir en aide...

ALAIN WOODROW

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans «Le Monde radio-télévision» ; ◯ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 24 décembre

- TF 1**
- 20.45 **Téléfilm** : Le Duel des héros. De Steven H. Stern, avec Kirk Douglas, James Coburn.
 - 22.20 **Spectacle** : Le Cirque du Soleil. Un cirque canadien sans animaux et avec une mise en scène d'inspiration théâtrale.
 - 23.55 **Présentation des fêtes de la Nativité.**
 - 0.00 **Messe de minuit.** En direct du chapitre Noël de Russie, à l'église Saint-Martin, avec l'ensemble vocal Noël de Russie, les Petits Chanteurs de Paris-Buzenval.
 - 1.15 **Théâtre** : Treize à table. Pièce de Marc-Gilbert Sauveur, mise en scène de René Clément, avec Marie Mercadier, René Carmon, Anne Wertz.
- FRANCE 2**
- 20.45 **Théâtre** : La Bonne Anna. Comédie de Marc Camoletti, mise en scène de l'auteur, avec Marie Mercadier, Henri Guyot, Yolande Follet.
 - 22.25 **Spectacle** : Siropia. De Marielle Hermine, mise en scène de Francis Moreau, réalisée par Jean-Christophe Averty. Avec Marielle Hermine, Alain Tacher.
 - 23.55 **Messe de minuit.** En direct d'un eurovision de l'église Saint-Martin à Tournefort-le-Gros, en Belgique.
 - 1.05 **Danse** : La Lac des cygnes. De Tchaïkovski, avec Patrick Dupond, Marie-Claude Pietragalla, Olivier Penry, Eric Quilleré, l'Orchestre national de l'Opéra de Paris, dir. Jonathan Darlington.
- FRANCE 3**
- 20.45 **Cinéma** : Les Aventures du baron de Münchhausen. ■■■ Film britannique de Terry Gilliam (1988). Avec John Neville, Eric Idle, Sarah Polley.
 - 22.50 **Journal et Météo.**
- ARTE**
- 20.40 **Feuilleton** : Helmut. D'Edgar Allan Poe (épisode).
 - 21.40 **Cinéma** : Noël à Vienne. L'Orchestre philharmonique de Vienne, sous la direction d'Eugène Kohn. Avec José Carreras, Diana Ross et Plácido Domingo.
- CANAL PLUS**
- 20.30 **Fables géométriques 3.**
 - 20.35 **Cinéma** : Les Bisounours. ■ Film d'animation canadien d'Arna Selznick (1985).
 - 21.50 **Documentaire** : Nashville Tennessee. De Claude Félouzat.
 - 22.40 **Flash d'informations.**
 - 22.45 **Cinéma** : Chérie. J'ai rêvé les posses. ■ Film américain de Joe Johnston (1989). Avec Rick Moranis, Matt Frewer, Marcia Strassman.
 - 0.14 **Court-métrage** : Di Rosa Girls.
 - 0.15 **Concert** : Michael Jackson. A Buenos Aires.
 - 2.40 **Cinéma** : Mo' Better Blues. ■ D'Edgar Allan Poe (épisode).
 - 2.40 **Cinéma** : Mo' Better Blues. ■ D'Edgar Allan Poe (épisode).
- M 6**
- 20.45 **Série** : Les Aventures de Tintin. Tintin en Amérique : Les Cigares du pirate ; Le Lotus bleu.
 - 22.40 **Cinéma** : Le Retour d'Ivanhoe. ■ Film italien de Roberto Mauri (1970). Avec Mark Damon, Luis Davila, Avelina Fernandez.
 - 0.15 **Magazine** : Fréquentstar. Sylvie Vartan.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 **Dramatique** : La Marchande de bruits, de Raymond Berkan.
 - 21.30 **Profil perdu** : Jean Nohain (2).
 - 22.40 **Les Nuits magnétiques**. Maisons perdues, maisons sauvées (3).
 - 0.00 **Messe de minuit**. Célébrée en l'église Saint-Jacques, à Ville-Saint-Jacques (Seine-et-Marne).
 - 1.15 **Conte**. De quoi s'agit-il, de Georges Lecomte.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 **Concert** (donné le 25 août lors du Festival de musique de la Chaise-Dieu) : Grande messe de Noël, de Praetorius, par le Chœur de la Chapelle de la Chaise-Dieu, dir. Paul McCreech.
 - 23.09 **Ainsi la nuit**. Contes de la vieille grand-mère pour piano op. 31, de Prokofiev ; Nourserie, de Moussorgski ; Sonate pour piano en fa majeur, de Mozart ; Jubilée Duo, de Gabriel ; Noël à Kous pour percussion et harpe celtique, de Vienne ; Pasqua VIII pour soprano, violoncelle et orgue, de Castoreo.
 - 0.33 **L'Heure bleue**. Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat.

Vendredi 25 décembre

- TF 1**
- 18.25 **Comédie musicale** : Le Cadeau des cadeaux. De Jean-François Porcy, avec Dorothée, les Musiciens, Ariane, Jerzy, Corbin, Carlos, Emmanuel, Henri Salvador.
 - 19.50 **Diversité** : La Bébête Show (et à 0.35).
 - 20.00 **Journal**, Tiercé et Météo.
 - 20.45 **Téléfilm** : Cinéma Paradiso. De Giuseppe Tornatore, avec Philippe Noiret, Jacques Perrin.
 - 23.45 **Série** : Mike Hammer. 0.40 **Journal et Météo.**
 - 0.45 **Série** : Côté cœur.
- FRANCE 2**
- 17.55 **Magazine** : Giga. Reportages : Jeu : Quizako ; La Famille Jackson ; Un toit pour dix.
 - 18.40 **Jeu** : La téléjack (et à 19.55).
 - 18.50 **Le Jeu** !
 - 19.20 **Jeu** : Que le meilleur gagne plus.
 - 20.00 **Journal**, Journal des courses et Météo.
 - 20.45 **Série** : RG. Ténor en prêt, de Philippe Lefebvre, avec Victor Lanoux, Marie-Josée Nat. Une présentation du journal télévisé est présentée. Goupil mène l'enquête.
 - 22.15 **Documentaire** : Une star dans l'histoire, Johnny Haliday. De Bernard Schmitt et Gilbert Namiand.
 - 23.30 **Journal et Météo.**
 - 23.50 **Cinéma** : La Capitaine Fracassa. ■ Film franco-italien d'Abel Gance (1942). Avec Fernand Gravey, Assia Noris, Véra Eglar.
 - 1.30 **Magazine** : Double jeu (rediff.).
- FRANCE 3**
- 17.55 **Magazine** : Une pêche d'enfer. Présenté par Pascal Sanchez.
 - 18.25 **Jeu** : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
 - 18.55 **Un livre, un jour**. Histoire du chocolat, de Robert Linx.
 - 19.00 **La 19-20 de l'information**. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 **Jeu** : Hugobélère (et à 20.40).
 - 20.15 **Diversité** : La Classe.
- ARTE**
- 17.00 **Magazine** : Macadam. ■ Série : La légende, de Frank Lorde ; International Sweethearts of Rhythm, de Greta Schiller et Andrea Weiss (rediff.).
 - 18.25 **Cinéma** d'animation. Une vieille boîte, de Paul Driessen ; Anna et Bella, de Borge Ring ; Pas à deux, de Monique Borelli et Gerit Van Dijk (rediff.).
 - 19.00 **Documentaire** : Les Marionnettes de Salzbourg.
- CANAL PLUS**
- 17.00 **Canaille peluche**. Spécial Noël.
 - 18.30 **Le Top**. Révélation du nouveau Top.
 - 19.20 **Flash d'informations.**
 - 19.30 **Magazine** : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gléas et Antoine de Caunes. Les meilleurs moments.
 - 20.30 **Fables géométriques 3.**
 - 20.35 **Téléfilm** : La Fabuleuse Histoire de Josephine. De Brian Gibson, avec Lynn Whitfield, Ruben Blades.
 - 22.40 **Flash d'informations.**
 - 23.00 **Cinéma** : Edward aux mains d'argent. ■■ Film américain de Tim Burton (1990). Avec Johnny Depp, Winona Ryder, Dianne Wiest.
 - 0.39 **Court-métrage** : Di Rosa Girls.
 - 0.40 **Cinéma** : Central Station. ■ Film espagnol de Josep Anton Salgot (1989). Avec Fausto Askins, Katarzyna Figura, Sergi Mas.
 - 2.25 **Cinéma** : Les Arcadiens. ■ Film français de Manuel Sanchez (1991). Avec Simon de La Brosse, Dominique Pinon.
- M 6**
- 18.00 **Série** : Equalizer.
 - 19.00 **Série** : Les Routes du paradis.
 - 19.54 **Six minutes d'informations**, Météo.
 - 20.00 **Série** : Cosby Show.
 - 20.35 **Première urgence**.
 - 20.45 **Téléfilm** : Un fil de cœur. De Gary Nelson, avec Jack Warden, Bonnie Bartlett.
 - 22.25 **Série** : Mission impossible, vingt ans après. La Trêve du serpent d'or, de Don Chaffey, avec Peter Graves, Greg Morris.
 - 0.00 **Magazine** : Culture rock. La saga de Michael Jackson.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 **Musique** : Concert gospel. The Golden Gate Quartet, en direct de la salle Olivier-Messiaen, à la Maison de Radio-France.
 - 22.40 **Les Nuits magnétiques**. Maisons perdues, maisons sauvées (4).
 - 0.05 **Du jour au lendemain**. Dans la bibliothèque de... notre collaborateur François Bort.
 - 0.50 **Musique** : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 **Concert** (donné le 27 septembre à Amiens) : Così fan tutte, de Mozart, par la Petite Bande, dir. Sigiswald Kuijken ; sol : Soile Isokoski, Monty Group, Nancy Argenta, Markus Schaefer, Per Vollenstadi, Hubert Claessens.
 - 0.30 **Jazz club**. Par Claude Carrière et Jean Dalmas. Carla Bley, piano et Steve Swallow, basse, au New-Morning, à Paris, le 16 novembre.

Au risque de provoquer un nouveau conflit avec le Parlement russe

M. Eltsine conserve l'essentiel de son ancien gouvernement

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Fin de partie ou nouvelle donne? Armistice ou contre-offensive? En présentant, mercredi 23 décembre, un «nouveau» gouvernement ressemblant comme deux gouttes de vodka au précédent, M. Boris Eltsine a-t-il définitivement clos l'étrange chassé-croisé auquel se livre la classe politique russe depuis plusieurs mois ou a-t-il décidé, de nouveau, de croiser le fer avec le Parlement? Jeudi matin, dans les locaux de la Maison Blanche, les députés, comme si de rien n'était, poursuivaient leur session et le nouveau gouvernement se réunissait au Kremlin, avec comme premier point à son ordre du jour l'organisation de l'aide alimentaire.

Lundi, pourtant, les députés, à la suite d'un compromis passé au début du mois avec M. Boris Eltsine, avaient voté une loi leur donnant un droit de regard sur la nomination de quatre ministres, et pas n'importe lesquels puisqu'il s'agissait des responsables de la défense, de la sécurité, de l'intérieur et des affaires étrangères.

Or M. Boris Eltsine a gardé exactement les mêmes titulaires dans ces quatre fonctions. Si les trois généraux en charge des ministères de la défense (Pavel Gratchev), de la sécurité (Viktor Baranikov) et de l'intérieur (Viktor Erine) pourraient être approuvés par le Parlement, il en va tout différemment du chef de la diplomatie.

■ Mort de Vladimir Semionov, ancien ministre adjoint des affaires étrangères soviétiques. — Vladimir Semionov, qui fut ministre adjoint des affaires étrangères de l'URSS, et ambassadeur à Bonn de 1978 à 1986, est mort à Cologne (Allemagne fédérale), à l'âge de quatre-vingt-un ans. Vladimir Semionov avait également été ambassadeur dans l'ex-RDA de 1953 à 1954. Il résidait en Allemagne depuis un an et demi. — (AP)

tie russe, M. Andreï Kozyrev, ennemi juré des conservateurs majoritaires au Parlement, qui lui reprochent son alignement systématique sur les positions occidentales. Les députés accepteraient-ils cette provocation?

Le «nouveau dur» réformateur

C'est donc mercredi, tard dans la soirée, qu'était connu l'oukase du président russe nommant un nouveau gouvernement. Celui-ci, à quatre exceptions près, reprend les mêmes titulaires que dans l'équipe précédente dirigée par M. Egor Gaidar. On y trouve même M. Ella Pashilova, ministre de la protection sociale, qui avait pourtant décidé, mardi, d'abandonner son poste par fidélité envers l'ancien premier ministre.

Démision refusée! Le «nouveau dur» réformateur de l'équipe Gaidar n'est amputé que de M. Piotr Aven, ancien ministre des relations économiques extérieures, qui a été remplacé par... son premier adjoint, M. Sergueï Glaziov.

Mis à part M. Iouri Iarov, présenté comme «l'homme» du président du Parlement, M. Rouslan Khasbulatov, les trois autres nouveaux ministres apparaissent le plus souvent comme des partisans des réformes. Il s'agit de MM. Boris Fiodorov, au poste de vice-premier ministre, actuellement en charge des relations entre la Russie et la Banque mondiale, Mikhaïl Fedotov, titulaire du portefeuille de l'information, qui représentait M. Boris Eltsine lors du procès sur l'interdiction du Parti communiste, et d'Edouard Netchaïev, en charge de la santé publique.

Ce maintien, voire ce renforcement, du courant réformateur est si évident que l'on se demande pourquoi il aura fallu tant de tractations pour en arriver là. Certes, plusieurs ministres «centristes» ont fait, cette année, leur entrée au gouvernement pour rééquilibrer celui-ci et ils restent dans la nouvelle équipe. Certes, le nouveau

premier ministre, M. Viktor Tchernenomyrdine, dont on loue maintenant la «fidélité» au président, a un profil nettement différent de son prédécesseur, puisqu'il est considéré comme un proche du lobby militaro-industriel et que, s'il affirme s'être converti aux réformes, cette conversion semble encore bien timide. On est loin toutefois du gouvernement de coalition attendu par le Parlement.

Si les députés ne se révoltent pas, s'ils acceptent, même en grognant, les choix de M. Boris Eltsine, ce dernier aurait ainsi réussi un astucieux rétablissement après son échec de la mi-décembre, lorsque le Congrès l'avait contraint à se séparer de M. Egor Gaidar.

Le président pourrait ainsi poursuivre sa politique de transformation du système économique et de bonnes relations avec l'Occident, mais en faisant partager l'impopularité de cette politique à un premier ministre choisi par le Parlement.

Une bonne nouvelle, pour terminer : le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbaitov, dont on avait annoncé que l'«indisposition», conjuguée au «rhume» de M. Boris Eltsine, était une des causes du report du sommet de la CEI, prévu pour le 25 décembre à Minsk, a fait savoir qu'il était en parfaite santé et qu'il était prêt à se rendre à cette réunion. Le report de celle-ci a toutefois été maintenu.

JOSE-ALAIN FRALON

Pour permettre une fraude aux allocations familiales Des Zaïrois organisaient l'immigration clandestine d'enfants africains

Agés de moins de dix ans, une quarantaine d'enfants africains ont utilisé une filière d'immigration clandestine organisée entre le Zaïre et la France. Le trafic a duré dix-huit mois, avant d'être démantelé par la police de l'air et des frontières (PAF) de Roissy.

Certains enfants ont ainsi directement rejoint leurs parents, en évitant les difficultés et les lenteurs de la procédure du regroupement familial. D'autres, sans doute des enfants abandonnés, ont été «vendus» 10 000 francs à des familles zaïroises résidant en France, qui, selon la PAF, étaient motivées par l'appât du gain : la présence du nouveau venu leur permettait de toucher des prestations sociales et familiales en conséquence.

Au départ du Zaïre, chacun était accompagné par un adulte qui, muni d'un «vrai-faux» passeport européen (volé puis maquillé), le faisait passer pour son enfant. Les enfants étaient ensuite accueillis par des familles installées notamment dans la région de Rouen. Le réseau se chargeait de leur procurer des extraits de naissance zaïrois, fabriqués dans une officine de Brazzaville et expédiés de Kinshasa par colis express. Grâce à ces documents vierges, les nouveaux venus pouvaient être réintégrés dans leur

de leur famille d'accueil, être inscrits auprès des écoles ou des organismes de sécurité sociale. Passent les billetteries des compagnies aériennes à la loupe, les enquêteurs ont établi que, chaque mois, jusqu'à six enfants ont de la sorte été transformés en immigrants clandestins.

Dirigé par un Zaïrois, M. Mukinyi Lumbala, ancien responsable en Seine-Maritime de l'Union pour la démocratie et le progrès social (opposant au président Mitterrand, ce parti a déclaré avoir interrompu toute relation avec M. Lumbala depuis 1990), cette filière a, plus classiquement, permis l'entrée dans l'Hexagone d'une quinzaine d'adultes. Ceux-ci devaient payer 15 000 francs pour emprunter le réseau. Outre M. Lumbala, cinq Zaïrois, bénéficiant comme lui du statut de réfugié politique, ont été incriminés ou écroués par M. Eliane Mary, juge d'instruction à Bobigny (Seine-Saint-Denis).

L'enquête judiciaire devra encore établir l'ampleur des préjudices causés par l'écrouissage aux prestations sociales. La trace des enfants n'a, pour l'instant, pas été retrouvée.

E. L.

Mort de Peyo le père des Schtroumpfs

Le dessinateur belge Peyo, l'auteur des Schtroumpfs, est mort jeudi 24 décembre à Bruxelles à l'âge de soixante-quatre ans.

Peyo, dont le véritable nom était Pierre Cailliford, était né à Bruxelles, le 25 juin 1928, d'un père britannique et d'une mère belge. Opérateur de cinéma, dessinateur dans un studio de dessins animés et dans la publicité, il se lance dans la bande dessinée en créant le personnage de Johan, pour le *Soleil* de Bruxelles en 1950. Il crée ensuite les BD de Johan et Pirlouit, Benoit Brisefer et Jacky et Célestine.

Mais il était surtout connu pour ses Schtroumpfs, des petits lutins bleus dont il inventa le nom lors d'une conversation avec son ami François (créateur de *Gaston Lagaffe*) en 1957. Il intègre ces

lutins, dont la langue se caractérise par le remplacement des mots par «schtroumpf», en 1958, dans une aventure de ses héros méditerranéens, Johan et Pirlouit, la *Filée à six schtroumpfs*, devenue ensuite un dessin animé.

Les Schtroumpfs vont rapidement obtenir un succès international, d'où leur multiples dénominations (en français, ce sont les «Smurfs»; en hébreu, les «Dardassim»; en serbo-croate, les «Strumps»). Ils sont baptisés «Smurfs» aux États-Unis, où ils servent à initier les enfants à la lecture. NBC en a diffusé une série à succès. Le Schtroumpf financier (Éditions du Lombard), seizième album des Schtroumpfs de Peyo, vient de paraître (*Le Monde* du 11 décembre). Un parc des Schtroumpfs avait été lancé en 1991 à Metz.

Y.-M. L.

Après la fermeture du consulat de France à Canton

Paris n'envisage pas de mesures de rétorsion contre Pékin

Paris regrette la décision prise par les autorités chinoises de fermer le consulat de France à Canton en représailles à la récente vente de sobriété Mirage 2000 à Taïwan, mais n'envisage pas pour le moment de rétorsion, a indiqué, mercredi 23 décembre, le porte-parole du Quai d'Orsay.

PÉKIN

de notre correspondant

Une certaine amertume dominait, jeudi 24 décembre, la communauté française de Chine après la décision de Pékin de fermer le consulat de Canton, suite de la vente des Mirage 2000 à Taïwan. On s'interrogeait, dans les milieux d'affaires en particulier, de l'attitude qu'adopterait Paris face à ce qui apparaît à beaucoup comme une mesure de rétorsion «pour l'exemple».

«Et les États-Unis, quel consulat ne l'on leur fermer?», lançaient des hommes d'affaires français, une allusion à l'étonnante lune de miel que Pékin feint de vouloir revivre avec Washington, dans l'attente de la prise de fonctions de M. Bill Clinton, et en dépit de la vente de F 16 américains à Taïwan. Après avoir protesté, de manière assez formelle, lorsque le président Bush avait annoncé cette mesure en septembre, les Chinois ont évité de soulever la question auprès de M. Barbara Franklin, secrétaire au commerce, lors de sa récente visite à Pékin. Ils ont fait seulement savoir à son entourage que l'affaire n'était pas entrée.

M. Bush a, pour sa part, annoncé, mardi 22 décembre, la levée des dernières sanctions imposées en 1989, qui interdisaient l'exportation de matériels déjà commandés par Pékin au titre des ventes d'armes («Foreign Military Sales»). Le président sortant a expliqué ce cadeau par le fait que les sanctions, après trois ans et demi, en étaient venues à «entraver plutôt que soutenir les efforts américains en vue de promouvoir un comportement coopératif de la République populaire de Chine dans un certain nombre de domaines».

Une aide financière de 650 millions de francs

La presse chinoise, qui s'est fait l'écho de cette décision, n'a, en revanche, pas eu un mot pour signaler que la France venait de lui octroyer une assistance financière de 650 millions de francs. La fermeture du consulat de Canton est interprétée comme le signe d'une volonté de marquer un coup d'arrêt au phénomène des ventes d'armes non-américaines à Taïwan à un moment où la direction communale est très inquiète du sort de l'île, après la gifle électorale qu'a subie le parti au pouvoir, le Kuo-min-tang, aux législatives du 19 décembre. La dérive indépendantiste que Pékin perçoit à Taïwan aggrave en effet notablement le «crise» des Français aux yeux des dirigeants de la Longue Marche, qui ont constamment leur vie à réifier la Chine impériale mandchoue.

Paradoxalement, la sanction chinoise à l'encontre de Paris repousse les hommes d'affaires français vers Hongkong et Taïwan, deux bases chinoises qui échappent à l'autorité de Pékin, pour approcher désormais les deux parties les plus dynamiques de la Chine continentale sur le plan économique : la province du Guangdong, dont Canton est le chef-lieu, et celle du Fujian, fief à l'île nationaliste, qui faisait partie de la juridiction de la mission sanctionnée.

Techniquement, les affaires traitées par le conseiller commercial attaché au consulat de Canton devraient revenir à l'ambassade de France à Pékin. Cependant, les liens entre ces deux provinces chinoises et leurs cousins capitalistes de Taïwan et Hongkong seront déterminants pour les hommes d'affaires français. En annonçant sa décision, Pékin n'a pas caché, en effet, que la France allait souffrir sur le plan économique, ce qui réduit le rôle que pourra jouer sa mission pékinoise, tant que durera le «refroid».

La fermeture du consulat de Canton supprimera les facilités qu'avait procurées cette mission à une communauté d'affaires françaises certes moins importante que celle des États-Unis (lesquels ont investi 5 milliards de dollars dans cette seule province méridionale), mais tout de même assez présente. Outre le très important chantier de la centrale nucléaire de Daya Bay, près de Hongkong, la région compte plusieurs entreprises à capitaux sino-français. Parmi elles : l'usine Peugeot de Canton, qui emploie plus de 3 000 personnes, dont 25 expatriés, pour produire 13 000 véhicules par an; une firme créée par Danone qui a fait une percée remarquable en imposant le yaourt dans un pays où l'on consomme peu de lait; et des firmes industrielles et représentations ou agences bancaires.

Si la décision chinoise a été prise de manière à éviter toute contre-mesure française, Pékin ne disposant pas d'un deuxième consulat en France, la question se pose cependant de la disproportion entre les représailles mutuelles : alors qu'il compte moins de cent agents diplomatiques et assimilés français en Chine, l'ambassade de la République populaire en France est peuplée de plusieurs centaines de personnes.

FRANCIS DERON

■ AFGHANISTAN : deux membres du CICR tués par des talibans. — Des inconnus ont assassiné, mercredi 23 décembre, un membre du Comité international de la Croix-Rouge et son chauffeur, près de Jallalabad, dans l'est de l'Afghanistan. Les deux victimes sont des Afghans. Le vol du camion du CICR semble être le mobile du crime. Les deux hommes revenaient de la région du Logar, au sud de Kaboul, où ils avaient distribué des couvertures à des réfugiés chassés de la capitale par des talibans. — (AFP)

En Somalie

Un civil américain a été tué à Bardera

Un important convoi d'aide alimentaire a quitté Mogadiscio, mercredi 23 décembre, à destination de Beledio, à quelques deux cents kilomètres au nord-ouest de la capitale. Une partie de ces vivres sera acheminée vers Bardera, plus à l'ouest, et une autre vers Hoddur, près de la frontière éthiopienne.

Le départ de ce convoi intervient alors qu'un employé civil de l'armée américaine a été tué et trois gardes de sécurité du département d'État, chargés de la protection des diplomates, ont été grièvement blessés, mercredi, dans les faubourgs de Bardera (*Le Monde* du 24 décembre). Une mine anti-char a explosé au passage de leur véhicule. Les quatre hommes effectuaient une mission de reconnaissance, avant l'arrivée d'un contingent de marines, à proximité de la porte-parole de l'armée américaine, le colonel Fred Pack.

A Washington, la Maison Blanche a confirmé, mercredi, la venue du président George Bush en Somalie, où il effectuera une visite de deux jours : les mercredi 31 décembre et jeudi 1^{er} janvier. — (AFP, Reuters)

Réunis à Abou-Dhabi

Les pays du Golfe posent des conditions à de bonnes relations avec l'Irak

A l'issue de son 19^e sommet, le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a annoncé, mercredi 23 décembre à Abou-Dhabi, qu'il subordonne l'instauration de bonnes relations avec l'Irak au règlement du conflit qui oppose Téhéran aux Émirats arabes unis (EAU) à propos des îles stratégiques d'Abou-Moussa et des deux Tomb, dans le sud du Golfe.

L'«occupation» de ces îles par Téhéran constitue «une violation de la souveraineté du territoire des Émirats» et représente «une menace» pour la région du Golfe, ont estimé les participants. Dans un communiqué, le ministre irakien des affaires étrangères a aussitôt qualifié cette attitude d'«irresponsable».

Le CCG a par ailleurs condamné l'Irak pour n'avoir pas appliqué les résolutions de l'ONU, ce qui «perpétue un climat de tension». La politique «expansionniste de Bagdad envers le Koweït ébranle toujours la stabilité et menace la sécurité de la région», indique le CCG qui a désormais un nouveau secrétaire général, cheikh Fahem Ben Sultan El Qassim, ancien représentant des EAU auprès de l'ONU à New-York. — (AFP)

■ MAROC : un militant des droits de l'homme condamné à trois ans de prison. — Poursuivi pour «violation du code de la presse» et pour «outrage à l'armée», M. Ahmed Belachri, membre de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH) a été condamné mercredi 23 décembre à trois ans de prison ferme et à 1 000 dirhams d'amende. Ses avocats ont estimé qu'il s'agissait d'un procès «politique», estimant que son incarcération «porte atteinte aux droits de l'homme et à la liberté d'expression». — (AFP)

LES RÉFUGIÉS ?

Ils ont dû tout abandonner. Ne les abandonnons pas. Pour en savoir plus :

3615 HCR

Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés HCR
Trois petites lettres contre de grands maux.



SOMMAIRE

DÉBATS

Religions : «Le dernier casté-diot erratique», par Paul Valadier ; «Un lit erratique», par Henri Fesquet ; «Taïzé et l'Europe», par Marguerite Léna..... 2

ÉTRANGER

La sort des 415 Palestiniens expulsés d'Israël..... 3
La libération surveillée des habitants du Liban sud..... 3
La menace d'une intervention militaire étrangère en Bosnie-Herzégovine..... 4
Cambodge : les combats se poursuivent près de Battambang..... 5

POLITIQUE

La préparation des élections législatives : l'accord entre les écologistes est déjà conclu dans près d'un département sur deux..... 6
La clôture de la session extraordinaire : le Parlement adopte définitivement la limitation du droit de licenciement..... 6

SOCIÉTÉ

Un rapport de l'IGAS sur les conséquences des traitements par hormone extractive..... 7
M. Pierre Truche est nommé procureur général près la Cour de cassation..... 7
La polémique suscitée par le rapport Brousseau sur la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants..... 7

CULTURE

Cinéma : *Bhumika*, de Shyam Benegal..... 8
La Mort vous va si bien, de Robert Zemeckis..... 8
Le Souper, d'Edouard Molinaro..... 8
Arts : un nouveau statut pour la Louvre..... 8

LE MONDE DES LIVRES

■ Marc Aurèle, Marcel Conche : marcher vers la sagesse • Hédon : la cirouille et le vieux kipi • Histoires littéraires par François Bort : «La Noël de Raymond Chandler» • Le secret de Madame Solario • La chronique de Georges Balandier : les mystères du don • Comment se fait l'histoire • Thérèse contre Lisieux • Iris Murdoch, l'architecte • Commémorations Aragon, c'est le lire..... 9 à 14

ÉCONOMIE

France Télécom annonce une baisse de ses tarifs pour les communications internationales..... 16
L'année boursière se termine sur des niveaux de début 1992..... 16
La banque mondiale accorde 2 milliards de francs de prêts à quatre pays..... 17

COMMUNICATION

Le groupe Express vend son mensuel féminin Éba..... 17

Services

Abonnements..... 18
Annonces classées..... 17
Carnet..... 15
Expositions..... 20
Loto..... 15
Marchés financiers..... 18 et 19
Météorologie..... 21
Mots croisés..... 15
Radio-télévision..... 21

Le télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 24 décembre 1992 a été tiré à 454 453 exemplaires.

Demain dans «Le Monde»

«Sans visa» : Hongkong, casse-tête chinois

En 1997, Hongkong ne sera plus une colonie britannique mais une parcelle du territoire de la Chine populaire. Londres a du mal à faire accepter par Pékin les institutions démocratiques qu'elle voudrait laisser en héritage. Et la Chine a besoin de Hongkong et de sa réussite.